

HORS-SERIE

LE MONDE LIBERTAIRE

• NOTRE DOSSIER :

MEDIAS

+

- Peter Watkins : **Media Crisis**
- PORTFOLIO : **Daniel GARCIA**

Hors-série n°62 du Monde Libertaire
octobre-novembre 2015

M 06726 - 62H - F: 5,00 € - RD



#62

Édito - <i>Ladrisse</i>	01
DOSSIER : MEDIAS	
Entretien avec Gilles Balbastre - <i>Anne Merlieux</i>	04
Le traitement média de la crise grecque - <i>Julien Salingue - Acrimed</i> ...	10
La controverse : formation ou formatage ? - <i>le CRML</i>	16
Mort d'un parrain - <i>Justhom</i>	25
Critique de la critique des médias - <i>Philippe Corcuff</i>	26
Entretiens croisés - <i>La Brique, La Lettre à Lulu, l'Utopik, le ML</i>	30
La somme totale de notre indifférence - <i>Peter Watkins</i>	38
La place des femmes dans les médias - <i>Elisabeth Claude</i>	50
Les dessous de la presse pro - <i>Patrick Schindler</i>	56
Le livre dans la bouche de ceux qui l'assassinent - <i>Jerem</i>	58
PORFOLIO	
Daniel Garcia : ceux qui philosophent disgrâce	44
PLUS	
Dans la bibliothèque noire	61
International : Venezuela- <i>Rodolfo Montez de Oca (El Libertario)</i>	62
FÉDÉRATION	
Les groupes et liaisons de la Fédération anarchiste	64
Radio Libertaire, la grille des programmes	68

Illustrations et crédits photos :

PORTFOLIO de Daniel Garcia (<http://www.danielgarciart.com/>)

Photo en page 30 de Laurent Conduché, trafics graphiques divers de Pola.k, autres images d'archive.

Le Monde Libertaire Hors Série, bimestriel de la Fédération Anarchiste, est édité aux Editions du Monde Libertaire.

Direction de la publication : Claudie Ger - Imprimé par les presses du Ravin Bleu, 27 rue du Capitaine Ferber, 75020 Paris

Ont participé à ce numéro : Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Julien Salingue et l'équipe d'Acrimed, les équipes de La Brique, l'Utopik, la Lettre la Lulu (faut pas croire la presse : en fait il y en a plein, des bons journaux), Gilles Balbastre, Peter Watkins, Elisabeth Claude, Patrick Schindler, Justhom, Philippe Corcuff, Jerem, Rodolfo Montez de Oca.

Les articles publiés dans ce journal nous sont proposés par des rédacteurs qui partagent notre sensibilité libertaire et écrivent librement selon le principe de la responsabilité individuelle : ils ne reflètent aucune "position officielle" de la Fédération Anarchiste, mais tout simplement l'expression ouverte des multiples sensibilités susceptibles de traverser l'anarchie en général, au delà même de notre fédération. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Cependant, c'est avec grand plaisir que nous acceptons par avance et solidairement la responsabilité de tout propos qui viendrait heurter vos convictions racistes, homophobes, sexistes, religieuses, patriarcales, nationalistes, colonialistes ou autoritaires. Adeptes d'un vieux monde, lisez autre chose, tout simplement.

Dans nos lits, dans la rue, dans le train, au boulot, les informations circulent. Sur papier, dans nos smartphones, nos télévisions, nos radios, nos ordinateurs... Mais cette multiplication des moyens de diffusion a ses corollaires : l'information, devenue un bien marchand, est déformée, tout autant pour séduire le spectateur - au lieu de l'émanciper - que pour complaire à ceux qui financent les médias. Le grand poète Patrick Le Lay, président de TF1 pendant une vingtaine d'années, avait bien résumé le processus en cours : « *Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible.* »

Et ce qui vaut pour un message publicitaire vaut également pour tout un système : nous sommes entrés aujourd'hui dans l'ère de la marchandisation de l'info 2.0 ; un à un, les médias ont tout simplement été achetés par ceux qui ont tout intérêt à les contrôler pour asseoir leur pouvoir, économique ou politique, et servir leurs intérêts idéologiques. Un regard anarchiste est évidemment plus particulièrement attentif au contenu des médias d'information, cependant il ne faut pas oublier que ce phénomène touche l'ensemble des supports : des magazines féminins aux émissions culturelles en passant par les journaux spécialisés, tous diffusent, souvent de façon subtile, une idéologie... Et lorsqu'ils sont aux mains "d'élites" bien décidées à préserver un ordre qui les sert, cette idéologie éminemment réactionnaire se teinte de xénophobie, de sexisme, d'antiféminisme...

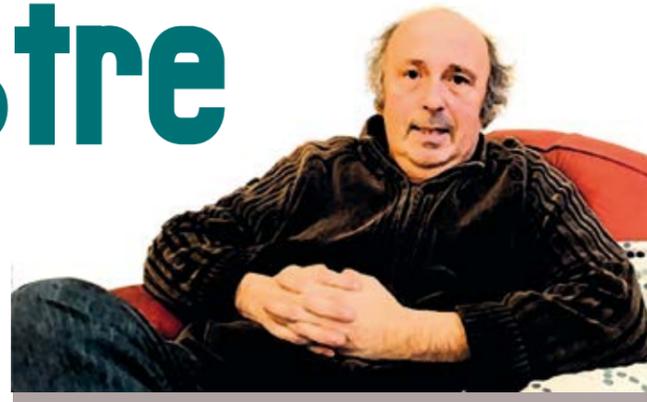
Aujourd'hui, l'indépendance par rapport aux pouvoirs économiques et politiques se fait rare, dans les médias comme ailleurs. « *Y en a pas un sur cent et pourtant ils existent* » : *Le Monde Libertaire* est de ceux là. Comme beaucoup d'autres journaux politiques il s'est pris les "réformes" successives de la diffusion de la presse en pleine gueule. Et il est devenu impossible pour notre version hebdomadaire de rester en kiosque aux conditions imposées par les deux seuls diffuseurs de la presse en France. *Le Monde Libertaire Hors-Série*, lui, a bien résisté, mais une parution bimestrielle et thématique est un moyen bien limité : il y a tant à dire, dénoncer, proposer ! A côté de Radio Libertaire, qui va bientôt fêter ses 35 ans, nous devons développer de nouveaux outils pour promouvoir un monde différent... un monde où, par exemple, la "liberté de la presse" ne serait pas réduite à une émotion de façade brandie de façon circonstancielle pour détourner les insatisfactions du peuple après un attentat...

Un groupe de travail s'est constitué au sein de notre organisation pour réfléchir à une nouvelle formule du Monde Libertaire qui verra le jour en 2016. Ce numéro sur les médias fait partie de notre réflexion et nous voulions la partager avec vous.

Quentin

*Groupe la Mistoufle
Fédération anarchiste*

Entretien avec Gilles Balbastre



Gilles Balbastre est journaliste et documentariste. Il a collaboré à PLPL, et a été directeur de la publication du Plan B.

Il a réalisé :

Le Chômage a une histoire
(Une histoire du chômage en France de 1967 à 2001)
52 min, 2001,

Moulinex, la mécanique du pire
52 min, 2003

EDF, les apprentis sorciers
51 min, 2006

Fortunes et infortunes des familles du Nord
51 min, 2008

Les Nouveaux chiens de garde
(co-réalisé avec Yannick Kergoat)
1h44, 2012

Salariés sans frontières
52 min, 2012

Vérités et Mensonges à la SNCF
56 min, 2015

Le film Les Nouveaux chiens de garde montre la connivence entre les grands médias et les pouvoirs économiques et politiques, et la façon dont cette connivence oriente leur contenu. Peux-tu rappeler brièvement – pour ceux qui ne l'auraient pas vu – comment le système médiatique fonctionne et comment les grands groupes industriels et financiers façonnent les médias ?

Les Nouveaux chiens de garde est toujours d'actualité : il a été réalisé en 2011, et depuis, la situation a tendance à s'aggraver. On l'a vu avec la prise de pouvoir de Xavier Niel (10^{ème} fortune française) sur le groupe *Le Monde* et *L'Obs* avec Berger et Pigasse, et ça, c'était juste à la fin des *Nouveaux chiens de garde*.

Depuis, ça s'est accéléré : Bernard Arnault (1^{ère} fortune française et 13^{ème} fortune mondiale), qui a déjà le quotidien *Les Echos* – le seul quotidien économique en France – a le projet de racheter *Le Parisien*. Aujourd'hui, le quotidien national le plus lu en France. Dassault (5^{ème} fortune française) possède *Le Figaro*. Patrick Drahi (6^{ème} fortune française) a constitué un empire avec *Libération*, *L'Express*, *L'Expansion*, *L'Entreprise*, et il est en train de négocier le rachat de *BFM TV* et *RMC*. Le groupe *Kering-François Pinault* (8^{ème} fortune française) détient pour sa part *Le Point*, deuxième news

magazine français. Bolloré (9^{ème} fortune française), qui possède déjà *Direct Matin*, a pris en main le groupe Canal +, Xavier Niel (10^{ème} fortune française avec le groupe Free) détient *Le Monde* et *L'Obs*, troisième news magazine français.

Voilà : les quatre plus grands quotidiens nationaux et les trois plus gros news magazines français seront bientôt tous détenus par l'une ou l'autre des douze premières fortunes françaises. Et il y a aussi Martin Bouygues (27^{ème} fortune française) qui a *TF1* et *LCI*, et Lagardère (225^{ème} fortune française) qui tient *Europe 1*, *Le Journal du dimanche*, *Paris Match*, etc...

Donc, ça fait quand même une organisation de la presse au niveau capitalistique qui est assez impressionnante.

Et au-delà de ça, dans les quotidiens régionaux, il y a le groupe Crédit Mutuel qui détient le groupe EBRA (Est Bourgogne Rhône Alpes) et quasiment la totalité des quotidiens régionaux de l'Est de la France : *L'Est républicain*, *Le Républicain Lorrain*, *L'Alsace*, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *Vosges Matin*, *la liberté de l'Est*, *Le journal de Saône et Loire*, *le Dauphiné Libéré*, *Vaucluse Matin*, *Le Progrès* et *Le journal de la Haute Marne* à 50%.

Ce qui a donné ceci au début de l'été, par exemple : alors qu'un documentaire sur une filiale du Crédit Mutuel était programmé sur Canal +, le patron du groupe du Crédit Mutuel, Michel Lucas, a téléphoné à Bolloré pour faire gicler le documentaire... ce que ce dernier a fait, car le Crédit Mutuel est en relation avec des entreprises de Bolloré. Je suis allé sur les sites internet de tous ces journaux ou quotidiens régionaux qui se sont bien gardés d'en parler. Voilà, c'est la France. Je décris pas une situation au Cameroun ou dans une république bananière quelconque, non, c'est en France. Et ça ne soulève quasiment pas, bien sûr, de bruit médiatique. C'est à dire que, quand on tue des journalistes de *Charlie Hebdo*, on s'indigne – et à juste titre –, mais quand la presse est mise à mal en terme de liberté et de pluralisme, bien sûr, il n'y en a aucun qui hurle.

Et ça, ça donne ce paysage médiatique tel qu'on l'avait décrit dans *Les Nouveaux chiens de garde*. Tel qu'il était déjà à la fin des années 2000, à partir de 2008, mais on voit bien qu'ensuite après 2010 cela ne fait que s'aggraver.

Autre petite anecdote : il y a un sondage qui est passé dans *Les Echos* (détenus par Bernard Arnault), réalisé par l'Institut CSA (détenu par Bolloré), qui dit que les trois quart des français sont pour l'abrogation des 35h et pour travailler plus. On peut se poser la question : un journal appartenant à la première fortune française qui passe un sondage réalisé par une boîte appartenant à la 9^{ème} fortune française, et qui a comme intention de faire travailler plus les salariés... Il faut savoir que Bernard Arnault a plusieurs dizaines de milliers de salariés, tout comme Bolloré : effectivement, ils ont tout intérêt à ce que ces dizaines de milliers de salariés de leurs entreprises respectives – en dehors de leurs entreprises de presse qui elles ne comptent relativement peu de salariés – travaillent beaucoup plus. Donc voilà, on est dans ce genre de paysage où faire ce type de constat n'est pas idéologique, politique ou militant mais est une réalité "objective" (si on peut employer ce mot là) du paysage médiatique français, et qui ne soulève absolument aucun cri d'indignation, ou en tout cas aucun à la hauteur de ceux qu'on a entendus à propos du 7 janvier. Même si j'ai des désaccords avec *Charlie Hebdo*, il n'est pas nécessaire de

préciser qu'on ne peut pas être d'accord avec ces assassinats-là. Mais ce que je veux dire, c'est que la presse est assassinée (c'est sûr ce n'est pas du sang, en tout cas pas directement), assassinée par ces groupes industriels et financiers, et ça ne soulève absolument pas d'indignation de la part des chiens de garde des dirigeants de ces groupes industriels et financiers.

Comment on en est arrivés là ? Historiquement comment ça s'est mis en place ?

C'est pas un hasard si le secteur des médias a été le premier à être dérégulé de façon importante. Avant les autres, et notamment avant celui des transports, celui des Télécoms ou celui de l'énergie. Ça commence dès les années 80. Avant cela, il n'y a pas de grands groupes industriels et financiers dans les médias. Il a bien quelques exceptions comme le groupe de Robert Hersant, qui grâce à ses amitiés avec le pouvoir gaulliste ou giscardien contourne les ordonnances de 44¹ (notamment celle qui stipule qu'un propriétaire n'a qu'un titre), mais c'est rien par rapport avec ce qui va se passer après.

En 1973, quand *Paris Normandie*, journal issu de la libération, est racheté par Robert Hersant, il y a 7000 rouennais qui manifestent dans les rues de Rouen et il y a 24 heures de grève générale de la presse française. Ça n'a pas été le cas du tout quand Xavier Niel a racheté *Le Monde*, qui est aussi un journal issu de la libération et qui est un journal de référence en France.

Il y a toujours eu des patrons qui avaient des journaux, mais jamais à ce point. Il y avait un monopole public de l'audiovisuel, radio et télévision, avec tout ce que ça produisait en terme d'information bien entendu : le service public de l'information était cadenassé par le pouvoir, et en 81 les socialistes arrivent au pouvoir. Mitterrand, dans l'une de ses

¹ A la fin de la guerre 39-45, pendant laquelle la quasi-totalité de la presse avait collaboré avec les Allemands, le Conseil National de la Résistance promulgue ce qu'on appellera les ordonnances de 1944, qui ont pour objectif d'organiser un nouveau système médiatique, indépendant des puissances de l'argent et de l'influence de l'État, qui garantisse le pluralisme et la liberté d'expression. Ces ordonnances visent en particulier à interdire la concentration des entreprises de presse : elles interdisent à un même patron de posséder plusieurs journaux (concentration horizontale), ou à posséder une entreprise de production de papier, une imprimerie ou une entreprise de diffusion de la presse, etc (concentration verticale). Sous la pression de patrons de presse, elles ne seront jamais entièrement appliquées.

110 propositions, met en avant le fait de remettre en place les ordonnances de 44. Arrivé au pouvoir, il dérégule le monopole d'Etat de l'audiovisuel (ce qui après tout était peut-être pas une mauvaise chose, avec l'autorisation des radios libres), mais il ne prévoit pas de cadre économique qui permette de garder une pluralité ou d'empêcher de grands groupes industriels et financiers de s'accaparer les médias.

Le CNR (Conseil National de la Résistance) avait imaginé en 1944 sortir totalement l'information de la marchandisation, d'en faire un bien public au même titre que l'éducation, la santé, l'énergie ou les transports. Pour ça, ils avaient commencé à imaginer un cadre économique qui aurait permis une non marchandisation : c'est à dire certes un service public, mais à côté aussi des coopératives, des associations, des entreprises à but non lucratif qui pourraient encadrer une presse plus libre et plus pluraliste, et tout ça avec l'impôt.

Les socialistes, en 81, dérégulent mais n'encadrent pas, ne mettent pas de barrières. Du coup, les radios libres en quelques années sont récupérées par de grands groupes, ensuite il y a la mise en place de la privatisation de la télévision, et là, ils transforment tout le champ médiatique : en 1984 Canal + (la première chaîne privée) est lancée, dirigée par André Rousselet ; en 1986 la 5 de Berlusconi, d'Hersant puis de Lagardère ; puis vient la privatisation de la Sofirad², l'organisme d'Etat qui chapeautait RTL et Europe 1, et le tout est filé à Lagardère. Là on voit arriver dans l'audiovisuel des groupes industriels et financiers qui vont balayer un équilibre de la presse qui était quand même assez précaire (j'ai pas dit qu'elle était largement pluraliste, faut pas exagérer...).

Les socialistes ouvrent la porte. La droite, évidemment, comme dans beaucoup de cas dès qu'il s'agit de services publics, donne un coup de pied dans la porte... et ça fait beaucoup moins de mal de donner un coup de pied dans une porte ouverte que dans une porte fermée ! Et effectivement, privatiser TF1 en 1987 et la filer à Bouygues devient moins compliqué puisqu'il y a déjà une partie du boulot qui est fait. Puis il va y avoir les lois Carignon en 94, qui vont augmenter le seuil de concentration. Entre temps, il y avait eu aussi, en 88-89, l'introduction de la sous traitance massive dans les chaînes de télévision avec les boîtes privées de production, etc, etc... Donc, les années 80 sont vraiment des années de

privatisation et de dérégulation des médias. Et dans les années 90, on continue avec l'énergie, les télécoms et les transports : comme s'il fallait peut-être déréguler d'abord l'information pour pouvoir mieux déréguler les autres secteurs derrière.

Quels impacts ont eu ces changements sur le contenu et la fabrication de l'information ?

Du coup, effectivement, l'information change. Arrivent des concepts d'information de plus en plus "marchandise", avec de nouveaux produits, et notamment l'info en continu. La 5 de Berlusconi, Hersant puis Lagardère va se lancer dans ce concept : "faire" des événements en direct, comme la révolution roumaine en 89. Il faut pas oublier que la plus grande bavure médiatique de toute l'histoire de la presse, c'est Timisoara³, et Timisoara correspond à cette époque là. En 1980, c'est l'arrivée de la chaîne tout info américaine CNN, puis en 87 c'est la naissance de France Info, première chaîne tout info française ; en 94 c'est LCI, en 99 iTELE, et en 2005 c'est BFM TV. Ce concept de "tout info" est un concept de marketing, de marchandisation : c'est l'info comme produit, et non plus comme garant d'une société démocratique. Il faut produire de plus en plus vite.

L'arrivée d'internet va encore accélérer énormément les choses. Il faut faire attention à ne pas se braquer uniquement sur les chaînes tout info style BFM : avant c'était TF1, maintenant c'est BFM, mais les autres font pareil. Quand tu regardes les pages internet de journaux, même Le Monde, Libé, etc, au moment où il y a de grands faits divers comme par exemple le crash de l'avion dans les Alpes et 'l'affaire Andréas Lubitz' (le co-pilote allemand), Le Monde et Libé titrent sur leur site internet, à un instant T, la même chose que Le Parisien ou RTL, voire Le Sun. C'est à dire qu'il y a une uniformisation de l'information, qu'elle soit people ou prétendument "de meilleure qualité". Et ça, c'est vraiment une transformation du champ médiatique, qui amène des concepts d'économie ultra libérale : concurrence exacerbée, production en flux tendu, marketing du fait divers et du sensationnel. Et tout le monde le fait. L'info continue, que ce soit BFM et compagnie ou internet, ne fait qu'accélérer le processus.

Lors des très nombreux débats qui ont eu lieu autour du film, as-tu senti une prise de conscience politique du public, notamment sur la guerre de classe qui se joue à travers les médias, ou sur les changements de structure qu'impliqueraient la création de médias dignes de ce nom ?

On a fait énormément de débats. Ça, c'est intéressant, d'abord parce que le film a bien marché : c'est quand même le documentaire français qui a fait le plus grand nombre d'entrées en salle de cinéma depuis 10 ans ! Quand on a été nommés aux Césars, on y est allés, non pas parce qu'on voulait y aller, mais pour aider le producteur qui avait engagé toutes ses billes dans ce film. Mais c'est pas ça qu'on cherchait : ce qui nous faisait plaisir, c'était que c'était le documentaire sélectionné qui avait fait le plus grand nombre d'entrées. Et le film tourne encore, donc c'est quand même un signe. Il est utilisé syndicalement : par exemple la CGT s'est pas mal emparée de ce film ; depuis 3 ans le comité d'entreprise d'EDF me fait tourner sur des "ateliers médias", l'été, dans des centres de vacances, et sur des projections des Nouveaux chiens de garde qui marchent relati-

³ L'affaire des charniers de Timisoara : lors de la chute du régime Ceausescu en décembre 1989, les médias occidentaux et en particulier français annoncent, images à l'appui, des milliers de morts. Les informations sont reprises de télévisions et journaux sans aucun contrôle, jusqu'à ce que la preuve soit apportée que ces images de charniers étaient un faux. C'est un bel exemple de ce que Pierre Bourdieu a appelé « la circulation circulaire de l'information ».

vement bien. On peut en conclure qu'il y a un intérêt sur la critique des médias, et il y a en tout cas une prise de conscience de cette problématique-là. Je ne dis pas qu'elle est importante ou majoritaire, mais elle est sensible, tu le vois. On peut se poser des questions sur le paysage politique et syndical – et surtout revendicatif – et on peut être inquiet. Mais il y a une certaine conscientisation, voire une radicalisation de militants. Les Nouveaux chiens de garde sert par exemple lors des formations syndicales à la CGT dans les unions locales. Moi-même, je suis au Syndicat National des Journalistes CGT, et j'ai voulu aussi travailler pour qu'il y ait une certaine forme de conscientisation. Là, par exemple, le comité d'établissement de la SNCF Nord Pas de Calais et un cabinet qui s'appelle Emergence, qui est lié à la CGT et qui travaille sur la souffrance au travail avec des CHSCT, m'a commandé un documentaire sur les dégâts de la réforme ferroviaire⁴. Il me l'ont commandé en sachant très bien que j'étais un des co-réalisateurs des Nouveaux chiens de garde, et donc que j'avais ce regard "sardon", critique des médias – et dieu sait qu'eux, ils ont de quoi être critiques, vu la façon dont les médias les traitent lors des grèves. Donc, c'est pas une révolution, mais je pense que c'est toujours utile un film, et qu'il participe à une prise de conscience.

On a fait quasiment 400 débats en tout, avec les copains d'Acrimed et avec les camarades du film, dans des milieux très différents. Bien sûr libertaires, mais aussi CGT, Parti Communiste, Front de gauche, Sud, CNES, voire Verts etc. Cette problématique transversale des médias a permis d'embrayer sur des débats sur l'économie et sur le capitalisme. Je dirais que les leaders politiques ou syndicaux ont encore à faire du travail ; l'espace médiatique, tel qu'il est, est en partie naturalisé, et il y aurait besoin d'un gros travail d'ateliers médias, de compréhension du travail des journalistes et du rôle qu'ils impriment à la vie politique et syndicale : le fait d'être constamment sur leur agenda, de répondre à leur façon de poser des questions, à leurs questions, à la forme qu'ils utilisent. Et on mesure mal les dégâts que provoque la forme même de l'information. Par exemple, j'avais fait un atelier médias dans une association de formation au syndicat, à des gens de Sud des hôpitaux publics de Paris, et je leur montrais comment un conflit comme les retraites de 2010 était inconcevable pour les médias. Non pas uniquement d'un point de vue idéologique (ça, c'est évident), mais les "chiens de garde" dans les rédactions ont un mode de fonctionnement médiatique et, comme les journalistes de base, ils ont intégré cette façon de faire du journalisme : une information a une durée de vie de 2 ou 3 jours maximum. Parce que, comme tous les produits d'une société consumériste, il faut renouveler. Comme l'iphone, comme les fringues... les informations ont des durées de vie de plus en plus courtes, et doivent être produites en flux tendu. Donc un conflit qui va prendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois, c'est inconcevable. La bataille contre la réforme des retraites, ça avait commencé en avril 2010 et ça avait fini en novembre 2010 : dans ce genre de cas, ils vont découper en autant de nouveaux produits qu'ils veulent nous imposer. Par exemple le comptage des manifestations, qui devient "la polémique" (ça c'est un mot qu'adorent les médias), la "polémique" autour du comptage ! Ils iront donc voir les militants pour résoudre ce problème de la prétendue polémique, alors qu'on en a rien à branler ! Nous, c'est quoi notre but ? C'est de gagner, c'est d'imposer la retraite à 60 ans et non pas à 62. Le comptage on en a rien à foutre, ça détourne de la lutte. Ils vont voir les leaders syndicaux, les gens dans la manif pour les faire parler de ça, et du coup un Bernard Thibaud répond à un

⁴ Vérités et mensonges sur la SNCF, 56 minutes, 2015 (www.youtube.com/watch?v=gT3PPOXZqNk&feature=youtu.be)

² Société Financière de Radiodiffusion, SA fondée en 1942 qui gérait les participations de l'Etat dans les stations de radio et de télé.



moment donné « *Eh bien ça serait bien que ce soit les médias plutôt qui comptent* ». Voilà ! Ils imposent leur agenda, leurs questions, leur production en flux tendu de nouveaux produits, parce que sinon c'est inconcevable. On se demande comment ils auraient traité les camps de concentration entre 39 et 45... En faisant de la provoc : « *Auschwitz c'est trop long, coco ! Ces juifs qui sont tués tous les jours, putain il faut trouver un autre angle !* »... Je le fais volontairement à la provoc. Un jour ce serait les dents, un autre jour ce serait les cheveux, après ce serait quoi ? Faut aller jusqu'au bout de leur logique à la con ! Donc ils impriment un regard, une façon de faire de la politique ou du syndicalisme qui n'a rien à voir avec la réalité du combat. C'est une logique marchande, marketing, industrielle, capitaliste. Et ça, je pense que c'est uniquement quand on est journaliste qu'on peut finir par s'en rendre compte. Hélas, il n'y a pas beaucoup de confrères qui s'en rendent compte effectivement, parce que t'as intérêt de fonctionner avec le doigt sur la couture si tu veux rester un journaliste dans une boîte, c'est quasiment impossible de fonctionner autrement.

Moi, dans les formations, j'arrêtais pas de dire aux militants : « *Vous les déstabiliserez les journalistes, si quand ils viennent vous leur dites "Non, je ne donnerai pas la baballe que tu veux ramener et que ton chef t'as demandé. Tu n'auras pas la baballe."* » Rien que ça, ça déstabilise le journaliste, parce qu'il faut qu'il ramène "quelque chose", coûte que coûte. En regardant dans mes archives, j'ai trouvé un journaliste qui faisait un sujet sur les jeunes hippies, les gens qui faisaient la route, c'était dans les années 68. Il est à l'entrée de l'autoroute A6 à Paris et il tombe sur deux jeunes de 18 ans, manifestement bien allumés, enfin fumés, et le gars leur dit « *Mais vous allez où ?* » et les mecs ils le regardent et ils disent « *Mais nulle part, c'est vous qui allez, nous : on est* ». Le gars il reprend « *Non non, allez dites moi, vous*

allez où ? » et eux « *C'est vous qui voulez aller quelque part, nous : on est* ». Ils ne répondent pas à ses questions et ils le déstabilisent complètement, le gars il ne sait plus quoi faire ! C'est quasiment à montrer en formation en disant : « *Ne répondez pas. Non. Non ! Tu veux ramener ta baballe tu l'auras pas. Parce que la baballe n'est pas la mienne.* » Le journaliste de base qui ramène ça à son chef, il se fait engueuler comme du poisson pourri, mais au bout d'un moment c'est son problème s'il se fait engueuler. C'est vrai que ça devient un peu compliqué : soit t'acceptes, soit tu te barres.

En même temps il faut aller au bout de l'analyse critique et de la perversion d'un tel paysage "médiatique".

Il y a les médias dits "alternatifs"...

Les médias alternatifs, c'est pas la solution ; pour moi en tous cas... D'abord, je ne suis pas pour le journalisme alternatif parce que je suis pour le journalisme tout court. Parce que si être journaliste alternatif c'est gagner 400 euros par mois... dans ces cas là, il y a infirmière alternative, prof alternatif, conducteur de train alternatif, ça n'a pas de sens. Il n'y a que les artistes et les journalistes, l'information et l'art qui sont alternatifs. Il faut reprendre la main politiquement. Il faut que syndicalement, politiquement, ces choses-là soient posées et non pas laissées à l'abandon, ou dans les mains des puissances industrielles et financières. C'est quand même un combat politique essentiel ! Mais avant qu'on reprenne la main – c'est à dire le pouvoir – effectivement il faut bien tenter de produire quelque chose de différent et de pas crever la bouche ouverte. C'est ce qui ressortait dans les débats : au même titre qu'on lutte contre la malbouffe il faut lutter contre la malinfo. Ces parallèles marchent, parce que la malinfo pollue et détruit l'environnement démocratique tout comme la mal-

bouffe détruit l'environnement de la terre. Ce qu'on se met dans la tête comme ce qu'on se met dans l'estomac, c'est pas plus mal de s'inquiéter de la façon dont c'est fait. À la limite, pour aller plus loin dans la provoc, il faut réclamer de l'info bio fabriquée par des journalistes élevés en plein air entièrement nourris à l'investigation, sans trace de libéralisme, de publicité ou de conservateurs... voire de conservatisme, avec un label rouge et vert, et noir éventuellement pour les camarades libertaires. Autour de la malbouffe, des circuits alternatifs de production et de distribution se sont mis en place depuis des années - avec plus ou moins de réussite et des cadres plus ou moins démocratiques - donc ce serait pas plus mal de réfléchir autour de ça. Des choses comme *Arrêt sur image*, *Fakir*, *Médiapart*, ce sont aussi déjà un peu des AMAP. *Médiapart* c'est un peu comme une AMAP : tu prépayes la production à des producteurs. Mais en même temps, quand on abandonne l'information de masse, on la laisse aux mains de ceux qui la détruisent et qui décervellent une partie de la population : en attendant, il y a toujours 6 ou 7 millions de gens qui regardent le journal de TF1 et de France 2, faut jamais

l'oublier. Faut pas dire uniquement « *moi je jette ma télé par dessus bord* » : regarde-la un peu de temps en temps, comme ça tu sauras ce que les gens consomment. Parce qu'au bout d'un moment, en faisant attention à notre pré carré, nos petites carottes bios et nos trucs, ça peut virer au "vivons entre nous"... et ils adorent ça les capitalistes. La difficulté pour ces médias "alternatifs" (en attendant c'est le mot), c'est qu'ils s'adressent à une minorité, en laissant les masses populaires gavées de mauvais produits. On peut pas arrêter politiquement et syndicalement un combat plus général.

J'aurais préféré que *Le Monde Libertaire*, *Pour Lire Pas Lu* (PLPL) ou *NADA* existent dans le cadre de ce qu'avait voulu définir le Conseil National de la Résistance en 44, c'est à dire une pluralité des médias, une économie ancrée autour de coopératives, d'associations, voire de services publics. En attendant, voilà : on continue. D'abord parce que c'est notre métier et qu'on a envie de le pratiquer d'une façon nettement moins insupportable que ce qui se fait, et parce qu'il y a une demande. Le risque c'est de faire Gaza : des frondes contre des rafales.

Mais pour subvertir les médias de l'intérieur c'est un peu compliqué, non ?

Ah ben ouais ! C'est ce qui est difficile, et puis tu te retrouves vite être la caution démocratique : tu passes à 23 heures, t'es la caution démocratique ! Parce que les mecs qui dirigent ça, faut voir ! Par exemple, apparemment l'ancien directeur des programmes d'Arte qui vient de partir, c'était un ancien mec de TF1. Toutes les crapules réactionnaires – il faut dire le mot ! – sont à la tête des rédactions et des médias. L'encadrement des médias en France est peuplé par des crapules réactionnaires, voilà : des chiens de garde ! Et hélas, de plus en plus de journalistes sont sur ce terrain-là ; par des effets de recrutement, par des effets d'homogénéisation... c'est comme ça. C'est pas pour autant qu'il n'y a pas aussi des journalistes qui sont pas contents. Je vois, par le *Plan B*, par *PLPL*, par *les Nouveaux chiens de garde* etc., on a constitué une résistance. Après, le problème majeur est qu'on n'est pas capables de donner de l'autonomie à ces journalistes. S'il y avait une possibilité d'autonomie, je peux te dire qu'il en aurait un certain nombre qui arrêteraient de collaborer avec ces médias de merde... ce qui est un pléonasme, les médias de merde étant un pléonasme.

Le chemin de l'alternatif n'est pas toujours évident, d'autant plus en télévision, parce que produire des films coûte cher... même si on peut faire des films avec du matériel un peu moins cher. Si tu veux payer les camarades au prix de la convention collective de l'audiovisuel, et si tu veux avoir des équipes – c'est à dire un chef opérateur, un ingénieur du son, un monteur – payées convenablement avec des salaires dignes, ça représente des sommes. Donc, avec des copains, on a fait un site d'autoproduction : *NADA* (Nous Avons Des Armes)⁵. Je ne te dis pas que c'est une grande réussite, c'est poussif en terme d'autoproduction, mais on fait des choses gratuites qu'on a appelées des "épandages médiatiques", des petites vidéos sardonnes sur l'état des médias et sur leurs préoccupations. Et à côté de ça, on essaye de financer des documentaires. On a réussi à en financer un qui s'appelle *Cas d'école*, mais le premier qui a le nom de la structure et qui s'appelle *Nous Avons Des Armes*, on n'a pas encore réussi à le finir. Mais le site rencontre un public. Après, il faut réussir à mettre

⁵ nada-info.fr

en place des formes économiques, liées par exemple aux AMAP. Peut-être produire deux ou trois paniers dans l'année avec un film, un livre et un journal fait par des journalistes sur des informations bien précises, paniers qui seraient pré-payés un peu comme dans les AMAP ? On avait dans l'idée d'appeler ça une AMIP : Association pour le Maintien de l'Information Progressiste. C'est une proposition politique, et il faut du temps pour que ça se mette en place, pour qu'on puisse en vivre... Mais *Médiapart* marche... Je dis pas que *Médiapart* c'est bien ou pas bien, je vais pas faire de la publicité à Plenel, on connaît les problématiques qu'on peut avoir avec lui, mais en attendant *Médiapart* ça marche un peu, il y a de l'argent avec des gens qui pré-paieront. Après, est-ce que c'est suffisant pour pouvoir faire de bonnes enquêtes ? Faire des enquêtes, faire du vrai travail d'investigation, ça demande du temps et de l'argent.

Pierre Rimbert du Monde Diplomatique propose certaines solutions⁶ pour redonner son indépendance à la presse. Qu'est-ce que tu penses de ces propositions ?

Ce sont des propositions. Ça permet de porter des réflexions idéologiques. On peut être en partie d'accord ou en partie pas d'accord, mais c'est occuper le terrain que de faire des propositions, et de passer de la critique à une forme de proposition. Ce sont des propositions qui ne peuvent avoir qu'un relais politique, dans un programme, dans une volonté politique, syndicale de combattre le capitalisme et de proposer une autre forme de société. Je te dirais « *c'est super et grâce à ça on va gagner* » que tu me croirais pas, à juste titre. Mais qu'on gagne ou qu'on gagne pas, on ne pourra pas nous empêcher de penser.

Propos recueillis par Anne Merlieux

Groupe Kropotkine
Fédération anarchiste.

⁶ Projet pour une presse libre qui prévoit une mutualisation des structures matérielles qui permettent de produire l'information (imprimerie, réseau de distribution, administration, etc). Cette mutualisation serait en partie, voire très largement financée par l'état. (Etat qui verse aujourd'hui chaque année 1,6 milliard d'aides à la presse, en grande partie à des médias privés.)

RETOUR SUR LE TRAITEMENT MEDIATIQUE DU REFERENDUM GREC



Le traitement médiatique du référendum organisé le 5 juillet dernier par le gouvernement Syriza en Grèce a offert une nouvelle démonstration des capacités infinies des grands médias français à reprendre sans les critiquer les options défendues par les institutions européennes, tout en donnant des leçons, avec morgue et mépris, à ceux qui s'y opposent. Éditoriaux et "Unes" incendiaires, tweets ravageurs, articles soi-disant analytiques dont la "pédagogie" revendiquée n'a rien à envier à celle d'un sergent-instructeur des Marines... Autant de productions qui, sous couvert de "journalisme", et 10 ans après le référendum sur le Traité constitutionnel Européen (TCE), rappellent à qui l'aurait oublié que lorsque certains osent s'opposer, même timidement, à l'eurocratie, les chiens de garde veillent.

La presse écrite donne le "la"

En 2011 déjà, l'annonce d'un référendum grec, finalement abandonné, sur le "plan de sauvetage" européen avait provoqué une levée de boucliers médiatique. De cette fronde contre le « dangereux coup de poker grec », Le Monde prenait déjà la tête : « Ce n'est pas ainsi que l'Europe doit fonctionner » assurait le quotidien, qui anticipait non sans cynisme un résultat défavorable : « Imagine-t-on d'ailleurs un peuple acceptant, unanime, une purge aussi violente que celle proposée ? ». Quatre ans plus tard, dès l'annonce d'Alexis Tsipras, l'éditorialisme français a remis le couvert.

Ainsi, selon l'éditorial du Monde daté du 30 juin 2015, la tenue d'un référendum serait un "piètre chantage", voire un aveu de "faiblesse politique" de la part d'Alexis Tsipras qui refuserait « d'endosser l'échec des négociations ». Un échec dont les "Européens", c'est-à-dire les dirigeants européens, ne seraient en aucun cas responsables. Stricts mais bienveillants, ceux-ci seraient, à l'instar d'Angela Merkel, conscients de leur "responsabilité historique". Et même prêts à se montrer souples si le mauvais élève grec acceptait de "moderniser l'État" et "collecter l'impôt". Peu importe si l'intransigeance des créanciers portait davantage sur les mesures d'austérité, telle que la diminution des pensions. C'est Tsipras qui doit « faire preuve, enfin, de responsabilité »... c'est-à-dire à suivre les instructions des éditorialistes du Monde et « changer de posture ». De toute évidence, l'éditorialiste anonyme du Monde, à l'image de nombre de ses confrères, a choisi d'ignorer le point de vue grec sur le déroulé des événements, et notamment le récit du ministre de l'Économie Yanis Varoufakis, pourtant publié sur divers sites.

Les dessinateurs du quotidien ont été mis à contribution, comme en témoigne ce chef d'œuvre de bon goût signé Xavier Gorce, publié le 30 juin :



Pourtant, il suffit souvent, pour donner la mesure du caractère résolument caricatural des partis pris de l'éditorial du Monde, de lire... Le Monde. Ainsi, en cherchant un peu dans le dossier consacré à la Grèce, on trouve les articles de la correspondante Adea Guillot et de l'envoyée spéciale Annick Cojean, qui détonnent en donnant la parole aux Grecs... Même si le choix des citations mises en exergue par un secrétariat de rédaction facétieux s'avère, lui, plus "orienté". Qu'on en juge : « Ce référendum est une mascarade, un coup d'État constitutionnel » (Antonis Samaras, chef de l'opposition) ; « On frôle la limite de ce que prévoit la Constitution mais sans la violer ouvertement » (un constitutionnaliste) ; « J'ai peur du précipice et du retour à la drachme » (un jeune Grec) ; « Je déteste l'extrémisme, or ce vote nous pousse dans nos derniers retranchements » (un vendeur).

Dans l'éditorial de Libération (29 juin), Marc Semo reconnaît quant à lui qu'il est « légitime, sur le principe » d'en appeler au peuple. Mais sous conditions. Lorsque l'ancien Premier ministre Papandreou propose un référendum pour s'assurer « que les sacrifices imposés par le maintien dans la monnaie unique [soient] pleinement assumés par ses concitoyens », c'est un gage apprécié de « culture sociale-démocrate scandinave ». Lorsque Tsipras propose un référendum sur les propositions des créanciers de la Grèce et appelle à les rejeter, ce sont des « propos irresponsables ». Comprenez qui pourra.

En fait, Marc Semo reproche à Tsipras de n'avoir pas tenu un référendum sur la sortie de l'euro, mais sur le plan de rigueur imposé par les créanciers. Et de dissimuler aux Grecs que le "non" aux propositions des créanciers serait synonyme d'un "oui" à une sortie de l'euro, et donc de conséquences catastrophiques. Des reproches que partage... Antonis Samaras, leader de l'opposition grecque. Pourtant une autre issue est possible : les créanciers pourraient tenir compte du rejet de leurs propositions par la population grecque, et mettre de l'eau dans leur vin... Mais cela ne semble pas effleurer l'esprit de Marc Semo pour qui les gouvernements européens, « tout aussi légitimes » que

le gouvernement grec, n'ont fait que « rappeler les règles de la zone euro » et « essaient d'éviter le pire ». Qu'ils en soient remerciés. Là encore, on pourra noter que comme bien souvent, les éditorialistes parisiens et bruxellois négligent (sciemment ?) le travail des correspondants en Grèce : dans Libération, les reportages de Maria Malagardis, en place à Athènes, offraient souvent un autre son de cloche, malheureusement relégué au second plan et sans effet sur les eurobéats.

Commentaires à l'emporte-pièce depuis le fauteuil confortable d'une rédaction parisienne, informations bancales et autres partis pris droitiers sont le lot commun des éditocrates. Mais en la matière, les éditorialistes du Monde et de Libération ne font pas le poids face à Jean-Marie Colombani. Dans une tribune publiée par Slate.fr, il dénonce « l'imposture Tsipras » ainsi que Syriza, un parti « anti-européen », « national-populiste », qui aurait « conduit le pays dans l'impasse ». Il est vrai que la situation du pays était excellente avant les élections de janvier 2015.

Le mot "référendum" évoque-t-il de mauvais souvenirs à Jean-Marie Colombani ? Furieux, il dénonce la consultation des Grecs qui serait en fait... « une prise en otage » des Grecs. Les dirigeants européens, quant à eux, « ne peuvent pas abandonner les Grecs à leur triste gouvernement ». À l'instar d'Arnaud Leparmentier du Monde, qui se prenait à rêver quelques jours plus tôt d'un « scénario de crise » aboutissant au renversement du gouvernement Tsipras, c'est au tour de Jean-Marie Colombani de signer un appel à faire tomber le gouvernement grec. Les Grecs ont voté et soutiennent Syriza ; mais, c'est bien connu, les éditocrates savent mieux que le peuple ce qui est bon pour lui. Et Colombani de le prouver dans une conclusion pleine de lucidité : « Les Grecs méritent mieux que Tsipras et ses alliés. Comme ils n'avaient pas hier mérité les colonels. »

Pas en reste, le Journal du Dimanche titre quant à lui son article d'analyse « Alexis Tsipras, maître chanteur ». Tout en nuances, à l'instar des jugements portés sur la décision d'en appeler au vote du peuple grec : « Alexis Tsipras a choisi de suivre un chemin dangereux pour son pays et de mettre le couteau sous la gorge des leaders européens ».

Il faut dire que la "une" du journal annonçait la couleur...



Les éditocrates se lâchent sur Twitter

Les éditocrates eurobéats se sont aussi déchaînés sur Twitter. Et, en amoureux de la Grèce, ils n'ont pas manqué de rendre de vibrants hommages à la démocratie, sans jamais – 140 signes oblige – céder à la facilité, au raccourci ou à l'invective.

À tout seigneur tout honneur, difficile de ne pas débiter cette "revue de tweets" par ce grand connaisseur de la Grèce qu'est Jean Quatremer, correspondant de Libération à Bruxelles :

Tout en nuance, le journaliste de Libération prodigue donc ses conseils à



"l'Eurogroupe" pour mettre en difficulté – encore un peu plus – Alexis Tsipras. Le moins que l'on puisse dire est que celui qui prétend informer sur les coulisses de Bruxelles (c'est le nom de son blog hébergé par Libération) ne cache pas son jeu : il a choisi son camp. Ce qui l'autorise à porter des jugements pleins de finesse sur l'adversaire :



À l'instar de Jean-Michel Apathie qui, entre deux rendez-vous pour ses transferts de l'intersaison et après avoir découvert la situation en Grèce « dans les JT » (il était temps), s'est immédiatement fait une opinion :



Il faut dire que Jean-Michel Apathie avait mis la main à la poche pour aider les Grecs, comme il le faisait remarquer le 20 juin, alors que les négociations étaient dans l'impasse :



Et comme il l'a confirmé après l'annonce du référendum :



Arnaud Leparmentier, du Monde, a tenu pour sa part à exprimer immédiatement son souhait de voir les Grecs sortir des difficultés :



Une belle unanimité et un goût partagé pour la nuance qui leur ont attiré quelques critiques, auxquelles ils ont toutefois su répondre sans perdre leur sens de la mesure et leur force de conviction :



"Zut". On ne saurait mieux dire.

Bernard Henri-Lévy, évidemment

Malgré la tempête provoquée par l'annonce du référendum, Bernard-Henri Lévy a su faire preuve d'une constance admirable : autant que sa force d'attraction pour les tartes à la crème, ses méthodes – mensonges, insinuations, insultes – résistent à l'épreuve du temps. Dans son bloc-notes paru le 30 juin sur le site du Point, son "analyse" subtilement titrée « Tchao Tsipras » ne nous apprenait rien sur la situation de la Grèce, mais en disait beaucoup de l'état de rage dans lequel cette situation le plongeait. Un éditorial sur lequel il est utile de s'attarder, tant il est exemplaire des poncifs de l'éditocratie au sujet de la Grèce et de ses relations avec l'Union européenne.

En deux courts paragraphes, BHL prétend tout d'abord résumer le contenu des négociations en cours entre le gouvernement grec et ses "partenaires" : on demanderait à la Grèce « un effort fiscal mini-

mal », un relèvement de la retraite à 67 ans, et une diminution du budget de la défense ; « en échange de quoi M. Tsipras s'était vu offrir une nouvelle tranche d'aide de la part du FMI », prétend l'ancien nouveau philosophe. Peu lui chaut que le FMI en question ait refusé des propositions du gouvernement grec visant à augmenter les rentrées fiscales. Peu lui chaut également que "l'offre" du FMI soit conditionnée à d'autres mesures, comme la suppression de retraites complémentaires pour les plus fragiles, et surtout que la question de la dette soit tout à fait centrale dans ces négociations. Si Bernard-Henri Lévy expose une situation compliquée de façon simpliste, c'est qu'il en ignore volontairement certains aspects cruciaux. Le philosophe des beaux quartiers ment donc au moins par omission.

Second mensonge, et pas des moindres : Alexis Tsipras aurait pris la décision d'avoir recours à un référendum « entre deux visites à Poutine ». Une argutie rhétorique destinée à jeter le soupçon sur le Premier ministre grec, qui agirait donc sur ordre de Moscou. Le problème est que, là encore, BHL raconte n'importe quoi : la dernière visite d'Alexis Tsipras en Russie remonte au 19 juin, soit une semaine avant l'annonce de l'organisation du référendum et il n'y est, depuis, pas retourné. Certes, BHL finira par avoir raison la prochaine fois qu'Alexis Tsipras rencontrera Vladimir Poutine : la décision d'organiser le référendum aura été prise "entre deux visites à Poutine". Quel rapport entre le référendum et les visites ? Aucun. Mais signalons tout de même à Bernard-Henri Lévy cet autre fait troublant : le vote en première lecture de la Loi Macron (février 2015) a eu lieu "entre deux visites d'Hollande à Poutine" (décembre 2014 et avril 2015). Voilà qui mériterait une enquête de l'inspecteur BHL...

De longue date, Bernard-Henri Lévy a trouvé ce qui unit les gens qui ne lui plaisent pas : ils sont tous nazis ! Alexis Tsipras, lui, se contenterait dans un premier temps de « reprendre la rhétorique d'extrême droite », en appelant le FMI, la BCE et les représentants de l'UE « les institutions » et en faisant référence à « l'humiliation grecque ». On ne voit pas bien en quoi cette rhétorique est « d'extrême-droite », mais si BHL le dit... Quant aux raisons qui ont poussé Alexis Tsipras à demander un référendum, BHL « sent » et « devine » qu'elles n'ont « probablement » rien à voir avec l'inflexibilité de la Troïka : « On sent, derrière l'opération, la lutte de courants minable au sein de Syriza. On devine, derrière ce coup de poker qu'il a probablement cru habile, le politicien ménageant l'aile radicale de son parti en même temps que son image, son avenir personnel, ses arrières. » Ménager son image et son avenir personnel, voilà bien le genre de comportement que le modeste et altruiste BHL a toujours refusé.

En définitive, selon Bernard-Henri Lévy, ce référendum « ressemble moins à une juste et saine consultation populaire qu'à un chantage en bonne et due forme à l'adresse de l'Occident. » Où cet Occident avec majuscule permet de sous-entendre que le gouvernement d'Alexis Tsipras, en organisant une consultation de tous les Grecs, s'en prend au fond à tous les Français, Allemands, Belges, Américains, etc. La Grèce exclue de l'Occident ? Étonnant de la part de quelqu'un qui se prétend "philosophe"... Ou alors le gouverne-

ment grec ne fait pas partie de "l'Occident"... parce qu'il n'agit pas en conformité avec les "valeurs occidentales" ? Le référendum concernant la suite des négociations entre la Grèce et ses créanciers serait-il le dernier épisode en date du "choc des civilisations" ?

De l'autre côté de la table des négociations, le FMI devient une association philanthropique sous la plume de BHL : il s'agit « d'un fonds supposé aider, aussi, le Bangladesh, l'Ukraine ou les pays d'Afrique ravagés

par la misère, la guerre et l'échange inégal », dont les versements à la Grèce sont à mettre en balance avec « l'avant-dernier décaissement des sommes promises à la Tunisie, le maintien ou non de la facilité élargie de crédit au Burundi et la révision des plans d'aide aux systèmes de santé des pays les plus frappés par le virus Ebola. » Alexis Tsipras allié objectif d'Ebola ? Il fallait oser ! Mais BHL ose tout, c'est même à ça qu'on le reconnaît.

Le référendum concernant la suite des négociations entre la Grèce et ses créanciers serait-il le dernier épisode en date du "choc des civilisations" ?

Sans surprise, BHL finit par franchir le pas, et passe des insinuations à l'insulte franche : Tsipras est en réalité un « démagogue pyromane s'alliant avec les néonazis d'Aube Dorée ». Mais de quelle alliance parle-t-on ? Syriza et Aube dorée auraient-ils un programme politique commun ? Évidemment, non. BHL ment et diffame en prenant prétexte du fait que le parti Aube dorée est également favorable à un référendum (et à un vote "non"). Mais s'agit-il pour autant d'une "alliance" ? Dans ce cas, on ne pourra s'empêcher de noter qu'en soutenant l'intervention française au Mali en janvier 2013, BHL s'était "allié" avec le Front national, également partisan de l'intervention. Vous avez dit amalgames ?

Le jour d'après...

Mais tout ça, c'était avant – avant qu'Alexis Tsipras, malgré sa victoire lors du référendum, ne finisse par céder aux exigences des créanciers de la Grèce : ce qui lui a alors valu les hommages magnanimes de l'éditocratie.

L'accord conclu entre Alexis Tsipras et les créanciers de la Grèce aura ainsi eu ce mérite de faire sortir Laurent Joffrin du bois. Le directeur de Libération avait pris l'habitude,

dans ses rares éditoriaux sur la crise grecque, de renvoyer dos à dos les créanciers aux exigences « excessives » et les opposants à l'austérité, recyclant les « médications keynésiennes de la gauche des Trente Glorieuses ». Il fallait, selon lui, « essayer autre chose ». Mais quoi ? Mystère.

Dans son éditorial du 11 juillet, Laurent Joffrin exulte : l'accord qui s'esquisse entre Alexis Tsipras et les créanciers de la Grèce constituerait une authentique « solution sociale-démocrate ». Ainsi le « nécessaire compromis » qu'il appelait de ses vœux aurait-il triomphé contre les « Cassandra au petit pied » de la presse de droite « saisie d'une grexite aiguë » et contre « les vendeurs de vent » de la gauche de gauche « croyant que la rhétorique antiaustérité suffirait à changer en agneau le minotaure allemand ».

Le directeur de Libération ne manque pas de saluer le « courage » de celui qui aurait fini par lui donner raison : Alexis Tsipras, « homme d'État responsable qui fait la part du feu au nom de l'intérêt national ». On a du mal à croire que le même Laurent Joffrin titrait son éditorial, deux semaines plus tôt, « Aider les Grecs malgré Tsipras »...

Un Laurent Joffrin qui rend à nouveau un hommage vibrant au Premier ministre dans une vidéo de débat avec Nicolas Beytout, réalisée par Libération en partenariat avec L'Opinion, qui se définit comme un « média quotidien, libéral, européen et pro-business ».

Extraits :

- Laurent Joffrin, en toute modestie : « Ceux qui ont défendu la ligne du compromis, comme... moi par exemple, avaient raison. Contre ceux qui ont lâché la rampe : vous par exemple ».
- Nicolas Beytout, pédagogue : « Le compromis, par essence, c'est un texte qui prend un peu des uns, et un peu des autres. Là ce que je constate [...] c'est que les Grecs ont cédé sur tous les points [...] Ils ont systématiquement repris, et parfois même

en les durcissant, les mesures qui ont été rejetées par le peuple grec, en référendum, à la demande d'Alexis Tsipras [...] Qu'est-ce que c'est que ce leader qui, après avoir trompé les européens, trompe son peuple ? [...] C'est quelqu'un qui n'a aucune suite dans les idées et en qui franchement c'est très difficile de faire confiance. »

- Laurent Joffrin, réaliste : « C'est quelqu'un qui est plus réaliste qu'on ne le pensait. »

Et rebelote à la fin du débat. Lorsque Nicolas Beytout conclut, laconique « [qu'Alexis Tsipras] a choisi l'austérité », le directeur de Libération répond du tac au tac : « Il a été réaliste ». Et peu importe si Laurent Joffrin, qui dénonçait en février les exigences « excessives » des créanciers est contredit par Joffrin Laurent, pour qui celles-ci sont devenues, en juillet, des contreparties acceptables pour un nouveau prêt.

L'enthousiasme nouveau du directeur de Libération à l'égard du Premier ministre grec est partagé par son homologue du Monde qui signe, dans l'édition du 11 juillet, un éditorial titré « Grèce : retour à la sagesse ». Pour Jérôme Fenoglio, les propositions de gouvernement grec permettent de « revenir à la raison », et de « sortir des postures, des malentendus et des manichéismes ». Un « moment Tsipras » dont le directeur du Monde se réjouit.

Le référendum grec était-il, deux semaines auparavant, un « piètre chantage », voire un aveu de « faiblesse politique » de la part d'Alexis Tsipras selon l'éditorial du Monde ? Le directeur du quotidien laisse désormais « l'Histoire [dire] si son référendum était un coup de génie, soigneusement préparé, ou une manœuvre désespérée. » Et d'applaudir la « mue gaullienne » du Premier ministre grec qui disposerait désormais d'une légitimité suffisante pour « imposer à sa majorité des réformes indispensables – certaines douloureuses. »

Même Le Figaro n'est pas immunisé à la Tsipras-mania. Le quotidien, qui dénonçait quelques jours plus tôt « le vide abyssal du projet politique de Tsipras » applaudit « la magie d'un stupéfiant numéro d'acrobate d'Alexis Tsipras » qui permet de « désamorcer la bombe grecque ».

Cette convergence de vues entre les trois grands quotidiens français donne le la d'une (quasi) unanimité des éditorialistes dans la presse nationale et régionale, soulignée par une dépêche AFP datée du 12 juillet, au titre sans équivoque : « Pour la presse, la proposition d'Athènes laisse entrevoir "le bout du tunnel" ». Une dépêche qui retranscrit, entre autres, les déclarations soulagées des plumes du Parisien, de La Montagne, de La Nouvelle République du Centre-Ouest, du Republicain lorrain ou encore de La Dépêche du Midi.

Ainsi le traitement médiatique de la reddition du gouvernement grec face aux exigences de ses créanciers est une nouvelle occasion de constater l'absence de pluralisme dans la grande presse, s'agissant de l'agenda austéritaire européen. À quoi s'ajoute l'extrême volatilité du jugement des éditorocrates, qui vous feront blanc ou noir selon que vous serez résignés ou insoumis.

Partageons donc un rêve : le rêve d'un journalisme qui n'écraserait pas les enquêtes sous les commentaires et ne minerait pas la présentation des faits par des interprétations partiales. Ce journalisme présenterait ses propres "analyses" pour ce qu'elles sont : des parti-pris. Il exposerait le plus sobrement possible, dans toute controverse, la diversité de positions en présence et ferait entendre lui-même la polyphonie des arguments, au lieu d'en confier une maigre diversité à des tribunes libres. Informer, c'est aussi cela.

Les nouveaux chiens de garde cesseraient alors d'aboyer leur "pédagogie" : celle-là même qui interdit que le rêve d'une information effectivement pluraliste devienne réalité.

Julien Salingue, Acrimed

(ce texte est une synthèse de plusieurs articles rédigés par différents auteurs d'Acrimed durant la couverture médiatique du référendum grec)



LA LA ÉCOLES DE JOURNALISME : FORMATION OU FORMATAGE ? CONTRO- VERSE

Dans son ouvrage " Les petits soldats du journalisme", Ruffin dénonce et décortique le formatage subi par les étudiants en école de journalisme pour coller aux desideratas du marché de l'information.

Nous avons pensé, pour ce dossier, solliciter le témoignage "frais" d'un apprenti-journaliste, histoire de vérifier si la situation avait évolué depuis 2003, date de sortie du livre.

En donnant carte blanche à un jeune diplômé de nos connaissances, relativement "proche des milieux libertaires" (comme disent si bien les médias disciplinés), nous ne nous attendions pas à recevoir un texte tenant beaucoup plus du témoignage pour conseil d'orientation que d'un réel regard critique – qu'il soit positif ou négatif – sur la formation.

Et cependant, le fait justement de recevoir ce genre de texte nous semblait révélateur d'une partie de ce formatage : plutôt que de le refuser purement et simplement, nous avons donc proposé à son auteur, sans prendre de gants, un entretien qui le compléterait.

Sur les pages qui suivent, vous trouverez donc l'article originel de M. ("Étudiant en journalisme, un chemin long et coûteux"), notre réaction, et l'entretien qui a suivi.

*Ce dernier pourrait certainement être poursuivi plus avant : la majorité des réponses est une porte ouverte vers le débat. Mais la forme particulière de cette "controverse" se veut pour but d'éveiller l'esprit critique bien plus que d'asséner des vérités définitives.
... Et après tout, ne serait-ce pas là un des rôles du journalisme ?*



Étudiant en journalisme : Un chemin long et coûteux

On ne choisit jamais ce métier par hasard. Toute ma vie j'ai entendu le même refrain : « *Le journalisme, c'est la voie royale pour Pôle emploi* ». Après 5 ans d'études, je touche enfin ma première fiche de paie. Plus qu'un salaire, c'est un véritable symbole pour ma famille et moi-même.

Chez nous, on n'est pas trop grandes écoles. Se faire chier sur un chantier, je sais ce que c'est. Parmi mes potes, je suis le seul qui continue encore les études. Pour arriver où j'en suis, il a fallu en baver, rassurer les parents et leur expliquer que leur patience paiera tôt au tard. Loin de me plaindre, je n'ai jamais autant apprécié mon travail. A mes yeux, je fais le plus beau métier du monde, même si ce n'est vraiment pas le plus facile.

J'ai trop entendu de mises en garde pour pouvoir en donner. Oui, ce métier est souvent précaire, oui, les salaires ne sont pas mirobolants, oui, vous êtes mal vu et oui, on enchaîne les stages avant d'espérer un simple CDD... Mais ce métier demeure passionnant et plein d'avenir. Les chiens de gardes vieillissent, le métier évolue et la relève est déjà prête. On ne vous fera pas de cadeau, il faut s'imposer. Mais si j'y suis arrivé, alors tout le monde peut le faire.

Pour vivre du journalisme, il existe trois solutions. La première : vous vous lancez au front sans gilet pare-balles, armé d'un fusil à baïonnette contre une armée suréquipée. Concrètement, vous animez votre blog, suivez des journalistes sur Twitter, soignez votre profil LinkedIn et espérez qu'une rédaction vous repère à force de harcèlement. La seconde : vous vous lancez dans un cursus universitaire type information/communication et arrivez à trouver une rédaction qui vous acceptera à force de stages. Et sinon, vous rejoignez ce qu'on appelle une "grande école".

Il faut préciser que beaucoup de journalistes font ce métier bénévolement. Nous sommes nombreux à créer nos propres médias, travailler dans des associations, et mettre en avant nos propres canaux de diffusion. Il existe mille et une façons de "faire du journalisme". Personnellement, je considère que, pour réformer ce métier, il faut l'attaquer en son cœur. Voilà pourquoi j'ai opté pour la troisième solution.

Le calme avant la tempête

Il existe deux types d'écoles de journalisme : celles qui sont reconnues, et les autres. Sur une bonne trentaine d'écoles réparties sur le territoire, plus de la moitié font partie de la seconde catégorie. Pour les autres, le seul pré-requis pour l'accès au concours d'entrée est l'obtention d'une licence. Science-po ou métiers du cirque, pas d'importance. Il va cependant de soi que les formations type droit/science politiques/économie offrent des facilités pour passer l'épreuve écrite des concours. Mais ce n'est qu'une étape parmi tant d'autres, et elle est allègrement surmontable si l'on est passé par d'autres formations. Ce qui est mon cas.

J'ai opté pour une licence d'Anthropologie, en considérant les sciences sociales comme le meilleur bagage intellectuel pour exercer cette profession. Trois ans d'enquêtes de terrain m'ont familiarisé avec les méthodes d'entretien. J'ai pu analyser les mécanismes sociologiques régissant la profession pour éviter de m'y soumettre. Aujourd'hui, j'ai déjà fait pas mal de concessions sur ce plan. Principe de réalité oblige. Mais je n'ai jamais perdu de vue ce regard sociologique. Même si mon parcours est atypique, les sciences sociales demeurent à mes yeux le moyen idéal pour se préparer au métier.

Une fois la licence acquise, vient le moment tant redouté des concours. Je connais beaucoup de personnes qui se sont lancées dans cette expérience sans classe prépa. C'est difficile, mais faisable. Dans tous les cas, il faut se préparer à de nombreux

.../...

... et l'entretien

Le Monde Libertaire : *Au début de ton article tu situes ton milieu d'origine, « chez nous, on n'est pas trop grandes écoles, se faire chier sur un chantier je sais ce que c'est... ». Du coup, on comprend qu'il y a comme un défi à réussir "malgré". Tu n'as pas peur que l'ampleur de ce défi, associé au fait que tu le relèves avec succès, n'occulte ton regard critique sur l'organisation même de la filière d'apprentissage ? Pour préciser la question, c'est ce qu'on pourrait appeler l'effet Rachida Dati : la beurette de banlieue qui, parce qu'elle a "réussi malgré", pense avoir fait la preuve que "quand on veut on peut" quelle que soit la difficulté, et qui justifie donc avec d'autant plus de ferveur une organisation basée sur la compétition, fondamentalement opposée à sa classe et son milieu d'origine, sans remettre en question l'injustice du fait qu'elle ait eu à se battre plus que les autres puisque c'est cette injustice même qui donne encore plus de valeur à son parcours... Tu ne crains pas d'être un peu victime de "l'effet Rachida" ?*

M : Le risque existe. L'ambition est en effet une arme à double tranchant. Elle peut tout autant t'élever professionnellement comme t'aveugler. Ma formation en sciences sociales demeure ma meilleure arme pour éviter ce phénomène. Elle me permet de problématiser les savoirs que l'on m'enseigne au lieu de les appliquer bêtement. Je ne me suis pas donné tant de mal pour au final desservir mon milieu d'origine. Même si l'ambition est nécessaire, d'autant plus dans ce milieu, il y a toujours un retour de flamme. Si je me corromps je sais qu'une bonne partie de mon entourage ne manquera pas de me le signaler. J'aime ce métier pour son ambition d'élever les masses, leur donner les armes nécessaires pour décrypter la réalité sociale et lutter contre les idées toutes faites. Pas pour serrer des mains et faire la bise au maire. Si je ne garde pas un regard critique dès l'enseignement de ce travail, comment garder mes convictions dans la pratique ? C'est un challenge difficile, il faut rester à la fois ambitieux et clairvoyant

Le Monde Libertaire : *Tu nous parles d'un métier difficile, mal payé et où il est ardu de se faire une place mais "passionnant et plein d'avenir". Qu'est ce qui te semble encore passionnant, aujourd'hui, dans le journalisme ?*

M : Le chaos stimule la création. Quand un modèle s'effondre, ou qu'il est remis en cause par une majorité, il doit se réinventer. Là est l'un des intérêts majeurs de faire ce métier aujourd'hui. Des nouveaux outils existent et permettent de bousculer les règles établies. Certaines rédactions prennent de plus en plus leurs distances vis à vis des agences de presse, préférant prendre leur source directement sur les réseaux sociaux. Le web permet de travailler dans un espace beaucoup moins contraignant que la télévision ou la radio. Le long format séduit de plus en plus de lecteurs, l'information circule grâce à une multitude de supports (infographie, vidéo, texte, son...). La crise de la presse permet aussi aux médias de se remettre en question, ce qui n'est pas monnaie courante chez les journalistes. Un modèle s'effondre mais un autre voit le jour. Il y a beaucoup d'opportunités à saisir et les nouvelles idées sont les bienvenues.

Le Monde Libertaire : *Dans ton article, tu parles quasi-exclusivement de ton métier sous l'angle des conditions difficiles (salaire, sécurité de l'emploi, image) plutôt que du contenu de la façon dont tu envisages l'exercice de ta profession (rôle, déontologie...ta mission, en somme). Est-ce que tu t'es déjà demandé de quelle façon ces conditions pouvaient impacter l'exercice de ton métier ?*

M : Tout le temps. Pour l'instant je ne traite pas de sujet politiques. Du moins pas de façon rémunérée. J'écris pour mon blog où je ne suis soumis qu'aux conditions que je m'impose. Mais même dans mon secteur, il est clair que les conditions jouent sur la qualité du travail. Quand les effectifs sont réduits, que le temps manque, la tentation de se concentrer uniquement sur un dossier de presse pour le bâtonner est tentante. Mais s'en prendre strictement au "système médiatique" est un raccourci. Dans beaucoup de cas, le journaliste est lui-même fautif. C'est lui qui décide d'user d'un titre racoleur plutôt qu'informatif, parce qu'il est "plus fun". C'est lui qui décide de se focaliser sur un dossier de presse plutôt que de prendre le temps d'analyser son objet en profondeur. Je le sais car cela a pu m'arriver. Il faut blâmer tout autant le journaliste que le système dans lequel il évolue. Bien souvent, chacun a sa part de responsabilité.

Le Monde Libertaire : *Tu évoques à ce sujet le fait que « les chiens de garde vieillissent, le métier évolue et la relève est déjà prête »... c'est une allusion extrêmement brève qu'on aimerait voir développée... qu'est ce qui te fait dire que le métier évolue, et de quelle façon ? Et surtout... elle fera quoi de différent, la relève, par rapport aux vieux chiens de garde ?*

M : Sans connaître en détail tous les profils de ma promotion, je sais que certaines personnalités du journalisme sont unanimement

condamnables et condamnées. Entre les grands médias et nous, il y a un fossé dans la façon de traiter la réalité sociale. Travailler sous la direction de journalistes institutionnalisés nous permet de confronter nos points de vue. Les débats sont parfois houleux. Nombreux sont ceux qui s'insurgent face à la prépondérance des faits divers ou le traitement de certains sujets de société. Certes, beaucoup n'ont pas cette approche critique. Il est toujours délicat d'ouvrir sa gueule quand on n'est "que" étudiant. Face à nous, il y a toujours cet argument de poids : « *Moi je sais car j'ai l'expérience* ». Après, je ne sais pas ce qu'il adviendra de cette fameuse "relève". Je ne peux que juger de la situation actuelle, en espérant que ce regard neuf ne s'estompe pas avec le temps.

Le Monde Libertaire : *Dans ton article, tu cites Bourdieu et évoques Ruffin ultra-brièvement, sans développer ni mettre leur pensée en perspective avec ton expérience...*

M : Les exemples sont nombreux mais je ne m'attarderai que sur l'un d'entre eux. Dès mon année de classe prépa, j'ai pu apprécier le phénomène de « *circulation circulaire de l'information* ». Concrètement, le fait qu'une information, parfois sans intérêt, circule de journaux en journaux sans grande différence de traitement... Ce phénomène étant la conséquence d'une mise en concurrence des titres qui ne veut pas passer outre les sujets traités par ses confrères.

En prépa, il fallait se réveiller au rythme des journaux radios, ficher Le Monde la journée et se coucher devant les JT. Tout cela pour être au fait de "l'actualité". J'ai demandé si au lieu du Monde je pouvais me concentrer sur d'autres médias plus "alternatifs", histoire de m'intéresser à d'autres sujets. On m'a répondu que c'était inutile. Concrètement il faut savoir rabâcher l'information "mainstream". Le reste n'est pas pertinent.

Le phénomène se poursuit encore aujourd'hui dans mon école. Lorsque nous devons nous "mettre en condition" et produire un reportage (radio ou TV), le réflexe est toujours le même. La plupart ouvre le principal journal de presse quotidienne régionale du coin et nous partageons les sujets. Ici nous devenons un maillon de ce phénomène. Mais quelques astuces existent. Les meilleurs d'entre nous apportent une valeur ajoutée intéressante, d'autres préparent leur reportage à l'avance ou cherchent des sujets originaux sur le web ou grâce à leurs propres contacts. L'école ne nous pousse cependant pas dans cette direction. L'objectif de l'exercice est avant tout de maîtriser des techniques. Il faut produire un reportage (TV, web, radio) qui serait éventuellement accepté par nos futurs employeurs. Les sujets les plus bateau sont ainsi les plus facilement réalisables et donc généralement les mieux récompensés.

Le Monde Libertaire : *Tu présentes ton bagage en sciences sociales comme te permettant d'échapper aux mécanismes sociaux régissant la profession... pour avouer juste ensuite avoir dû faire pas mal de concessions à ce sujet, « principe de réalité oblige »... D'une part j'aimerais bien que tu nous en dises plus sur ces fameux mécanismes sociaux (quels sont-ils?), et sur le type de concessions que tu as dû faire ; et d'autre part... ce fameux "principe de*

réalité" que tu évoques ne serait-il pas justement un mécanisme social, ou tout au moins la construction analytique générant le mécanisme ?

M : Quand il faut rendre un reportage sans condition ni excuse, on devient parfois expéditif et on perd notre capacité d'écoute. Étudier au préalable les concepts de violence symbolique permet d'éviter cette embûche.

Avec difficulté, j'ai appris à admettre ces contraintes de temps et de format. Quand un sujet est complexe, on essaie au maximum de gratter des caractères, sinon on tente de résumer la pensée de son interlocuteur. Quand il faut traiter un sujet bateau déjà longuement abordé ailleurs, on l'aborde sous un regard différent. Quand la réalité du terrain est tout autre que celle imaginée, on change son angle même si le temps vient à manquer. Vous avez sûrement raison.

Peut être que ces concessions sont la première étape de l'acceptation d'un mécanisme global. Pour moi la question est ailleurs, il s'agit de comprendre ces mécanismes pour en déceler leurs failles. Pour ce faire, rien de mieux que la pratique.

Le Monde Libertaire : *Tu parles de ton année de prépa comme d'une "première étape de formatage", tout en relativisant énormément l'impact de l'immersion massive dans la presse et les médias dominants qu'on t'y impose, en précisant notamment qu'un "regard neuf" sur l'actualité est bienvenu. Bien sûr, on se demande jusqu'où peut aller ce "regard neuf", mais surtout, au delà de ce regard posé sur l'actualité, c'est à dire sur le contenu des médias, qu'en est-il de celui porté sur la forme même des médias : le choix des sujets traités, l'espace qui leur est alloué, leur modèle économique... ?*

M : Quand je parle de regard neuf, je parle du traitement de l'actualité. Il y a toujours plus ou moins une vague sur laquelle surfent les chroniqueurs et les journalistes. Libre à nous de nager à contre-courant même si l'école ne nous encourage pas forcément dans cette direction. Pour ce qui est de la "forme même des médias" ou des conditions de production de l'information, la critique est beaucoup



plus difficile, particulièrement en TV. Un jour, un intervenant m'a répondu « *Si tu penses comme cela, tu aurais du aller à Acrimed plutôt que de venir ici* ». Ce qui est paradoxal dans la mesure où mon école prétend être friande de regard neuf sur la profession. Dans d'autres médias, la discussion est plus apaisée sans pour autant être plus productive.

Le Monde Libertaire : *Tu dis que ton année de prépa t'a permis d'atterrir dans « une des meilleures grandes écoles »... Mais ça veut dire quoi, pour toi, les "meilleures" ? Celles qui donnent accès aux "meilleurs" médias ?*

M : Statistiquement il s'agit en effet d'une des écoles qui donne le meilleur accès aux médias. On considère aussi que les profils qui sortent de cette école sont matures sur le plan professionnel mais aussi force de nouvelles propositions. Je ne sais pas exactement comment le classement est établi. Personnellement, j'ai atterri ici un peu par hasard. À la base, je visais l'école la plus proche de chez moi dans un souci économique. Au final c'est dans une autre école que j'ai été accepté.

Le Monde Libertaire : *Tu dis que tu as appris à considérer que l'opinion publique te « considère comme le grand Satan »... Ce serait pas un chouïa exagéré ? La majorité du public n'abonde pas dans la critique des médias, ou en reste à une critique superficielle ciblant le sensationnalisme de certains tabloïds, et journaliste reste un statut qui jouit d'un certain prestige dans une très large frange de la population... Ne suffit-il pas finalement de renoncer à un entourage critique pour jouir tranquillement de ce prestige ?*

M : L'image pourrie des journalistes est un fait. J'aurais aimé poser un constat différent mais ce serait mentir. Lorsqu'il s'agit de presse écrite, la violence symbolique est beaucoup plus réduite car il n'y a ni dictaphone ni caméra à l'horizon, mais si l'on se lance dans un reportage TV ou radio, les choses se compliquent. Je me souviens avoir essuyé des torrents de critiques lors d'un sujet radio sur le lancement du paquet de cigarettes neutre. En cherchant des témoignages de buralistes, la plupart m'envoyaient chier en prétextant que « *les médias déforment tout* ». Quand j'ai voulu faire un reportage TV sur une cantine vegan gratuite organisée par des anarchistes, ces derniers m'ont refusé l'accès car ils ne savaient pas ce qu'il allait advenir de mes

images. C'est paradoxal mais je ne peux les blâmer. Il y a fort à parier que je réagis de la sorte à leur place. Que la critique soit superficielle ou pas. La défiance est toujours présente.

Le Monde Libertaire : *De ta période stagiaire, on comprend d'après ce que tu évoques, qu'elle est aussi, dans la continuité de ton passage à l'école, un apprentissage de nouvelles contraintes que tu présentes comme, dirons-nous, "incontournables mais finalement dépassables". Tu dis notamment « je suis conscient que je ne peux pas changer la profession à moi seul. Un jour viendra où j'aurai ce pouvoir ». C'est quand, ce fameux jour ? Tu ne crois pas que les contraintes s'accroissent avec le temps, et qu'un journaliste à qui on donne une grande visibilité a encore plus l'obligation de se plier aux diktats qu'un autre ? ... Ou, au contraire, qu'on n'accorde de visibilité qu'aux journalistes qui s'y plient docilement ? Bref, très concrètement, c'est quoi et quand, les conditions pour pouvoir révolutionner les médias "de l'intérieur" ?*

M : J'ai déjà appris avec l'expérience quelques astuces pour échapper à certains mécanismes. Avec le temps j'ai espoir que cela continue. J'ai aussi décidé de travailler sur le web car je considère que cet espace jouit d'une plus grande liberté. C'est aussi le meilleur espace pour créer ses propres canaux de diffusion en dehors du circuit traditionnel. Dans le meilleur des cas je souhaite limiter au maximum les sujets imposés pour en proposer le plus possible. J'anime aussi mon propre blog loin des contraintes de la profession.

Je ne peux pas donner une date précise pour la révolution. Changer la profession à moi seul est bien sûr utopique. Mais hier encore, faire ce que je fais actuellement l'était tout autant. Je pars du principe, peut être naïf, que c'est en visant la lune que l'on atterrit sur une étoile. Il est difficile de changer une profession dont les acteurs peinent à se remettre en cause. D'autant plus quand celle-ci a tendance à se braquer face aux critiques du monde extérieur. Il existe une forme de mépris mutuel entre les journalistes et les sociologues des médias. Chacun critique l'autre de rester dans sa tour d'ivoire sans voir la réalité du système. Mais quand la critique vient de ton propre camp, elle est d'autant plus efficace. Quand je vois les travaux de Pierre Carles, je me dis que cette façon de procéder est la bonne. Mais il n'est pas devenu ce qu'il est en un jour. Il a d'abord appris patiemment le métier de l'intérieur...

Le Monde Libertaire : *Une petite question entre parenthèses, juste parce que l'expression nous a fait sourire... Tu dis que tu ne peux pas annoncer un événement de façon péjorative même lorsqu'il pue la défaite... tu entends quoi par « puer la défaite » ?*

M : Vous voulez qu'on parle du championnat mondial de la soupe au pistou ou du festival de la figue ?

Le Monde Libertaire : *Pour en revenir à ton introduction, enfin, un passage fait implicitement la distinction entre "faire du journalisme" et "vivre du journalisme". Et ce qui est intéressant dans ce passage, c'est qu'on comprend que cette distinction se calque très exactement sur la distinction entre les médias alternatifs (liés au bénévolat) et les grands médias traditionnels (liés au salariat). On passe*

très difficilement d'un monde à l'autre (en "harcelant" les rédactions, comme tu le dis), il y a un chemin normé – l'école spécialisée – pour accéder aux médias commerciaux... Du coup, quand tu dis que « Personnellement, je considère que pour réformer ce métier, il faut l'attaquer en son cœur », on comprend qu'à ton sens, le "cœur" réel du métier, ce sont exclusivement les médias commerciaux traditionnels, que c'est un état de fait à admettre, et qu'il faut au préalable les adouber comme tels si on veut être un "vrai" journaliste... Ça ne te semble pas un peu daté, comme vision, dans un monde où justement les grands médias semblent s'effondrer au profit d'une information alternative (ce que l'on commence à appeler l'auto-information, née du web), qui elle est en pleine construction ?

M : Quand je pose ce constat, je me positionne du point de vue des médias dominants, ceux qui détiennent le capital. Jamais ne me permettrai personnellement de qualifier les journalistes bénévoles de "faux journalistes". Même si le milieu associatif et bénévole est prolifique, les enquêtes montrent que la majorité des individus continuent de s'informer par le biais des médias dominants. Même sur le web. Ce qui est carrément paradoxal au vu de la défiance de l'opinion publique envers les grands médias. S'informer "autrement" ne se fait pas tout seul. Même si des nouveaux journaux indépendants voient le jour, la prépondérance des journaux traditionnels demeure. Pire encore, beaucoup piochent parmi des canards alternatifs des informations qui parfois leur échappent. Cependant, cette tendance n'est encore que relativement récente. Peut être que dans quelques années l'auto-information née du web prendra le dessus sur les médias traditionnels, mais ce n'est pas encore le cas.

Le Monde Libertaire : *Sur ton parcours en école, nous sommes restés scotchés sur ce que tu appelles « le juste milieu entre un profil atypique et adapté à la profession. » De ce que j'en comprends, c'est que la liberté et l'indépendance du journaliste ne sont finalement bornées que par l'acception d'une forme imposée (ces fameux « critères incontournables » de rapidité, concision, simplification). D'une part, on en revient exactement à ce que Peter Watkins dénonce dans Media Crisis, et cela semble assez révélateur que tu n'interroges pas cette contrainte de format ; et d'autre part on se demande aussi s'il n'y a pas une grande part d'illusion sur l'étendue de la liberté qui subsisterait au sein de ce format imposé : s'il est bienvenu de démontrer une certaine « atypicité » au sein de l'école – qui après tout n'a pour seul rôle que de, littéralement, « faire entrer ses étudiants dans le moule » – on imagine bien qu'ultérieurement, intégrer une rédaction impose d'en accepter la ligne éditoriale, ce qui finit donc de restreindre cet espace de liberté supposée... Ces concessions finales semblent d'autant plus impératives que, comme tu le dis toi même quelques lignes plus loin « Concrètement, tout le monde est ici pour trouver du boulot, pas pour réfléchir »... du coup, on reste un peu – beaucoup – sur notre faim quand tu parles de « réformer ce métier de l'intérieur »... Tu entends quoi par là, et comment tu comptes faire ?*

M : Tout d'abord, je tiens à préciser que je parle pour mon école, je ne connais pas le fonctionnement des autres. Certaines préfèrent des étudiants qui ne remettent pas en cause la profession tant sur le

fond que sur la forme. La mienne prétend le contraire. Même si la réalité est bien évidemment plus complexe.

Les critères incontournables sont tout simplement les consignes d'un exercice. Quand il faut rendre un reportage en moins de 24h sur 3 000 signes on ne peut contourner cette règle. Mais la consigne n'est pas toujours aussi rigide. Le long format existe, on peut parfois varier les supports et les sujets sont rarement imposés. Voilà pour les critères incontournables. Pour le reste, un espace de liberté est à saisir. Il y a ceux qui vont se lancer sur un terrain avec une idée en tête dans l'objectif de récupérer « *la phrase que l'on attend* », et ceux qui vont laisser le travail aux acteurs quitte à modifier son angle. Il y a ceux qui reprennent bêtement le sujet en vogue et ceux qui vont proposer quelque chose de nouveau. Il y a ceux qui appellent toujours le même « *expert* », le bon client, et ceux qui vont interroger d'autres individus moins habitués au micro. La liste est longue...

Bien sûr que j'interroge la forme qui m'est imposée. Mais n'ayant pas le choix, je tente tant bien que mal de proposer un travail en adéquation avec ma vision de la profession. D'autre part, tous les médias ne sont pas aussi contraignants. C'est aussi pour cela que j'ai choisi de me spécialiser dans le web.

Certes, si on désire intégrer une rédaction, il va de soi que l'on accepte un minimum sa ligne éditoriale. Mais personne ne vous pousse à travailler au service politique du Figaro. Certes il y a une forme d'hypocrisie entre le fait d'apprécier des profils « *atypiques* » tout en leur imposant une forme contre laquelle il est difficile de lutter. Mais je pense que le meilleur moyen de combattre ces formats est avant tout de les maîtriser. J'ai choisi de dompter tant bien que mal la bête plutôt que de fuir devant ses cornes. Cependant, le métier est en crise et nombre d'entre nous se sont déjà endettés pour parvenir ici. Beaucoup n'interrogent pas les conditions de production de l'information mais comptent bien jouer de ces règles en leur faveur. Si l'on connaît son adversaire, ses objectifs, ses vices et ses failles en le côtoyant de l'intérieur, il est beaucoup plus facile de le soumettre.



MEDIAS VECTEURS DE LA MANIPULATION :

Mort d'un parrain de la mafia politicarde

A peine la mort de Charles Pasqua était-elle annoncée que les médias se sont emparés de cette non-information pour en faire leur une. C'est ensuite pendant plusieurs jours qu'ils nous ont baigné avec ce non-événement ; comme si une catastrophe nucléaire s'était abattue sur le pays. À en croire les journalistes, nous venions de perdre un des plus grands humanistes du xx^e siècle et de ce début du xxi^e. Il fallait oser qualifier Pasqua de "grand humaniste" lui qui est l'un des plus grands malfaiteurs politiques de la cinquième République. Toujours aussi serviles, les médias n'ont pas hésité à franchir le Rubicon. Pourtant, on ne compte plus les mises en examen de cet homme si intègre (sic) !

Dire que c'est un repris de justice eût été plus juste. On était en droit d'attendre des médias qu'ils rappellent avec plus de force qu'en tant que ministre de l'intérieur, il a été le responsable de la mort de Malik Oussekine, tabassé à mort par sa police le 5 décembre 1986 lors d'une manifestation contre la loi Devaquet. Que les médias fassent une oraison funèbre à ce triste sire, pourquoi pas ! Mais il aurait alors fallu rappeler la totalité de ses mises en examen, de ses condamnations...

La mort le sauve de l'incarcération...

Il ne faut pas prendre sa formule à la légère « *les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent* », Il le pensait vraiment et a toujours mis ce précepte en application, dans sa vie personnelle comme en politique.

L'homme est corrompu et pas très fréquentable. Je ne rappellerai ici seulement que quelques faits "d'arme" de ce mafioso d'État, la liste serait trop longue. Il a été mis en examen pour : détournement de fonds, trafic d'influence, propos homophobe, fausse déclaration de patrimoine. Il a été condamné dans les affaires : de l'Angolagate (vente d'armes) ; de la fondation Charles Hamon pour détournement de fonds, un système de facturation

et une fondation qui n'a jamais vu le jour ; il a été reconnu coupable de trafic d'influence ou de corruption dans l'affaire "pétrole contre nourriture", en lien avec le groupe Total et l'Irak...

Il ne mérite pas tant d'égards. C'est un voyou en complet-veston, pour ne pas dire un gangster. Il mérite de partir dans l'anonymat. Malheureusement l'attitude des médias le grandit, lui dresse un portrait plutôt élogieux et fait de lui un « *homme d'Etat et un grand visionnaire* ». Il est pour moi absolument nécessaire de rappeler la brute et le butor que Pasqua a été durant sa vie.

La mort de M^ossieur Pasqua, un des parrain de la mafia politicarde a fait l'objet de la part des médias et de ses affidés d'interminables salamalecs.

Ce chef de gang a conseillé et cornaqué tout un paquet de sectateurs qui ont officié comme de vils coquins et faquins aux affaires du pays. Tous sans exception, comme le "parrain", ont eu des démêlés avec leur justice. Je voudrais ici en nommer quelques uns: Chirac, Sarkozy, Tiberi, Balkany, Balladur. Tous auraient dû finir en prison mais nous ne sommes pas tous égaux devant la justice de classe... Tu voles des fruits ou autre chose dans un magasin parce que tu n'as plus le sou et tu te retrouves en prison. Mais eux, lorsqu'ils détournent des milliards, s'en sortent toujours par des non-lieux ou, d'appels en appels, échappent à la prison.

C'est Balkany qui vient pleurer la perte de son deuxième papa, celui qui lui a mis le pied à l'étrier de la politique !

C'est Tiberi qui regrette un frère et un conseiller !

C'est Sarkozy qui parle de son mentor, après l'avoir trahi !

Et, Chirac ? Sait-il que son conseiller particulier, devenu son ennemi intime est décédé ?

Il y a bien quelque chose de pourri au royaume de la politique. C'est pourquoi laisser la gestion des affaires du pays entre les mains de détrousseurs patentés, confier les richesses aux responsables de la paupérisation d'un nombre toujours plus importants de citoyens, c'est faire preuve d'irresponsabilité. Face à cette mafia politicarde, bourreuse de crânes et à leurs complices, qui relaient en permanence leurs discours en occultant, en tronquant la vérité et en pratiquant la manipulation, il n'y a qu'une seule solution : la lutte.

Justhom

CRITIQUE DE LA CRITIQUE DES MEDIAS

Extraits d'*Enjeux libertaires pour le XXI^e siècle* par un anarchiste néophyte de Philippe Corcuff¹
(aux Éditions du Monde libertaire, fin septembre 2015)

Les médias ont conquis une place élargie dans nos sociétés, sous l'emprise d'entreprises capitalistes de plus en plus concentrées à l'échelle internationale, avec pour effet la diffusion massive de stéréotypes associés aux logiques dominantes. Leur critique radicale apparaît, pourtant, nécessaire. Cependant, si cette critique veut demeurer en phase avec un horizon d'auto-émancipation individuelle et collective, elle ne peut pas s'inscrire dans les rails des dénonciations des médias les plus répandues dans les milieux antilibéraux, altermondialistes, radicaux et libertaires.

Quand il y a une difficulté, une explication simple et rassurante intervient souvent dans les milieux militants de gauche, des plus modérés aux plus radicaux : « *C'est la faute aux médias!* (sic) »; formule dans laquelle se mêlent des accents conspirationnistes (dans la vision des médias-émetteurs) et une vision misérabiliste (quant aux dominés-récepteurs supposés complètement "aliénés"). Le triple écueil rencontré consiste en une surévaluation de l'effet direct des logiques économiques (économisme), d'une focalisation sur les manipulations cachées de quelques puissants (conspirationnisme) et d'un oubli du rapport social émetteur/récepteurs au profit de la

supposée toute-puissance du premier (miserabilisme).

Trois sources intellectuelles alimentent principalement les dénonciations usitées et usées des médias dans les milieux radicaux et libertaires : la théorie critique de l'École de Francfort, la critique situationniste de "la société du spectacle" et la mise en cause de la propagande médiatique par Noam Chomsky.

La critique des industries culturelles par Adorno et Horkheimer

Ce qu'on a appelé l'École de Francfort a ouvert des terrains passionnants à une théorie critique nourrie d'un marxisme hérétique, au carrefour de la philosophie et des sciences sociales, à partir des années 1920-1930. Un aspect plus localisé a marqué la critique philosophique et sociologique des médias : l'analyse des "industries culturelles" dans un des chapitres de *La dialectique de la raison*².

Pour Adorno et Horkheimer qui, de leur exil américain, analysaient les magazines, le cinéma et la radio, l'industrialisation et la marchandisation de la culture, dans une logique de production capitaliste pour le profit, conduit :

- 1) à une standardisation et à une soumission plus grande aux stéréotypes sociaux dominants, du côté des émetteurs et des produits diffusés : « *Pour le moment, la technologie de l'industrie culturelle n'a abouti qu'à la standardisation et à la production en série [...] Ceci est le résultat non pas d'une loi d'évolution de la technologie en tant que telle, mais de sa fonction dans l'économie actuelle* »³.
- 2) à un abêtissement généralisé, du côté des récepteurs. La double

standardisation et stéréotypisation des messages induirait mécaniquement une "aliénation" des consommateurs : « *Aujourd'hui, l'imagination et la spontanéité atrophiées des consommateurs de cette culture n'ont plus besoin d'être ramenées d'abord à des mécanismes psychologiques. Les produits eux-mêmes [...] sont objectivement constitués de telle sorte qu'ils paralysent tous ces mécanismes* »⁴.

Les deux philosophes ont ainsi anticipé de manière pénétrante une évolution capitaliste qui s'est, depuis, accentuée.

Leurs réflexions ont toutefois des limites par rapport à l'état actuel des sciences sociales. Tout d'abord, ils ne laissent aucun espace pour des décalages critiques au sein des industries culturelles. D'autre part, le poids déterminant de la logique économique du capitalisme donne peu de place à d'autres logiques sociales. Enfin, les comportements des récepteurs des produits culturels sont ignorés, puisque considérés a priori comme passifs. On perçoit ici un certain mépris misérabiliste dans le rapport aux publics populaires, supposés porteurs d'adhésion quasi automatique aux logiques culturelles dominantes, sans possibilité de distanciation et d'autonomie critiques.

La critique de la société du spectacle par Guy Debord

Guy Debord est une des figures principales de ce mouvement artistique et politique original et radical qu'a été le Situationnisme. La force de son grand livre *La Société du spectacle*⁵ est d'avoir anticipé magistralement la place du spectacle dans les formes contemporaines du capitalisme à travers une conceptualisation originale d'inspiration marxienne (marxiste?). La première proposition du livre apparaît, de ce point de vue, centrale : « *Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles. Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation.* »⁶

Les médias ne constituent qu'une des sphères, bien que particulièrement significative, de cette domination généralisée du spectacle.

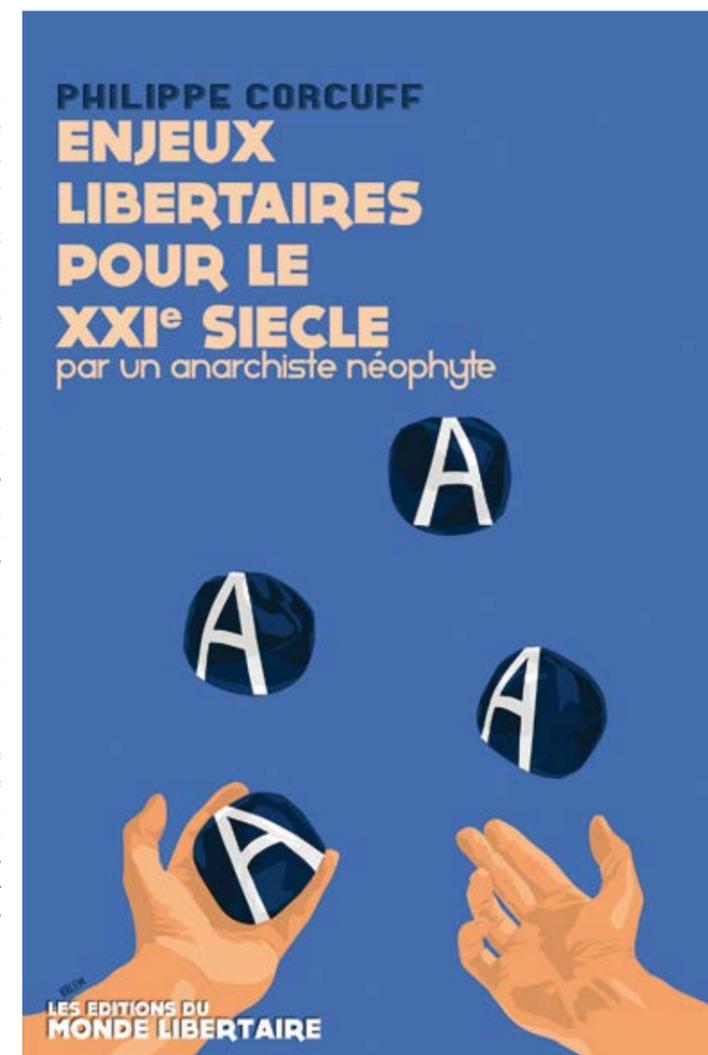
Le premier écueil de cette perspective situationniste éclairante est d'en faire l'axe principal autour duquel se referme le « système » capitaliste dans les conditions contemporaines : « *Le spectacle, compris dans sa totalité, est à la fois le résultat et le projet du mode*

de production existant. »⁷

Debord passe ainsi à côté de la pluralité des logiques qui gouvernent les ordres dominants (ordre capitaliste, ordre sexiste et hétérosexiste, ordre postcolonial, etc.) qui s'emboîtent dans nos sociétés et de leur contradiction au profit d'une vision trop homogénéisante d'un "système" unique qui nous retiendrait prisonnier et qui tendrait à récupérer toute contestation.

Second écueil : l'hégémonie du spectacle, exprimant celle du « *fétichisme de la marchandise* », impliquerait une passivité totale (« *dans le cadre du spectacle toute activité est niée* »⁸) et une « *aliénation* » généralisée (« *l'aliénation du spectateur au profit de l'objet contemplé* »⁹). Ajoutée à la cohé-

7 Ibid., proposition 6, p. 17.
8 Ibid., proposition 27, p. 29.
9 Ibid., proposition 30, p. 31.



4 Ibid., p. 135.
5 G. Debord, *La Société du Spectacle* (1e éd. : 1967), Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1996.
6 Ibid., proposition 1, p. 15.

1 Nous proposons ici des extraits du chapitre 2, intitulé « De la diabolisation des médias (Adorno, Debord, Chomsky, etc.) à une critique pragmatiquement radicale », de l'ouvrage de notre compagnon Philippe Corcuff, *Enjeux libertaires pour le XXI^e siècle* par un anarchiste néophyte, paru cette rentrée aux Éditions du Monde libertaire.

2 T. Adorno et M. Horkheimer, *La dialectique de la raison* (1e éd. : 1944), Paris, Gallimard, coll. TEL, 1983, chapitre sur « La production industrielle de biens culturels », pp. 129-176.
3 Ibid., pp. 130-131

rence du capitalisme spectaculaire, cette toute-puissance de son emprise tend à rendre pratiquement impossible l'auto-émancipation pourtant proclamée par Debord sur la base de la figure historique des « *Conseils ouvriers révolutionnaires* »¹⁰. Ce paradoxe debordien a bien été mis en évidence par le philosophe Jacques Rancière :

« *Ce qu'il y a derrière, c'est la manière dont toute la tradition critique-marxiste révolutionnaire a absorbé un certain nombre de pré-supposés inégalitaires ; il y a les actifs et il y a les passifs ; il y a ceux qui regardent et il y a ceux qui savent. Ce qui en gros revient à dire : il y a ceux qui sont capables, il y a ceux qui ne sont pas capables. À partir de là, il y a plusieurs stratégies possibles : ou l'on pense qu'il faut qu'une avant-garde réunisse les gens capables pour mettre dans la tête des incapables les moyens de s'en sortir ; ou bien on prend la position du grand seigneur désenchanté »¹¹.*

Ainsi, déjà chez Debord, une difficulté majeure viendrait fragiliser la perspective auto-émancipatrice affichée. Cet handicap émancipateur deviendrait aujourd'hui plus prégnant au sein d'une galaxie post-situationniste hétérogène, qu'ils s'agissent de groupes radicaux disparates comme l'Encyclopédie des nuisances, le courant Critique de la valeur ou le Comité invisible, de la critique manichéenne plus courante des médias, de désenchantés de la révolution sociale trimbalant une arrogance de type « *je sais tout par avance* » ou d'échos néoconservateurs, la référence à Debord se portant particulièrement bien dans les pages du Figaro littéraire où elle habille un aristocrate de droite.

10 Ibid., proposition 221, p. 209

11 J. Rancière, *Critique de la critique du "spectacle"* (entretien de décembre 2008 avec Jérôme Game), repris dans *Et tant pis pour les gens fatigués*.

Entretiens, Paris, Éditions Amsterdam, 2009, p. 622.

Le modèle de propagande de Chomsky et Herman

Moins affinées théoriquement que celles de l'École de Francfort et du Situationnisme, les analyses du linguiste Noam Chomsky ont eu davantage d'impact sur les mouvements sociaux et radicalités contemporains. Depuis la guerre du Vietnam, Chomsky est une des figures les plus honorables et les plus courageuses de l'intellectuel engagé au cœur de l'empire étasunien, adossé à des convictions anarchistes.

Son livre le plus important sur les médias est *La fabrication du consentement*¹², écrit avec l'économiste Edward S. Herman. Les auteurs y dessinent un « *modèle de propagande* », selon lequel les « *médias américains* » joueraient « *le rôle de serviteurs et de propagandistes des puissants groupes qui les contrôlent* »¹³. L'analyse rend bien compte du mouvement de concentration capitaliste en cours dans le secteur des moyens de communication à l'échelle internationale. Elle tend cependant à unifier la réalité autour d'un double schéma : une pente économiste (les contraintes économiques imposant directement leur loi aux pratiques journalistiques) et des tonalités conspirationnistes (supposant des manipulations menées dans l'ombre par les puissants).

La prédominance d'une logique économique structurelle, d'une part, et le poids principal d'intentions masquées, d'autre part : ces deux fils se croisent dans le livre, s'épaulent parfois l'un l'autre, alors

qu'ils sont théoriquement porteurs de contradictions lourdes entre eux. Ces contradictions entre l'impersonnel s'imposant aux intentions et des volontés personnelles guidant la réalité ne sont pas perçues par les auteurs. Au début du premier chapitre de l'ouvrage, une expression caractérisant « *le modèle de propagande* » apparaît significative quant à cette hésitation entre deux modèles d'analyse hétérogènes : « *le cadre général de la manipulation et les biais systématiques qui en résultent* »¹⁴. Car les « *biais systématiques* » s'inscrivent plutôt dans une logique structurelle agissant, indépendamment de la conscience des individus, alors que le mot « *manipulation* » penche du côté de la primauté des volontés conspiratrices.

Dans l'introduction de 1988 du livre, Chomsky et Herman récusent pourtant tout lien avec les "théories du complot"¹⁵. Cependant, un conspirationnisme soft constitue bien une des deux trames narratives principales, avec l'économisme, de l'ouvrage. J'entends ici trames narratives au sens de façons stéréotypées de lier des « *personnages* », des « *événements* » et des « *faits* » dans un récit, dans une histoire. Quelques exemples de formulations puisées dans leurs analyses témoignent de cette tendance :

12 N. Chomsky et E. S. Herman, *La fabrication du consentement* (1^{re} éd. : 1988), Marseille, Agone, 2008.

13 Ibid., p. 9.

14 Ibid., p. 27.

15 Ibid., p. 15.

« *les puissants sont en position d'imposer la trame des discours, de décider ce que le bon peuple a le droit d'entendre ou de penser, et de "gérer" l'opinion à coups de campagnes de propagande* » (p. 13) ;

« *les médias, à l'unisson et conformément aux priorités des élites, faisaient en sorte qu'on ne puisse situer l'intervention américaine dans son contexte réel, supprimant systématiquement tout ce qui rendait compte de l'extrême violence et de l'agression américaine et donnant des sandinistes la plus mauvaise image possible* » (p. 19)

« *Non seulement le choix de couvrir ou d'occulter tel ou tel événement est corrélé avec l'utilité qu'en tire le système, mais les différences formelles dans le traitement des faits (mise en page, ton, contextualisation, exhaustivité du traitement) servent des objectifs politiques.* » (p. 86)

« *Le modèle de propagande prévoit le soutien des médias aux objectifs et à l'ordre du jour du gouvernement.* » (p. 198)

« *Cette ligne politique se fondait sur des mensonges énormes mais, jouant leur rôle dans le système propagandiste, le NYT [New York Times] et la majorité des médias occidentaux ont pérennisé, par tous les moyens, la version des élections en Amérique centrale présentée par "Big Brother".* » (p. 281), etc. etc.

Il ne s'agit pas de nier ni le poids des contraintes économiques propres au capitalisme, ni l'existence de manipulations, mais c'est d'en faire à certains moments le fil principal de l'explication qui pose problème. Quant aux effets des médias sur la population, Chomsky et Herman n'ont pas enquêté là-dessus.

D'autres critiques radicales vont, à rebours de ces simplifications, s'efforcer de saisir les racines compliquées des problèmes générés par les médias dans nos sociétés, du côté tant de la production des messages médiatiques que de leur réception.

S'émanciper ou émanciper ?

Le fameux « *c'est la faute aux médias* », récurrent dans les gauches, apparaît en rapport avec la question de l'émancipation. Car les études de réception des médias¹⁶ nous ont éloigné des représentations misérabilistes, si courantes dans les milieux radicaux, d'une masse de téléspectateurs « *aliénés* », voire « *abrutis* », par « *la propagande médiatique* ». Dans cette perspective, où « *les autres* » sont appréhendés de manière élitiste et méprisante comme une masse informe et passive, il n'y a plus beaucoup de place pour une émancipation des opprimés par eux-mêmes. D'où le glissement subreptice et fréquent, à travers la diabolisation des médias, du verbe pronominal s'émanciper (l'auto-émancipation des opprimés, souvent proclamée publiquement par les milieux radicaux et libertaires) au vers transitif émanciper (l'émancipation par une élite supposée clairvoyante

16 Pour un panorama de ces travaux, voir Brigitte Le Grignou, *Du côté du public. Usages et réception de la télévision*, Paris, Economica, 2003, et, pour une étude stimulante, voir Vincent Goulet, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, Bry-sur-Marne, INA éditions, 2010.

et guidant les « *aliénés* » hors des obscurités de la caverne platonicienne). Pourtant, la critique misérabiliste des médias tend à désarmer la critique sociale de certaines de ses potentialités libératrices, rejoignant, sans s'en rendre compte, l'avant-garde révolutionnaire léniniste d'hier ou les professionnels de la politique d'aujourd'hui dans un rapport tutélaire à la politique.

Une critique sociale émancipatrice de sensibilité libertaire a bien besoin d'une autre critique radicale et pragmatique des médias !

Philippe Corcuff

Groupe Gard Vacluse
de la Fédération Anarchiste





ENTRETIENS CROISEES

**La Brique, la Lettre à Lulu, Lutopik et...
Le Monde Libertaire : nous avons souhaité confronter les expériences de quatre journaux enrés au jus de révolte.**

La Lettre à Lulu est née en 1995. Il n'y a pas de quoi s'en vanter. C'est un journal qui cultive la biodiversité : il y a des gars et des filles, certains apparents, d'autres discrets, certains boivent de la bière, d'autres aussi. Il y en a même qui habitent à Nantes, d'autres pas. La Lettre à Lulu a un certain public, qu'aucun suivi marketing n'a cherché à repérer. Jamais cherché à savoir qui nous lisait. Mais ce journal a aussi un public certain pas très aimable comme cet ancien notaire, cité dans un article vieux de plus de cinq ans, et qui est venu deux fois proférer des menaces de mort. Mais finalement personne n'est mort. Que de la gueule... La visite impromptue de trois Loups gris tures d'extrême droite et très remontés, il y a quelques années, s'est aussi limitée à des imprécations et menaces verbales.

Le Monde Libertaire, c'est l'organe de presse de la fédération anarchiste. Les origines du journal remontent aux XIX^e siècle, d'abord "Libertaire", puis "Monde Libertaire" depuis 1954. Le journal sort en kiosque (de manière mensuelle ou hebdomadaire selon la période), il est diffusé en France, Belgique et Suisse. Le comité de rédaction, qui se charge de coordonner le journal et de le mettre en forme, est

On a l'habitude de présenter **Lutopik** comme un magazine trimestriel « artisanal et vagabond ». Vagabond, parce qu'il est réalisé en grande partie sur les routes, au gré de nos déplacements en camping-car. Artisanal, parce qu'il est créé de toute pièce à partir de peu de moyens, et que nous gérons toutes les opérations, de la réalisation à la diffusion.

À la base de la création, nous sommes deux journalistes dégoûtés par les médias traditionnels, qui ne laissent pas le temps pour l'enquête ni les moyens pour les reportages. Nous avons fait le choix d'une information lente, qui prend du temps et du recul sur l'actualité pour aborder les sujets que nous avons choisis.

Nous écrivons une bonne moitié des articles, les autres étant rédigés par d'autres journalistes, des passionnés, des voyageurs, des gens qui ont des choses à dire, mais n'ont bien souvent pas la parole dans d'autres médias. Au départ, il s'agissait d'amis ou de connaissances, aujourd'hui, des personnes que nous ne connaissons pas commencent à nous contacter. Si quelqu'un a envie de participer, mais qu'il ne se sent pas super à l'aise avec l'écriture, ou si le résultat ne nous satisfait pas sur la forme, nous travaillons avec les auteurs pour aboutir à un article de qualité.

Quand il s'agit du travail réalisé par nous deux (Sonia et Guillaume), nous partons en camping-car pour mener nos enquêtes et reportages. Ce moyen nous assure une très forte mobilité, nous permet de passer du temps à chaque endroit et de ne pas avoir le souci de l'hébergement. Nous sommes sinon installés en Franche-Comté, où nous avons notre siège social et où travaillent *Les Dem's*, des amis graphistes qui nous aident à la mise en page pour le bouclage.

MAIS C'EST QUOI, VOTRE JOURNAL, EN FAIT ?

bénévole, composé de militants mandatés par leurs compagnons. Il est renouvelé à peu près tous les deux ans. Quant aux auteur.es des articles, il y a bien sûr beaucoup de contributions des militants de la FA, mais nos pages sont également ouvertes à tous ceux qui souhaitent y exprimer une sensibilité libertaire, les participations sont donc très variées, et même, pas forcément anarchistes. Bon, évidemment il faut que le point de vue soit en conformité avec nos principes de base, mais en dehors de cela on

essaie d'avoir le champ de réflexion le plus large possible.

On est une petite équipe d'une dizaine de personnes à faire tourner **La Brique**, qu'on fait paraître tous les deux mois environ sur Lille et sa métropole. On se revendique de la galaxie des "médias libres", si on admet que l'expression englobe ce contenu minimal : autonomie radicale vis-à-vis des instances politiques de tous ordres, indépendance vis-à-vis des intérêts publicitaires, liberté critique dans les choix éditoriaux.

Trois procès en diffamation, intentés par une filiale d'Ouest France, un historien d'extrême droite et un expert judiciaire, se sont soldés par des relaxes, notre avocat ayant soulevé des vices de forme, face à des juges peu habitués en province à manier le droit de la presse, mécanique de précision, que l'usage d'une lettre simple au lieu d'un recommandé peut faire capoter. On fait les malins, mais bon, les procès, tant qu'on peut éviter... Dans le numéro qui a suivi ces issues judiciaires, Lulu s'est payé la tête de son avocat qui nous a privé d'une défense sur le fond.

Et dans le fond, tout bien considéré, **la lettre à Lulu** accepte les bons conseils et les critiques, les cartes postales des paradis fiscaux, les tuyaux et les infos sous le manteau, même en été. On peut refiler des documents et des commentaires, des idées de papier ou des enquêtes ficelées. On ne rend pas la ficelle. On peut tout. Ou rien. Ce qui n'est pas peu rien.

Parce que nous avons envie de pratiquer un journalisme digne de ce nom. Pour cela, il est impératif de prendre le temps de l'échange et des rencontres. C'est simple, mais cela n'est guère encouragé dans la presse traditionnelle. Nous avons tous les deux travaillé plus ou moins longtemps dans les médias dominants et nous en étions écoeurés. Nous avons envie de nous donner les moyens de faire un journalisme de qualité, en choisissant des thèmes et des sujets qui correspondent à une préoccupation réelle et à de vrais sujets de société. Certains de ces sujets nous paraissent peu ou mal traités dans les médias conventionnels, au profit d'articles quelquefois futiles ou inutiles. Nous avons envisagé **Lutopik** comme un journal qui nous plairait en tant que lecteur, qui prend le temps d'aborder le fond des problèmes et dans lequel il serait agréable de travailler.

Des raisons assez communément partagées (critique des rapports sociaux de classe, de genre et de race, rejet du technomonde), mais qui se cristallisent de façon particulière sur Lille et sa région. La métropole lilloise est marquée par une sorte de consortium du consensus : au détour des années 1980, patronat, socialistes et presse locale se sont entendus pour assurer la maintenance du cimetière post-industriel. Tout le monde y va désormais de son couplet pour ré-enchanter ce que le capitalisme nordiste a dévasté. On dresse le couvert pour l'attractivité (partiellement illusoire) du territoire en taisant ce qu'elle signifie concrètement : le remplacement des pauvres par les cadres, l'enlaidissement de la ville, le développement des technologies de contrôle, une culture élitiste et pourrie par les intérêts économiques, le monopole d'une classe politique parasitaire (le système PS) – aujourd'hui remis en cause par la seule extrême-droite. Lille, et donc **La Brique**, sont un point de vue situé sur les recompositions du capitalisme et sur ses conséquences

Publier **le Monde Libertaire**, c'est pour nous le moyen de diffuser les idées libertaires et les points de vue anarchistes (parfois divergents) sur de multiples sujets, qu'ils soient d'actualité ou bien généraux. C'est un exercice difficile que de faire vivre un journal papier alternatif et militant de dimension nationale à l'heure des grands groupes médiatiques privés qui, sous couvert de pluralisme, d'indépendance et de neutralité ne font que relayer les discours du républicanisme bien pensant ; mais il nous semble capital de ne pas laisser le terrain libre aux titres "classiques", sans pour autant sacrifier la qualité de notre journal. **Le Monde Libertaire** est hérité d'une tradition ancienne concernant les publications libertaires.

MAIS POUR QUI DONC

Nous ne faisons pas **Lutopik** pour un certain type de lectorat. Nous aimerions toucher un large public, c'est pourquoi nous avons fait le choix de faire un journal pas cher (15€ l'abonnement, 4€ les 56 pages couleur sans publicité) et dans un format riche en illustrations (photos, dessins, BD). Si les ventes à la criée et en maisons de la presse permettent sans doute d'aborder un public varié, il est certain que nous avons de nombreux lecteurs déjà convaincus par la nécessité d'une information différente, souvent militants. Nous essayons de faire des choses qui nous intéressent, et on se dit que ça intéressera d'autres personnes.

L'idéal serait de pouvoir revenir à un tirage bien plus important et ainsi pouvoir prétendre toucher le plus grand nombre de lecteurs et lectrices possible, y compris bien entendu les personnes qui a priori se sentent loins de nos idées. Toutefois il ne faut pas se leurrer, ce sont bien souvent les sympathisants et les militants qui achètent **le Monde Libertaire**, étendre notre public est également un défi, et c'est en partie dans ce but que nous réfléchissons à une nouvelle formule pour l'année 2016...

Les raisons de la colère...



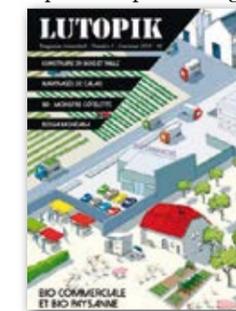
le Monde Libertaire

est diffusé en kiosques dans tout le pays. Mais les distributeurs de presse mettent en place une vraie stratégie pour faire disparaître les titres de presse à petit tirage. Ils obéissent à des logiques tout ce qu'il y a de plus capitalistes... Sinon nous sommes aussi présents dans de nombreux lieux ou librairies qui les commandent directement et par abonnement. Enfin, un certain nombre de groupe de la fédération anarchiste les vendent directement à la criée ou pendant certains événements (salon du livre, manif...).



Dans le prolongement de cette volonté de sortir des cercles affinitaires, on a fait le choix d'être diffusé en kiosque, donc par le groupe Presstalis, donc par des requins. On trouve **La Brique** aussi dans certaines grandes surfaces. Ce circuit commercial représente environ un tiers des ventes. Le reste correspond à la fois aux abonnements, aux ventes réalisées par nos "dealers" - en gros des bars "amis" qui nous vendent sans bénéf - et aux ventes à la criée, pendant les manifs ou les marchés. Ces ventes à la criée sont doublement importantes : au niveau des ventes d'abord, parce qu'avec un peu de motive et d'organisation on peut sensiblement les augmenter ; au plan politique aussi, parce que c'est l'occasion de tchatcher avec nos lecteurs et lectrices, et de faire connaître le discours du canard auprès de personnes qui ne le connaissent pas.

Quels sont vos moyens de diffusion ?



Lutopik est diffusé par abonnements, et nous sommes également présents dans environ 70 points de vente à travers la France (maisons de la presse, librairies, cafés associatifs...) que nous démarchons nous-mêmes. Internet est également un vecteur de diffusion grâce au site sur lequel nous postons régulièrement quelques articles déjà publiés en version papier, et qui dispose d'un espace d'achat en ligne (abonnement ou vente au numéro). Et nous faisons aussi de la vente directe, sur des stands lors de festivals ou d'événements publics ou à la criée sur les marchés.



L'équipe de **la lettre à Lulu** est formée d'une dizaine de personnes. C'est stable depuis plusieurs années. Les comités de rédaction sont assez informels, plutôt flottants et pas très bien organisés. On marche avec une économie à minima. Les ventes couvrent la facture de l'imprimeur (environ mille euros à chaque fois), les timbres pour les envois postaux à quelque 200 abonnés. Il s'en vend un peu en ligne, en pdf, le reste en kiosques (deux cents et quelques dans l'agglomération nantaise), une poignée de bistrotis amis, quatre librairies. Dans l'équipe, personne ne se paye. Pas d'emploi aidé, pas de pub, pas de subvention. Pas de vente à la criée. On fait quatre numéros par an (voire trois, avec un numéro double de 12 pages au lieu de 8 habituellement) parce que c'est fatigant à faire, quand même.

ÉCRIVEZ-VOUS COMME ÇA ?

Pas question d'aider les lecteurs à repérer **la lettre à Lulu** : pas d'affichage, pas de campagne de promo (juste quelques mails pour prévenir de la sortie), pas de régularité de parution : il peut se passer de un à quatre mois entre deux numéros. On l'a voulu comme ça : un anti produit. on avait même pensé changer de nom du journal à chaque numéro (Bon, on délirait un peu, on a laissé tomber). Le nom est un vague pied de nez aux lettres confidentielles, et évoque les Lu-Lu qui à Nantes étaient les ouvrières de l'usine de biscuits Lefèvre-Utile.

L'un des premiers objectifs de **La Brique** était de sortir du milieu militant pour s'éviter certaines de ses boursoufflures (entre-soi, routines, guerres intestines), et pour pouvoir rencontrer d'autres personnes que des convaincu-es. L'autre aspect consiste à s'adresser autant que possible aux classes populaires, et donc à privilégier certaines pratiques : écrire simplement, s'aviser de la mise en page, bien choisir ses thèmes, présenter les papiers dans des troquets, vendre le numéro à bout de bras. De là à dire qu'on puisse s'en satisfaire... Dans ses grandes lignes, notre lectorat nous ressemble encore trop : blanc, plutôt diplômé, entre vingt et quarante ans. C'est une question qui nous suit en permanence, qu'on sait ne pas pouvoir solder de façon définitive, mais à laquelle on cherche à apporter certaines réponses pratiques.

Il ne nous a pas fallu beaucoup d'argent pour lancer notre magazine. Nous avons avancé la première impression (1.500€) avec nos petites économies d'anciens boulots et c'était parti. Nous nous sommes lancés à plein temps à deux dans l'aventure, nous touchons chacun un RSA depuis plus de deux ans. Ce qui nous assure le minimum et nous laisse tout notre temps. Les ventes de numéros et d'abonnements nous ont toujours permis de payer l'impression suivante, de faire quelques pleins d'essence et d'indemniser un peu des contributeurs. Notre fonctionnement financier est quand même très précaire et repose quand même beaucoup sur le bénévolat. On peut tout. Ou rien. Ce qui n'est pas peu rien.

Nous avons répondu à l'appel à projets du Ministère de la culture, censé poser les bases de l'ouverture des aides à la presse aux médias associatifs, et nous avons obtenu 5.000 €. Nous les utiliserons pour rémunérer les journalistes et dessinateurs qui participent à **Lutopik** et créer un ou deux emplois aidés.

Vos journaux sortent en kiosque, il ne contiennent pas de pubs et ne sont financés par aucun groupe privé ou généreux mécène... Comment ça marche ?

À la différence de certains médias militants (et c'est pas pour les déprécier, on les lit aussi), on tente plus de "sortir des infos" dites originales que du simple commentaire. Ce qui passe par le fait de solliciter le point de vue de gens considérés comme des ennemis. Pas toujours inutile : ça donne parfois des perles, comme ce patron d'une boîte de service à l'aéroport à qui on demande pourquoi il fait tant appel à la précarité, contrats de professionnalisation à 60 ou 80% du Smic selon l'âge, et qui nous largue que l'été, c'est la moitié de son personnel (info qu'on n'avait pas)...le papier est là : http://www.lalettrealulu.com/Avia-par-terre-Escale-plus-bas-que-terre_a2328.html

C'est pas bien compliqué. Après huit ans d'existence, on vient seulement de générer nos premiers bénéfices, comme dit le camp d'en face. Mais c'est tout sauf une fin en soi : on ne cherche pas à vivre de cette activité. Moyennant négo' avec un imprimeur à peu près arrangeant, on s'est démerdé pour sortir plus de quarante numéros de **La Brique** tout en restant en permanence dans le rouge (et noir), sans autre source de revenus que les ventes, les abos et quelques chèques ponctuels.

Les ventes et abonnements du **Monde Libertaire** couvrent une partie des frais, mais sans l'aide des fédérés, ça serait impossible de sortir en kiosque dans toute la France, au regard du nombre de vente.

Quelles sont les plus grosses difficultés que vous rencontrez ?

Parmi les difficultés récurrentes de **la lettre à lulu**, des demandes répétées de "droit à l'oubli", ou à "l'e-réputation", auxquelles on n'a pas trouvé de réponse claire et équitable. C'est fait, par voie d'avocats, avec menaces à la clef, par des gens qui ont été mentionnés, nommés dans des articles il y a plusieurs années, articles archivés sur notre site (www.lalettrealulu.com). Des fachos, des négationnistes, des patrons à qui on n'a aucun cadeau à faire, mais aussi des gens qui se sont fait nommer (par un rapport de la chambre des comptes ou dans une embrouille publique, parfois sanctionnés par une condamnation) et qui réclament le droit que les moteurs de recherche les oublient. Récemment des victimes d'un proprio, qui estiment que l'article auquel ils ont contribué les dessert aujourd'hui... On ne tient pas à y répondre au coup par coup, à la tête du client.

Disons qu'il y en a trois. La première est sociale, on l'a vu : comment partager un message radical avec les classes les plus dominées par le biais d'un vecteur particulier, la presse écrite ? La seconde est pratique : autant on reste très méfiant vis-à-vis du journalisme salarié (même critique) qui s'échine toute l'année à dégoter des subventions toujours plus aléatoires, autant c'est évident que, pour s'étoffer, les enquêtes de **La Brique** gagneraient à bénéficier de moyens plus conséquents. Plus de gens, et plus de temps, en particulier. Comme de nombreux collectifs, on reste trop dépendant des bonnes volontés.

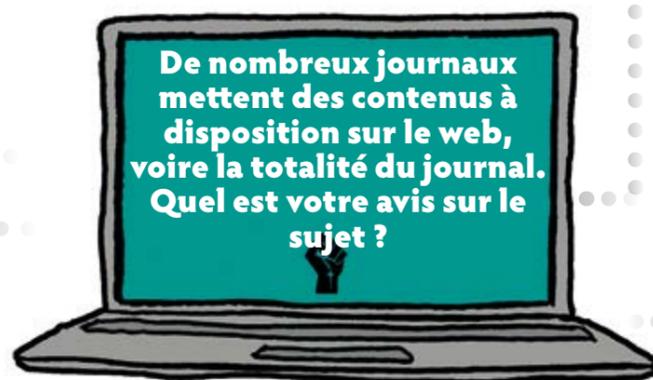
La troisième difficulté est plus directement journalistique : il est difficile d'amener les gens à déclarer sur ce qu'ils savent. Qu'ils soient membres du PS local, fonctionnaires d'une mairie d'extrême-droite, ou salariés d'une asso culturelle sous la coupe de la municipalité. Ce sont ces infos peu accessibles, autour de tel contrat, telle nomination, tel projet urbain, qui déstabilisent les puissants – bien davantage que le fait de reprocher à un socialiste d'être un comptable sinistre, à un capitaliste d'être capitaliste.

Tenir les délais. Trois mois, c'est court pour enquêter, rédiger, mettre en page et diffuser **Lutopik**. C'est pourtant la condition pour avoir le numéro CPPAP qui permet d'accéder aux tarifs postaux pour la presse, sans lesquels il serait impossible de conserver un prix bas au magazine. Nous aimerions aussi pouvoir mieux rémunérer les gens qui contribuent au numéro.

Pour **Le Monde Libertaire**, le plus dur reste encore d'être largement diffusé... Les prix pratiqués par les entreprises de distribution de la presse sont en augmentation constante. C'est d'ailleurs une des raisons qui font que le Monde Libertaire ne sort plus sous forme hebdomadaire (au moins jusqu'au prochain congrès en juin 2016). On essaie de réfléchir à un moyen de s'affranchir des distributeurs, de passer par d'autres réseaux que les géants comme Presstalis ou la Messagerie Lyonnaise de Presse (qui a eux deux distribuent la quasi totalité des journaux et magazines de France).

Notre site www.lalettrealulu.com archive les articles depuis plusieurs années. Et, vu les problèmes rencontrés (cf le chapitre précédent sur nos difficultés récurrentes), on se demande si ces archives ouvertes, plus facilement accessibles via internet que dans des bibliothèques ou centres d'archives, ne sont pas simplement une évolution des temps. Mais quand on milite contre la traçabilité des individus, c'est nettement contradictoire.

Internet permet plus de réactivité. Nous avons un site, labrique.net, qui archive tous les numéros et qui permet mieux d'ajuster certains autres textes à l'actualité et à la temporalité des luttes que ne peut le faire un bimestriel papier. Mais c'est à celui-ci que nous tenons le plus. Un journal s'achète, se vole, se découpe, se colle, se collectionne, se griffonne, s'échange de mains en mains ; un canard peut « *s'user de lecture* », comme disait un vieux préfet de la région qui décrivait les pratiques de lectures collectives dans les milieux populaires. Le papier s'inscrit dans un échange pratique que ne permet pas l'abondance pauvre du flux d'articles numériques. Par ailleurs, le format papier correspond aussi à la logique et au temps éditoriaux qu'on s'est choisis. L'info en soi n'en est pas une, il faut la remettre en perspective, l'angler, la politiser. On a besoin de réfléchir, de douter, de s'engueuler – autant de réflexes qu'ensevelit la diarrhée de l'information continue.



Les anciens numéros de **Lutopik** sont disponibles gratuitement en ligne au format PDF. Ce qui permet de nous faire connaître et partager notre travail avec ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter la version papier. Nos articles sont mis en ligne régulièrement, notre site est mis à jour moins d'une fois par semaine. Internet permet une autre diffusion que le papier, le contenu peut être partagé facilement et cela nous procure une vitrine, mais nous privilégions notre magazine papier. Les articles sont mis en ligne plusieurs mois après leur première publication.

Le Monde Libertaire est financé en grande partie par les abonnements, rendre immédiatement disponible le numéro courant en ligne paraît compliqué en ces temps difficiles que nous traversons, bien que l'idée nous plaise tout à fait! Le ML n'est pas une organisation mercantile répondant aux lois du marché... Effectivement, n'autoriser la lecture du ML qu'à nos abonnés peut paraître comme un choix en contradiction avec les idées de gratuité, de liberté que nous défendons. Dans l'immédiat nous rendons disponibles gratuitement les anciens numéros via Internet. Nous sommes également pour le développement d'une formule gratuite et libre consultable en ligne, d'un format plus réduit (type newsletter), conjugué à un site Internet régulièrement mis à jour... Ce à quoi nous travaillons actuellement. Nous n'avons que trop délaissé le champ médiatique 2.0. Il paraît difficile en 2015 de ne se contenter que d'une formule papier.

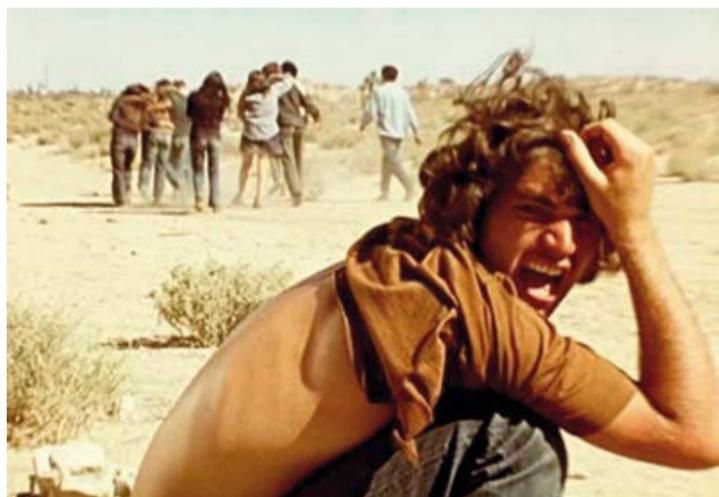
Au sujet de **Lutopik**, nous espérons augmenter les abonnements et la diffusion en général afin de diffuser plus largement les informations que nous proposons. On aimerait également accroître le nombre de contributeurs pour augmenter la diversité du contenu. Pour ce qui est de la presse militante, nous faisons partie de la Coordination des médias libres, qui regroupe une cinquantaine de médias indépendants et des associations d'usagers des médias. Pour eux, pour nous, nous souhaitons que cette presse indépendante puisse avoir plus de visibilité, arrive à se faire entendre. Une presse qui réfléchit, qui explique honnêtement les enjeux importants de nos sociétés, qui met en lumière certaines alternatives, qui donne la parole à des gens qui l'ont rarement, nous semble une garantie importante pour un bon fonctionnement de la société. La presse indépendante peut survivre avec peu de moyens, ce qu'elle a toujours fait au prix de nombreuses disparitions. On peut aussi imaginer qu'elle puisse bénéficier d'un soutien public, qui serait légitime et non honteux en vertu de la mission d'intérêt général qu'elle exerce. Cela redonnerait un peu de crédit aux aides à la presse, qui soutiennent aujourd'hui principalement les gros médias remplis de publicités.

Les difficultés que traverse **Le Monde Libertaire** semblent être partagées par un grand nombre de titres de presse alternatifs et militants (et pas seulement!), les raisons en sont multiples. Accuser le grand capital et les grands groupes de tous nos maux nous semble malhonnête (bien qu'ils n'y soient pas pour rien!), la désaffection du public pour la presse papier est croissante depuis la révolution numérique et la généralisation des réseaux sociaux depuis 2004. Il semble important de ne rien lâcher, de montrer que les anars n'ont pas écrit leurs derniers mots, nous restons optimistes concernant le futur du Monde Libertaire et des très nombreux autres titres qui grâce à leurs animateurs bénévoles continuent d'exister partout dans le monde. Nous vivons une période contrastée mais réjouissante car nous assistons à l'évolution de ce type de support, avec ou sans Internet. En effet tout au long de l'histoire les journaux anarchistes ont été en difficulté: conspués, censurés, interdits, ils restent encore debout. Dans de nombreux pays la crédibilité des journaux avalisés par les différents pouvoirs en place s'écroule; les anarchistes ont une voix discordante à faire entendre, et nous nous y attelons !

L'avenir de **la lettre à lulu**, vingt ans après son lancement, sera celui de celles et ceux qui prendront un jour le relais. Ça fait cucul la praline de dire ça, mais si ça capote, tant pis. C'est pas un truc sacré, patrimonial, indispensable. On l'avait lancé comme un truc éphémère, sans objectif de s'accrocher pour rester. D'autres refonderont des médias différents et adviennent que pourra...

La Brique : Précaires et nécessaires.

Quel avenir imaginez-vous pour votre journal ? Pour la presse militante ?



Media Crisis

La somme totale de notre indifférence

par Peter Watkins

En 40 ans et une quinzaine de films, Peter Watkins a produit une œuvre audiovisuelle majeure. Politique et subversive, aussi bien dans le fond que dans la forme.

Depuis son premier court-métrage, ses films traitent des combats politiques contemporains : antimilitarisme, critique des médias et de l'Etat, mise en cause de la mondialisation... Loin des formes narratives convenues utilisées dans l'écrasante majorité de la production cinématographique (y compris par le cinéma contestataire), il propose des formes et des temporalités originales et expérimente des dispositifs pour impliquer les acteurs, majoritairement non professionnels, dans la réalisation de ses films. Le cinéma de Peter Watkins étonne, et bouscule les codes audiovisuels établis : faux documentaire, fiction parasitée par le style documentaire, vrais ou faux interviews, anachronismes, adresses à la caméra, etc, sont autant de procédés qui lui permettent de critiquer

les médias avec leurs propres outils. Il donne à voir de façon simple et compréhensible la manipulation inhérente à toute image cinématographique révélant l'hypocrisie de la prétendue "objectivité documentaire". Il montre qu'un autre audiovisuel est possible.

Mais la subversion dérange : ses films ont été censurés, ou même interdits. *La Bombe*, réalisé en 1966 pour la BBC, a été interdit d'antenne pendant 20 ans en Angleterre, après avoir reçu l'oscar du meilleur documentaire (pour un film de fiction !) *Punishment Park* est censuré et retiré des salles 4 jours après sa sortie aux Etats Unis et n'a jamais encore été diffusé à la télévision américaine ; *The seventies people* et *Force de frappe* ont été interdits de diffusion, et *La Commune* a été diffusé entre 23h00 et 4h00 du matin par Arte, co-productrice du film. Peter Watkins a dû s'exiler à plusieurs reprises et inventer de nouveaux moyens pour financer ses films, mais n'a jamais cessé de critiquer les médias avec acharnement. En 2004 il publie *Médias Crisis*¹, dans lequel il décrit « les processus réactionnaires, autoritaires et totalement anti-démocratiques qui caractérisent les médias actuels ». Aujourd'hui, il prépare un nouveau film et continue à écrire.

¹ aux Editions Homnisphères. Il vient d'être ré-édité en 2015 aux Editions de l'Echappée. Il est aussi consultable gratuitement sur le site de Peter Watkins : http://pwwatkins.mnsi.net/Intro_MedCr_french.html

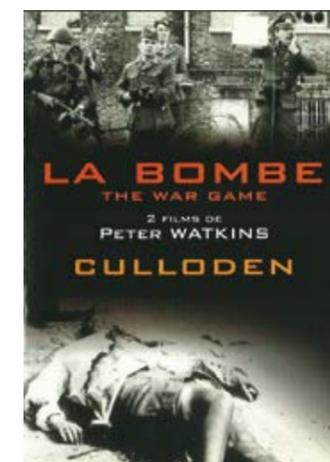
On peut tous identifier, à un degré ou l'autre, le contenu gênant de la plupart des MAVM (médias audiovisuels de masse) d'aujourd'hui, tant en raison de leurs valeurs orientées vers le consumérisme et l'exploitation que de leur flagornerie éhontée vis à vis du capitalisme de marché et des systèmes politiques hiérarchiques. Certains sont même prêts à reconnaître les problèmes croissants que ces priorités causent à la société et à notre planète.

Cependant nous persistons à ignorer systématiquement, à la fois le fait que ce contenu affecte notre subconscient au moyen de la forme audiovisuelle qui le contient, et le process antidémocratique continu qui englobe l'ensemble du rituel.

Nous devons bien comprendre que les mêmes problèmes, contrôle et hiérarchie, entrent en jeu dans les MAVM, dans leur utilisation de la forme et du process, de la même manière que dans d'autres sphères de l'activité humaine. Par exemple, si je veux délivrer un message à quelqu'un qui se trouve dans la salle où je parle, j'ai plusieurs façons de procéder : je peux rédiger mon message sur un morceau de papier, le placer dans une boîte d'acier, fermer le couvercle et lancer la boîte à la personne concernée ; ou je peux m'avancer vers cette personne, m'asseoir, expliquer calmement ce que j'ai à dire, attendre la réponse – et peut-être y répondre en retour. Je donne cet exemple un peu théâtral pour appuyer l'idée centrale que n'importe quel message est coloré par la manière dont il est délivré.

Au milieu des années 70 j'avais été invité par l'université de Columbia à New York City pour donner une série de cours sur le rôle des MAVM. Au fil de notre analyse du langage formel intrinsèque de certains genres de médias audiovisuels de culture populaire (dont les informations télévisées et les séries dramatiques), les étudiants et moi avons découvert l'usage standardisé de "la Monoforme" (ainsi que nous l'avons appelée) qui caractérise 90 à 95% de la production cinématographique et télévisuelle. Nous avons comptabilisé non seulement le nombre de coupures de plans dans chaque émission, mais aussi la fréquence à laquelle la caméra changeait de perspective durant un plan (zoom, panoramique, titrage, etc.), nous avons également examiné des facteurs tels que le temps alloué au développement d'une opinion des téléspectateurs en opposition à celle des professionnels, à l'intensité de la bande son en opposition au silence, etc.

Ce qui est ressorti de notre étude, c'est que la télévision reflète la structure filmique hiérarchique développée par Hollywood au début du 20^e siècle ; une structure pensée, pour des raisons commerciales, de façon à enfermer l'audience dans un rôle passif, via un langage systématique d'impact. À Columbia, nous avons relevé la brièveté des scènes (ou des plans) : dans les années 70, leur durée moyenne était d'environ 7 secondes (aujourd'hui, elle est de 3 ou 4 secondes, et souvent moins). Tout aussi dérangelantes étaient la répétitivité et l'uniformité des coupes, et le fait que, quel que soit le genre traité



(informations, culture populaire, drame ou documentaire), et sans considération du sérieux ou de la légèreté du sujet, l'utilisation du temps, de l'espace et la structure étaient absolument identiques.

Une réponse pas vraiment atypique à cette information est "oui, et alors ?" – ce qui est en partie le problème. Pour tout un tas de raisons, nous n'avons jamais, à un point extraordinaire, remis en cause l'impact de la structure langagière d'Hollywood (sa forme). Par "nous", j'entends les centaines de milliers de professionnels travaillant dans tous les secteurs des médias audiovisuels et papier – les enseignants (spécialement ceux qui enseignent le cinéma, le journalisme, les médias et la communication, y compris les nouvelles formes de médias numériques, et autres secteurs apparentés dont les études culturelles et sociales) – tout autant que les activistes travaillant dans les innombrables associations et mouvements alternatifs. Je distingue ces professions et modes d'engagement social parce qu'ils font partie de ce secteur de la matrice sociale où l'on s'attendrait à trouver la pensée la plus critique au sujet de la *media crisis*¹. Au lieu de quoi nous ne trouvons virtuellement rien. Bien sûr il y a des exceptions dans ces domaines – quelques individus épars à travers le monde – mais le contre-poids de ceux qui se conforment au piège des pratiques établies de l'audiovisuel (et de l'imprimerie) est colossal. Et cela inclut bien sûr la grande majorité du public.

"Établies" – mais par quoi ? Nous devons ici considérer toute l'époque depuis l'avènement du média audiovisuel, y compris quand les humains ont choisi le divertissement passif plutôt que l'implication active dans la gouvernance de la planète. Nous devons prendre en compte les innombrables professionnels qui ont non seulement nourri et enseigné le process du divertissement Monoforme, mais

aussi qui ont été complices d'une répression rigoureuse pour s'assurer que rien ne vienne faire de vague sur cet étang consensuel. La marginalisation des voix critiques au sein des systèmes d'enseignement des MAVM – pour s'assurer qu'elles n'atteignent ni le public ni les étudiants – est un phénomène qui a été enseveli dans un silence professionnel et public depuis trop longtemps.

On peut spéculer que ce silence a été également causé par la nature inhérente et l'impact de la forme même du langage audiovisuel. Notre société est enfermée dans toute une série de structures temporelles, qui vont du calendrier fixé aux agendas imposés à l'école ou au travail, aux routines domestiques, etc. – où la dictature de l'horloge restreint notre capacité à bouger librement et réagir spontanément. Ajouter à cela les restrictions temporelles imposées par la Monoforme audiovisuelle – depuis les limitations absurdes des programmes télé à l'impact de juxtapositions fragmentées et de plans toujours plus rapides – et le résultat est une alchimie qui impacte sérieusement la réflexion critique sur l'état du monde, ses systèmes politiques archaïques et la dégradation environnementale qui en résulte.



Dans cette *crisis*, la problématique de la standardisation du média audiovisuel, mentionnée plus avant dans ma description de notre travail à l'Université Columbia, est intégrale. La *Monoforme* n'est qu'une des nombreuses possibilités de formes de langage au sein du potentiel fluide et complexe des médias audiovisuels. Assurément, les plans rapides et les structures rigoureusement contrôlées y ont leur place. Mais la *crisis* actuelle ment dans le fait même que les professionnels du cinéma commercial et de

la télévision, et beaucoup d'enseignants des médias, allèguent que la *Monoforme* est la seule forme viable de communication audiovisuelle avec le public, et de fait refusent toute discussion au sujet de son impact à long terme sur le public, les étudiants et les écoliers. Ils refusent de considérer la viabilité de formes de langages plus complexes, où le public aurait le temps l'espace structurel pour réfléchir et interagir.

Que se passerait-il si cette structure *Monoforme* était appliquée à la peinture, à la sculpture, au théâtre, à la littérature, la poésie ou la musique ? Bien sûr, ces autres formes d'expression ont elles-aussi été soumises à des contraintes commerciales et aux exigences du marché, mais aucune d'entre elles n'a été aussi désastreusement asservie à la demande de conformité et de standardisation que ne l'a été le média audiovisuel. Et aucune ne traite ses collègues "dissidents" avec le même niveau d'intolérance et d'irrespect.

Laissez moi présenter brièvement trois exemples de résistance à l'examen critique de la *media crisis*.

En France, le système éducatif a lancé une nouvelle option film et vidéo dans les lycées et les collèges. Étant donné le record de conservatisme dans l'enseignement des médias, on peut raisonnablement supposer que cette "nouvelle" option sera plus ou moins de la même

veine, c'est à dire qu'elle enseignera la *Monoforme*. On pourrait presque imaginer la pensée officielle : "Frappez tant qu'ils sont jeunes". J'ai écrit à plusieurs professeurs de lycée impliqués dans cette récente pédagogie des médias, pour savoir s'ils incluaient quelque base critique que ce soit. Nul n'a répondu.

J'ai été pendant des années abonné au *Guardian Weekly* (comparable, dans son regard critique, au *Monde Diplomatique* en France). Le *Guardian* a généralement des articles plutôt perspicaces sur une grande variété de problèmes globaux – mais jamais, au grand jamais il ne critique le rôle des MAVM, et encore moins la *Monoforme*. Une des rubriques du *Guardian* invite les abonnées à se présenter et à donner leur avis sur le journal. Jamais je n'y ai lu de critique sur le rôle des médias, pas plus qu'une quelconque allusion au manque de couverture de ce problème spécifique par le journal lui-même.

Le mouvement social global AVAAZ utilise un système de pétitions en ligne pour alerter le public et agir sur des problèmes majeurs variés. Je n'y ai jamais vu de pétition qui dénoncerait les priorités fixées par les médias, et encore moins le problème de la *Monoforme*.

Je cite ces exemples pour illustrer le fait qu'on a laissé la *Monoforme crisis* planer, ignorée par tous, au delà de toute prise de conscience et de toute action critique durant les dernières décennies. Dans quelques milieux professionnels, sociaux ou politiques, c'est incontestablement le résultat du silence et du manque d'information critique sur le sujet, tant de la part des médias que du système éducatif. Dans d'autres cas, les priorités humaines sont directement complices de cette *crisis*. Elle est dictée par et se manifeste dans les intérêts personnels, l'ambition, le prestige, le pouvoir, la corruption économique, l'amour des grands festivals de cinéma, le refus de soutenir les collègues critiques – y compris en les marginalisant pour maintenir le train des opportunités sur les rails. Elle se manifeste dans le fait d'empêcher les voix critiques d'atteindre les étudiants, et de les soumettre à des préférences personnelles de genres filmographiques plutôt que d'initier un rigoureux processus de questionnement du rôle des médias. Elle menace de chômage les jeunes réalisateurs qui ne suivraient pas la voie de la *Monoforme* ; elle demande aux réalisateurs de documentaires d'adhérer aux restrictions de plans et aux règles de "l'objectivité" s'ils veulent être financés, elle enseigne aux étudiants que la réalisation professionnelle s'appuie sur un système éditorial de "capture d'audience" grâce à l'"impact" plutôt que d'offrir d'espace et de temps pour la réflexion et la remise en cause, etc.

Il est probable que ces mots vont réveiller la vieille accusation qui voudrait que je sois "hystérique, paranoïaque et arrogant". Ce à quoi je ne peux que répondre : autorisez, pour la première fois, un débat professionnel ouvert et public au sujet de toutes ces questions, et voyez ce que d'autres (y compris ceux qui ont souffert de l'imposition de la *Monoforme*), ont à en dire. Alors j'accepterai n'importe quelle plainte qui me serait soumise.

Peter Watkins
Pour le *Monde Libertaire Felletin*, 2015



Filmographie :

- 1959 **Journal d'un Soldat Inconnu**
- 1961 **Les Visages Oubliés**
- 1962 **Dust Fever**
- 1964 **La Bataille de Culloden**
- 1966 **La Bombe**
- 1967 **Privilege**
- 1969 **Les Gladiateurs**
- 1971 **Punishment Park**
- 1973 **Edvard Munch**
- 1975 **The Seventies People The Trap**
- 1977 **Force de Frappe**
- 1987 **Le Voyage**
- 1991 **The Media Project**
- 1994 **Le Libre Penseur**
- 2000 **La Commune (Paris, 1871)**

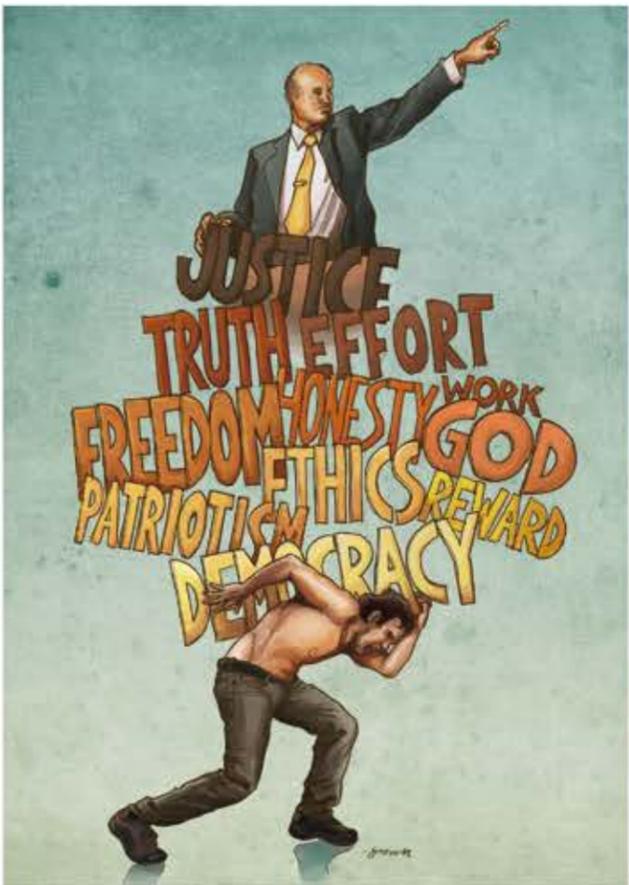
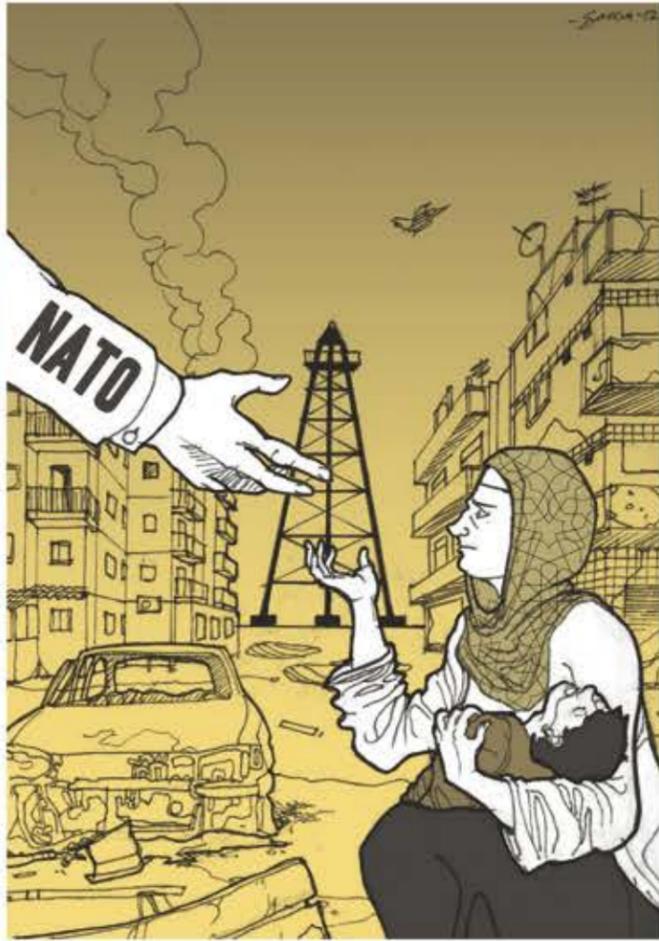
¹ NDT : Une traduction littérale de « crise des médias » serait restrictive au regard du sens que donne Peter Watkins à cette expression, englobant tout autant la crise démocratique au sein même du fonctionnement des médias que la crise d'émancipation culturelle.

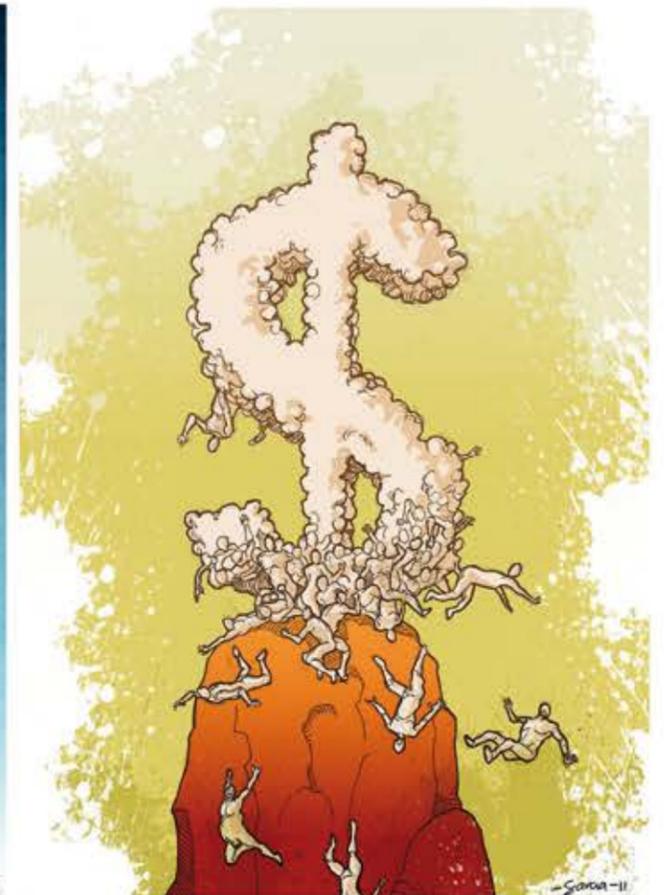
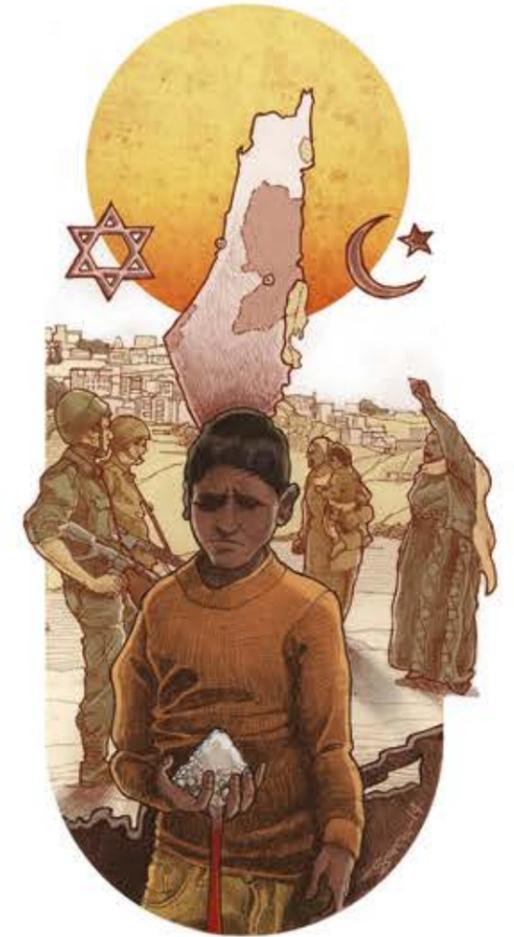
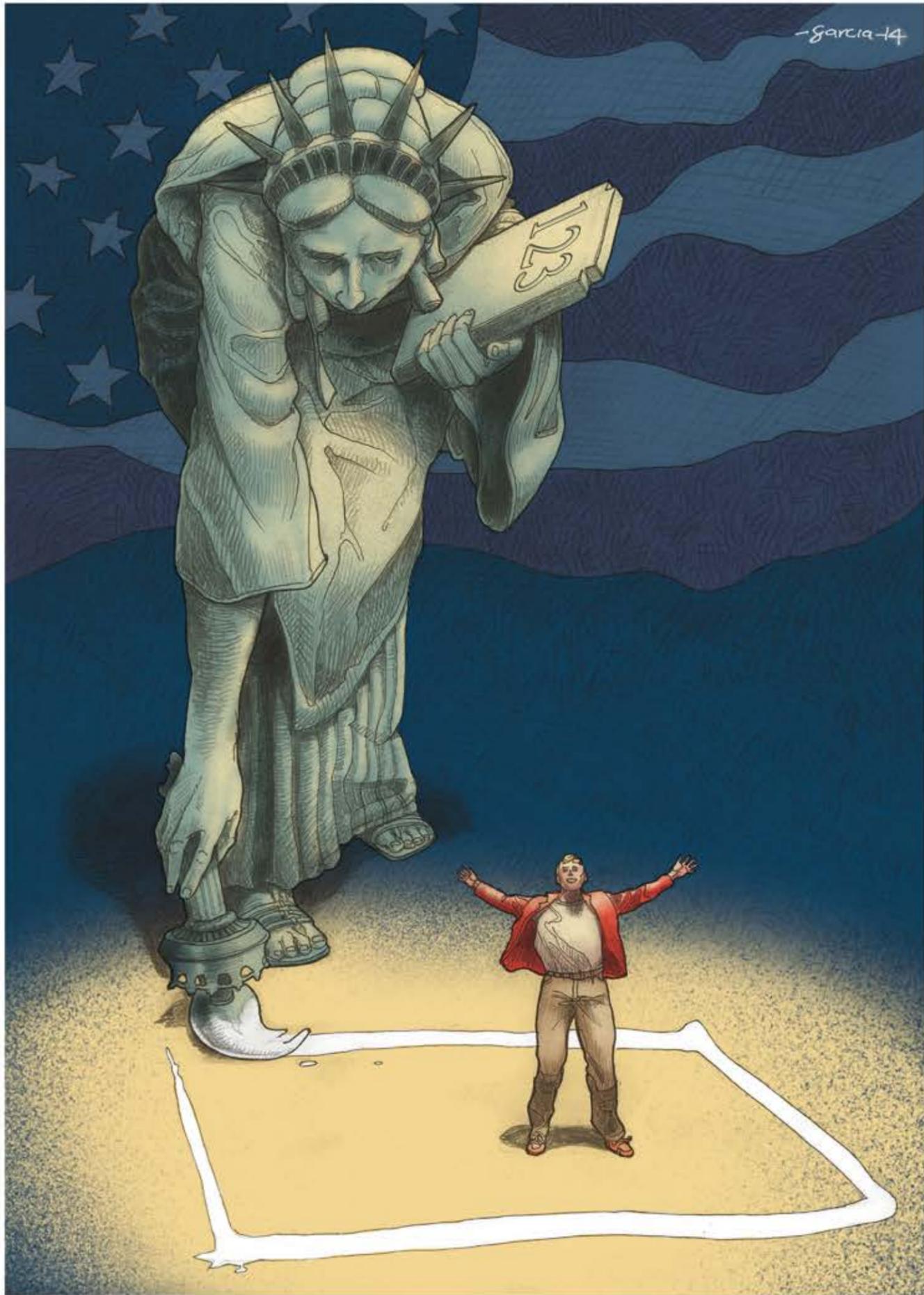


CEUX QUI PHILOSOPHENT DISGRÂCE

DANIEL GARCIA









La place des femmes dans les medias

Pour les médias, les femmes sont-elles des sujets ou des objets ?

En 1995, la commission Femmes de la Fédération Anarchiste a réalisé une exposition intitulée *Du sexisme ordinaire : Impressions sur papier*.

Il s'agissait, à partir de l'examen des photos, dessins, mises en scène ou mises en pages de médias écrits (journaux quotidiens, revues professionnelles, presse féminine, catalogues, affiches, à l'exclusion de tout support à visée pornographique), d'analyser le regard porté sur les femmes et les hommes par les journalistes, photographes, graphistes, publicitaires. Une trentaine de panneaux décrypte cette oppression quotidienne et dénonce une image des femmes dégradante, humiliante, morcelée, qui agresse toutes et chacune dans notre identité, qui bafoue notre dignité. La banalité et la fréquence de ces agressions sont telles qu'elles en deviennent invisibles, insidieuses, au point qu'on en oublierait de les combattre,

Un sexisme construit dès le moyen-âge : la femme représente les maux de la terre (« *il ne peut arriver par elle que dommages et tristesses de toutes sortes* »), la ruse, la malice (« *Eve cajole tant et si bien son compagnon que celui-ci ne peut lui résister...* »), tandis que les attributs accordés à Adam par Dieu sont la force, la réflexion, le courage¹.

Une étude, réalisée sur 25 numéros de *Libération* entre mai et juillet 1995, montre que, sur les 7 ou 8 photos présentes en moyenne à la une de chaque numéro, 6 représentent des hommes. Et dans les pages intérieures, 80% des photos illustrent des hommes. Le bilan quantitatif n'est pas très brillant ; quand on se penche sur le bilan qualitatif on est d'autant plus effarées. Ainsi, les photos de femmes ont pour thèmes : la femme exploitée, la femme réfugiée, la femme victime, la femme au foyer, l'épouse de, la mère de, la fille de, l'objet sexuel, la putain.

L'image des femmes dans la publicité n'a rien à envier à l'image des femmes dans les médias dits "objectifs" : caricatures, stéréotypes, exploitation sont légions, tout est bon pour faire vendre : c'est une banalité mais constatez-en vous-même la répétition !

Ce slogan concluait l'exposition : « *Affichées, promotionnées, consommées, violées, Y'en a marre ! Réagissons !* ». Ce travail collectif a permis de réaliser à quel point le sexisme était banal, quotidien et qu'il n'épargnait personne, et les nombreux débats réalisés avec ce support ont appris aux participant.es à lire les images et les discours avec des lunettes féministes !

En 1999 paraît une enquête sur la place des femmes dans les médias : *Dites-le avec des femmes, le sexisme ordinaire dans les médias*. Ses auteures, Virginie Barré, Sylvie Debras, Natacha Henry et Monique Trancart ont croisé leurs regards pour livrer, non sans humour, les constats de deux analyses statistiques coordonnées par l'Association des Femmes Journalistes (AFJ) : la première portant sur le contenu de 20 médias dans 77 pays au cours d'une seule journée (le 18 janvier 1995) ; la seconde, menée de septembre 95 à août 96, épiluchant sept médias français². Les résultats des deux enquêtes s'entrecroisent finalement d'assez près, et les chiffres sont éloquentes. Pour cinq à six hommes cités dans l'information, une seule femme. Et encore faut-il tenir compte d'autres variantes, telles que la profession ou la victimisation. En effet, l'activité la plus fréquente des femmes présentées dans ces médias est justement l'inactivité : 34,5 % d'entre elles sont citées sans aucune référence à une activité professionnelle. Et les sujets où elles sont le mieux représentées sont le logement (33 %), les questions d'éducation et de garde-rie (30 %), les crises internationales (25 %) et les arts et variétés (25 %). Les hommes étant généralement plutôt interrogés sur des sujets touchant à la défense nationale, aux négociations internationales, à l'économie

¹ Source : Le Roman de Renart

² *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *La Voix du Nord*, *L'Yonne Républicaine*, *France Inter* (journal de 8 h.) et *France 2* (journal de 20 h.)

et aux affaires, à la guerre, au terrorisme... Dans le même ordre d'idée, les femmes dans l'info sont souvent présentées comme des victimes (une sur six contre un homme sur quatorze). Ce qui tend à légitimer l'idée qu'elles seraient plus en danger (notamment la nuit) que les hommes. Cette manière de montrer les choses est non seulement fautive, mais elle est aussi manipulatoire. Infantilisées, les femmes sont aussi très souvent invisibilisées : une sur trois est anonyme contre un homme sur sept. Et dans un cas sur treize les journalistes se contentent de citer leur prénom alors qu'ils ne prennent cette liberté que pour un homme sur cinquante. Autre constatation, tout aussi éclairante, 1/3 des personnes interrogées dans ces médias, pour 95-96, sont des politiques. Et dans ce tiers seulement 6 % de femmes. Il faut dire que la tendance des médias à privilégier essentiellement l'information "institutionnelle" et les dirigeants ne favorise guère leur présence. Enfin, quand les journalistes daignent interroger des femmes c'est souvent sur le mode de la familiarité. Le tutoiement est alors de mise et les femmes ont alors une fâcheuse tendance à perdre en route leur patronyme...³

Ces deux exemples d'analyse n'ont, hélas, pas pris une ride : vingt après les choses n'ont guère changé !

Quelle place des femmes dans le métier de journaliste ?

Les femmes sont arrivées tard dans la profession (dans les années 30, 98 % des journalistes étaient des hommes).

Selon l'Observatoire des métiers de la presse, elles représentaient en 2014 46,4% des journalistes (elles étaient 40% en 2000) mais elles ne sont que 41,1% à la télévision contre 48,1% dans la presse écrite. L'équilibre est inversement proportionnel à la hiérarchie des postes occupés : si elles représentent presque 49 % des reporters rédacteurs-trices, elles ne sont en revanche que 44 % chez les chefs de rubrique, d'agence ou de service, 36 % chez les rédacteurs en chefs, et à peine 26 % chez les directeurs de publication ou de rédaction. Alors qu'elles forment près des 65 % des secrétaires de rédaction...

Les salaires n'échappent pas à la situation générale : un reporter rédacteur homme gagnera en moyenne 229 € de plus qu'une collègue, un rédacteur en chef homme 553 € de plus. Et en ce qui concerne les types de contrats, près de 78 % des hommes sont en CDI contre 70 % des femmes, tandis que 18 % sont pigistes ou en CDD contre 25 % des femmes⁴.

3 Extrait du débat animé par Acrimed et reproduit par La Vache Folle, n°24, oct.-nov. 99, p. 14-15

http://www.acrimed.org/article188.html

4 Source : http://data.metiers-presse.org

D'après l'enquête de la Scam, "De quoi vivent les journalistes ?" de novembre 2013, le déséquilibre hommes-femmes est marquant. Alors que leur poids dans l'enquête est équivalent, les femmes représentent 62% des plus bas revenus (soit moins de 20 000 euros par an) et seulement 16% des plus hauts (supérieurs à 100 000 euros par an)⁵.

Des rapports officiels confirment les analyses féministes

En 2008, un rapport signé par Michèle Reiser et Brigitte Grésy sur *L'image des femmes dans les médias* montre que les femmes restent trop souvent "invisibles" ou "secondaires" dans nombre de médias français (radio, télévision, presse, internet). Il met en lumière le décalage toujours important entre la vie des femmes aujourd'hui et leur place et leur image dans les médias, ainsi que la persistance de stéréotypes. Les femmes représentent en effet aujourd'hui plus de 43% des journalistes, une proportion qui devrait croître puisque 60% des élèves en écoles en journalisme sont des filles. La commission constate que les femmes sont toujours moins présentes dans le contenu et dans l'expression ou le temps de parole. Les femmes présentes dans les médias "sont plus anonymes, moins expertes, davantage victimes que les hommes" souligne le rapport. La commission propose notamment la création d'une mission pérenne de suivi des stéréotypes féminins dans les médias⁶.

La Commission sur l'image des femmes dans les médias prévue par le rapport de 2008 est créée. Afin d'inscrire dans la durée la vigilance sur cette question, elle propose une démarche d'autorégulation portée par les médias, visant à améliorer la place des femmes dans les médias. Un acte d'engagement est signé entre les représentants des médias, la Commission sur l'image des femmes dans les médias et la ministre chargée de l'égalité En 2011, un nouveau rapport, réalise un bilan de cette démarche : *Les expertes : bilan d'une année d'autorégulation*⁷.

Le sexisme des médias pointé du doigt

Le 20 octobre 2014, un rapport concernant la lutte contre les stéréotypes sexistes et pour l'égalité femmes-hommes dans les médias, l'éducation et la communication institutionnelle a été remis à Marisol Touraine, Ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes et à Pascale Boistard, Secrétaire d'État aux Droits des femmes. Publié par le Haut Commissariat à l'Égalité entre les femmes et les hommes, ce rapport dénonce le sexisme présent dans les médias et l'éducation.

Actuellement, seul 32% du temps de prise de parole est occupé par des femmes dans les médias et dans les manuels scolaires, ces dernières ne constituent que 10% des personnages présentés. Les subventions de l'État sont de 281 millions d'euros dans le marché des manuels scolaires, 880 millions dans celui de la communication institutionnelle, pour aller jusqu'à 3 milliards d'euros dans l'audiovisuel public.

Le HCEfh formule 34 recommandations afin d'engager une démarche progressive, globale et structurante en deux étapes :

- d'abord rendre visibles les stéréotypes de sexe. Pour cela, le HCEfh propose des outils, sous la forme de grilles d'indicateurs – en priorité à destination de 3 familles d'acteurs et actrices des médias, de la communication institutionnelle et des manuels scolaires ;

- ensuite généraliser le mécanisme d'éga-conditionnalité des financements publics. Ce mécanisme consiste à subordonner tout ou

5 http://prenons-la-une.tumblr.com/post/78536742377/les-femmes-representent-62-des-plus-bas-revenus#

6 http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/084000614.pdf

7 http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/114000703/index.shtml

partie des financements publics transférés à un tiers au respect de l'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les stéréotypes de sexe. L'éga-conditionnalité constitue à la fois une condition de la juste et efficace utilisation de l'argent public, ainsi qu'un puissant levier de transformation, vers une société plus égalitaire⁸.

Des actions et des luttes de femmes journalistes

Face à ces inégalités, tant dans le traitement de l'information, le sexisme des médias, que de leur place dans la production de la presse écrite et audiovisuelle, les femmes journalistes ont commencé à s'organiser et à protester :

Le site nouvellement créé *Les Nouvelles NEWS* veut donner la parole aux femmes autant qu'aux hommes, faisant le constat que, dans les médias d'information générale, les femmes représentent moins de 20% des personnes citées et sont en général stéréotypées (mère de famille, victime, épouse, anonyme, etc.)... tout comme les hommes : à eux la politique, l'économie, le sport, à elles la vie privée, la mode. Ce n'est pas ainsi que nous vivons, mais c'est ainsi que les médias nous montrent. Et, le plus souvent, nous nous conformons à cette image.

Les Nouvelles NEWS n'est pas un journal féminin : il s'adresse aux hommes et aux femmes. Ce n'est pas qu'un journal féministe : la question femmes n'est pas le seul objet de l'info. Il s'agit de présenter l'actualité à travers le prisme d'une culture de l'égalité, et non pas à travers le prisme d'une culture patriarcale. *Les Nouvelles NEWS* ont publié quatre dossiers sur support papier : *Le Sexe de la ville*, *Le Sexe de l'économie*, *Le Sexe de l'info* et *Les Indicateurs de richesse et bien-être*⁹.

En 2102, lassées de s'entendre répondre systématiquement « *Il n'y a pas de femmes expertes !* », Marie-Françoise Colombani et Chekeba Hachemi ont créé le premier Guide des expertes. Après trois éditions papier, le guide devient un site internet, expertes.eu, lancé par le groupe Egalis, Radio France et France télévisions. Il a pour objectif de participer à la visibilité des femmes dans l'espace public et les médias. Il propose une base de données unique de femmes chercheuses, cheffes d'entreprises, présidentes d'associations ou responsables d'institutions et recense plus de 1200 expertes selon trois profils - Métier, Recherche ou Société civile – abordant plus de 250 thématiques et 2500 mots clés¹⁰.

Le 7 juin 2013 un collectif de femmes journalistes du journal *Les Echos* a fait la "grève des signatures", une première dans l'histoire de la presse. Lassées de se voir sous-représentées dans les hautes sphères de la hiérarchie, elles ont décidé de protester en retirant leur nom des éditions papier et web du quotidien. Alors qu'il y a autant de femmes que d'hommes journalistes dans les rédactions, les 12 postes en rédaction en chef sont tous occupés par des hommes. Comme si les femmes journalistes étaient invisibles ! ... Un an après deux femmes ont été nommées à des postes de rédacteur en chef.

En mars 2014, suite à la dissolution de l'AFJ, le collectif *Prenons la une* est créé et compte 25 membres. Son premier manifeste est publié dans *Libération* le 3 mars. Il dénonce la trop grande invisibilité des femmes dans les médias, les clichés sexistes qui y sont relayés, la difficulté d'accès aux postes hiérarchiques supérieurs, les inégalités de salaire¹¹...

Le collectif réclame notamment :

• l'intégration de la parité dans les critères de déontologie du futur

8 www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/stereotypes-et-roles-sociaux/actualites-3/article/remise-du-rapport-stereotypes-a

9 www.lesnouvellesnews.fr

10 www.expertes.eu

11 http://prenons-la-une.tumblr.com/

Conseil de presse.

• la présence de 50 % d'expertes à l'antenne et sur les plateaux de télévision, en application concrète de « *la juste représentation des femmes dans les médias* », prévue par la loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes ; dont le CSA doit préciser les contours.

• le conditionnement de l'attribution des "aides à la presse" au respect des lois sur l'égalité professionnelle.

• la création de modules de formation, dispensés auprès de tous les étudiants en école de journalisme, sur la lutte contre les stéréotypes et l'égalité professionnelle. Et l'insertion de modules sur ces thèmes dans les offres de formation continue.

Dans une tribune intitulée *Bas les pattes !*, parue dans *Libération* le 5 mai 2015, 40 femmes journalistes dénoncent le sexisme et le harcèlement dont elles sont victimes dans l'exercice de leur profession de la part des élus et responsables qu'elles doivent interviewer.

Exemples : aux *Quatre-Colonnes*, la petite salle où circulent députés et bons mots au cœur de l'Assemblée nationale, c'est un député qui accueille les femmes journalistes par un sonore : « *Ah mais vous faites le tapin, vous attendez le client.* » Ou un autre qui leur passe la main dans les cheveux en se réjouissant du retour du printemps. Au Sénat, c'est un parlementaire qui déplore qu'elles portent un col roulé et pas un décolleté. C'est un candidat à la primaire face à une grappe de micros masculins qui décide de répondre à l'une un jour d'été « *parce que elle, elle porte une jolie robe* ». C'est aussi l'étoile montante d'un parti qui insiste pour voir une autre le soir, hors des lieux et des horaires du pouvoir ; dans le huis clos d'un bureau de député, c'est un élu dont les avances ne s'arrêteront qu'avec la menace d'une main courante pour harcèlement...

« *Ni naïves ni caricaturales, nous savons que notre métier implique de construire une proximité et un lien de confiance avec nos sources. Mais force est de constater que nous ne le faisons pas tout à fait comme nos camarades masculins, intégrant les contraintes du sexisme ambiant: pas de tête-à-tête ou le moins possible, des tenues passe-partout et une vigilance permanente pour conserver le vouvoiement afin de maintenir ainsi la bonne distance entre un journaliste et son sujet. Tant que la politique sera très majoritairement aux mains d'hommes hétérosexuels plutôt sexagénaires, rien ne changera. Nous aurions adoré pouvoir toutes signer ce texte sans avoir à se retrancher derrière l'anonymat. Mais*

certaines d'entre nous sont dans des situations professionnelles compliquées et n'ont pas besoin qu'on rajoute de la discrimination à des conditions de travail délicates. Ne pas subir le machisme pour l'avoir dénoncé, en quelque sorte. En 2015, ce que nous aurions vraiment aimé, c'est de ne pas avoir à écrire cette tribune. »

Et dans la presse militante ?

La consultation des six derniers *Monde libertaire Hors série* donne une image, forcément partielle, mais qui est cependant assez fidèle à la réalité : la visibilité des femmes y reste hélas à peine meilleure que ce que les féministes dénoncent dans les médias commerciaux.

En termes d'organisation, cette année, le comité de rédaction du *Monde libertaire Hors série* est composé de façon paritaire (3 femmes, 3 hommes, tous bénévoles) et affirme sa volonté d'ouvrir largement ses colonnes aux luttes féministes, d'une part en recherchant la parité des expressions, et d'autre part notamment en voulant intégrer, pour chaque thème de dossier abordé, un article portant sur les incidences dudit thème sur les femmes.

Le résultat est cependant loin des ambitions :

- Seulement 27 % des textes sont signés par une femme. Le nombre total de plumes est de 86 (certains en ont écrit plusieurs articles), on compte 55 hommes, 20 femmes et 11 signatures indéterminées (pseudos, initiales ou absence de signature). Les "appels à plumes"¹² sont pourtant largement diffusés dans le milieu militant avant chaque numéro, mais la très grande disproportion du nombre de femmes envoyant des propositions d'article est le reflet exact de ce microcosme militant : comme dans les congrès ou la plupart des groupes locaux, les femmes y sont en large minorité.
- Même lorsqu'un dossier est réalisé sous la responsabilité¹³ d'une femme, la disproportion des expressions reste flagrante. C'est le cas par exemple du dossier sur la santé mentale qui faisait l'objet du numéro 56, entièrement coordonné par une militante : 19 personnes connues dans le milieu de la psychiatrie y sont citées, dont... seulement 2 femmes, reflétant parfaitement un milieu

¹² NDLR : Le comité de rédaction n'a pas pour rôle d'écrire les articles, ni même de "commander" des articles précis à des rédacteurs sélectionnés, mais de recueillir et d'organiser de façon cohérente les propositions d'articles qui lui sont librement envoyées sur le thème proposé. Pour cela, des "appels à plume" sont diffusés, d'abord au sein de la FA, et plus largement dans le milieu militant et chez les contributeurs réguliers.

¹³ NDLR : Il arrive que le comité de rédaction mandate un.e de ses membres pour coordonner un dossier lorsque celui-ci couvre un champ particulièrement technique, et que le/la mandaté.e en question est spécialiste de ce champ.

d'experts sous large domination masculine.

- Sur les six dossiers, trois proposent un article portant sur les incidences du thème sur les femmes, signé par une femme. *Celles de 14* pour le numéro sur la guerre, *Femmes et religions : une haine radicale* pour le numéro sur l'anticléricalisme, *Le corps marchandise* pour le numéro sur la marchandisation du monde. Pour les trois autres dossiers, le comité de rédaction n'a reçu aucun article spécifique, et on ne trouve aucune analyse genrée dans les articles.
- Pour les six portfolios, 3 sont l'œuvre d'hommes et 3 de femmes, dont un (pour le numéro sur « actions directes ») regroupant des illustrations de partitions de chants révolutionnaires tous écrits par des hommes.
- Les textes sont irrégulièrement sexués. Cette irrégularité s'explique par le fonctionnement particulier du comité de rédaction, qui laisse à chaque auteur la responsabilité individuelle de ses écrits, sans censurer ni modifier : on le constate donc, la féminisation des textes est encore loin d'être généralisée dans les cercles des militants.

On pourrait faire porter l'analyse sur le *Monde libertaire hebdo*, le constat ne serait guère différent. On le sait, le milieu militant n'est pas beaucoup plus féministe que la société ! On ne peut que le regretter et citer une nouvelle fois Louise Michel : « Si l'égalité entre les sexes était reconnue, ce serait une fameuse brèche dans la bêtise humaine. » « Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste ! » Faire ce constat, peu flatteur, devrait nous inciter à se poser ensemble des questions : quelles solutions seraient plus efficaces pour améliorer la participation des femmes à toutes les activités de notre organisation ? Nos efforts sont-ils suffisants ?

Osons le pari que nos organisations militantes prendront conscience qu'aucun changement radical de société ne se fera sans les femmes, dans des relations d'égalité avec les êtres humains de l'autre sexe ! Imaginons qu'elles lisent les rapports officiels et qu'elles réfléchissent à leurs propositions ! Espérons qu'elles reprendront les recommandations formulées par plusieurs organisations féministes en mars 2015 quant au rôle de la langue dans la domination, comme dans l'émancipation ! Rêvons d'un monde nouveau, mettant en œuvre dans un même mouvement les belles valeurs de liberté, d'égalité, de gratuité et de solidarité !

Elisabeth CLAUDE

Groupe Pierre-Besnard

de la Fédération anarchiste

émission Femmes libres sur Radio libertaire, les mercredis de 18h30 à 20h30

¹⁴ voir le communiqué : <http://femmes-solidaires.org/?De-l-importance-de-la-semantique>

De l'importance de la sémantique ou 10 mots-clés pour faire avancer l'égalité et les droits des femmes

Des associations féministes (Les Chiennes de garde, La CLEF, Femmes Solidaires, Libres Mariannes, Mouvement HF-égalité dans les arts et la culture, Osez le Féminisme!) se mobilisent à l'occasion du 8 mars, vitrine médiatique pour les droits des Femmes, afin que le vocabulaire médiatique rende justice aux droits des femmes. Pour cela, elles ont réalisé un petit bréviaire journalistique des 10 expressions clés à bannir des ondes.

La langue n'est pas neutre. Elle est le véhicule de la pensée, c'est elle qui donne le sens. Les euphémisations ont un caractère politique. Employons donc les mots justes : sans reconnaissance de la place des femmes dans la société, sans reconnaissance des violences qu'elles subissent et des causes de ces violences, pas d'égalité, pas de démocratie !

- 8 mars : "Journée internationale **des droits des femmes**" au lieu de "journée internationale de la femme" : la femme est un concept bien loin des réalités des femmes dans la vie quotidienne. Le 8 mars est un moment important pour faire le point sur les avancées pour les droits des femmes.
- **Droits humains** au lieu de "droits de l'Homme" (Cf. la campagne de ZéroMacho sur le sujet)¹. Cette terminologie date de la Révolution française qui a exclu volontairement les femmes de la citoyenneté. Seuls les pays francophones parlent de droits de l'Homme, tous les autres pays du monde évoquent les droits humains. Au nom de quoi l'Homme, même avec un grand H (que l'on n'entend pas, même si on le lit), engloberait toutes les femmes ?
- User du féminin pour les noms de métiers, les grades, les titres et les fonctions occupés ou portés par des femmes : artisane, compositrice, etc... les noms de métiers, grades, titres et fonctions existent dans la langue française, il faut les utiliser quand on parle d'une femme².
- À l'inverse, user du neutre lorsqu'il s'agit de stéréotypes féminins : "4h30, à l'école, c'est l'heure des parents", et non des mamans.
- **Gestion raisonnable** au lieu de "gestion en bon père de famille", une notion dépassée qui a disparu le 21 janvier 2015 du droit français.
- Violence **contre les femmes** au lieu de violences "à l'égard des femmes" : contre marque l'oppression, tandis qu'à l'égard connote une certaine considération, un respect qui n'ont rien à faire dans la violence
- **Viols** au lieu d'"agressions sexuelles". Les viols sont des crimes, les agressions sexuelles des délits : parler d'agression est une minimisation.
- **Elle a été violée, il a violé une femme**, au lieu de "elle s'est fait violer". Les victimes subissent, elles ne sont pas actrices du viol, elles ne l'ont pas "cherché". (Cf. la différence entre « se faire tatouer » et « être tatouée » ou « il a tatoué »)
- **Aggression sexuelle, agresser sexuellement** au lieu de abus, abuser
- **Mutilations sexuelles féminines** au lieu de "mutilations génitales", expression qui relègue les femmes à leur fonction phy-

¹ <https://zeromacho.wordpress.com/author/zeromacho/>

² cf. *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin* d'Eliane Viennot aux éditions iXe, 2014

Les dessous pas très chics (et plutôt chocs) de la Presse Professionnelle

Comme tout secteur contrôlé par le système capitaliste, la presse dans son ensemble est soumise aux lois du marché, en général au profit de grands trusts organisés. Mais certains titres de presse (et notamment professionnels) sont mus par une autre finalité : garder un contrôle sans partage sur un secteur économique. Banquiers, assureurs, laboratoires pharmaceutiques, grande distribution, artisans ou encore agences de tourisme... les organes de presse spécialisés (en général distribués uniquement sur abonnement) étaient jusqu'ici restés bien au chaud dans le giron de leurs syndicats (professionnels ou patronaux) et fédérations. Mais face à l'évolution sociétale, ces titres ont aujourd'hui une priorité commune : diminuer les coûts exorbitants d'une parution papier et se tourner petit-à-petit vers la presse en ligne. Pour se faire, il faut investir et surtout rester rentable. Petit voyage au pays « à flux tendu » de la presse pro.

Vent de panique au pays de la presse "pro" sous tutelle des grands groupes

Le choc est récent : il y a tout juste deux ans, le marché de la presse pro, contrôlé par les grands groupes, est sorti de sa léthargie et s'est affolé lorsque le magazine spécialisé CB News a été repris par Startinvest, une société d'investissement dont l'ambition est d'offrir des « solutions digitales aux professionnels des médias et de la communication ». Parallèlement, le web-entrepreneur Alexis Caude faisait main basse sur la branche santé de Wolters Kluwer France, qui cible les infirmiers et les vétérinaires. Dans le même temps, le géant anglo-néerlandais des médias Reed Elsevier revendait ses titres *Stratégies* (consacré au marketing d'entreprises) et *Variety* (consacré à l'industrie du spectacle) à l'américain Apax Partners, qui ne fera que poursuivre sa stratégie de la digitalisation de ses activités.

La fin annoncée du dernier refuge des journalistes s'étant vus refuser l'accès à la presse dite généraliste ? La fin d'un temps où un journaliste pouvait être embauché pour son expérience dans un secteur professionnel ?

La France est loin d'être épargnée par ce phénomène de rachats : *Infopro Digital*¹, après avoir racheté le groupe *GISP*, vient de finaliser un rapprochement avec le groupe *Moniteur*². Le nouvel ensemble, très rentable, a donné naissance au nouveau leader français de l'information professionnelle, avec un chiffre d'affaires de 300 M€ et un effectif de 2000 salariés. Autant dire de la haute volée : les équipes rédactionnelles ne vont sûrement pas tarder à devoir se spécialiser, non plus dans l'expertise de leur secteur donné, mais plutôt dans l'expertise de la rentabilité, l'exigence d'un "écosystème digital" (représentant déjà 73 % du CA du groupe) étant clairement annoncée. Avec pour conséquence toujours moins de salariés, toujours plus de pigistes et de personnels précaires jetables à convenance ou pour raison "d'ajustement", selon le contexte économique. Et bien sûr, toujours plus de publicité.

De fait, tout un pan de la presse professionnelle ne sera plus jamais indépendante (comme ce fut le cas dans un lointain passé, par exemple pour *L'Argus de l'assurance*) et va devoir se soumettre au bon vouloir des actionnaires et des annonceurs. Un système qui fera surtout le bonheur des plus grandes entreprises, seules à avoir les moyens d'investir dans des campagnes publicitaires de plus en plus coûteuses.

Dans le secteur de la presse pro, l'avenir est à la priorité de l'économique sur l'information, la rarefaction des titres de presse pro, l'orientation vers des sujets favorisant les plus gros annonceurs. La fin d'un monde jusqu'alors relativement préservé.

Une presse pro "indépendante" ... vraiment indépendante ?

Qu'importe si la "grande" presse pro, soumise aux grands groupes, devient l'apanage du grand capital ? Ne restera-t-il pas toujours une presse plus épargnée : celle dite indépendante ?

Je travaillais dans ce milieu peu connu du grand public, puisque plutôt réservé aux initiés d'un secteur. Le contexte, s'il y est différent, n'est pas pour autant plus indépendant. Premier constat : des titres tels que la *Revue Banque, Pharmaceutiques, La Revue du courtage, Le Monde des Artisans*, pour ne prendre que ces exemples, appartiennent ou sont sous le contrôle, respectivement de la Fédération bancaire française, du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, de la Chambre syndicale des courtiers d'assurances, et de l'Assemblée permanente des Chambres de Métiers. Après avoir appris le métier de journaliste à *Libération* dans les années 1970 et après avoir exercé plusieurs autres métiers (au milieu de mon parcours professionnel entrecoupé de plusieurs licenciements économiques), je suis retourné à mes fondamentaux. D'abord comme pigiste, puis journaliste et enfin rédacteur-en-chef, j'ai pu exercer dans au moins trois des titres cités plus haut. J'y ai appris beaucoup sur leur fon-

ctionnement. En tant que pigiste, il m'était réservée la tâche de faire de petits reportages, la plupart du temps auprès d'annonceurs d'une de ces revues. J'ai pu pénétrer ainsi dans le monde "merveilleux" de la pharmacie et para-pharmacie ou de l'artisanat. Pour l'artisanat, je dois dire que je me suis éclaté. On me demandait par exemple d'aller enquêter sur le roquefort (voyage payé). Grand naïf, j'avais rapporté à la rédaction un papier expliquant l'histoire de ce fromage. La boîte privée pour laquelle je pigeais et qui sous-traitait pour l'organe me fit vite comprendre que ce n'était pas pour faire rêver sur la naissance magique du roquefort qu'on m'avait embauché mais simplement pour en faire la promotion et insister sur la labellisation du produit. Je compris vite que mon employeur ne m'avait pas envoyé à Roquefort pour y faire de la poésie ! Pareil pour le secteur pharmaceutique. Je le quittai avant de devenir le fer de lance des grands labos cherchant à venter les qualités de leurs produits par rapport à ceux de la concurrence.

Mais il fallait bien manger ! J'ai donc fini par obtenir le statut de journaliste pigiste régulier dans deux revues du secteur de l'assurance. Et là, je compris également assez vite que ce que l'on me demandait, c'était tout simplement de vendre la soupe des grands acteurs du secteur, qui sont souvent les annonceurs (il n'y a pas de petits profits...). Le hasard me fit finalement atterrir au poste (tant convoité, quand on débute dans le métier de pisse-copie) de rédacteur-en-chef, dans une revue des deux apporteurs d'affaires des assureurs (les agents généraux et les courtiers). Je me suis dit alors : « *Tiens, être rédacteur-en-chef me garantira une liberté dans la presse pro, que je n'aurais jamais eu dans la presse généraliste et que je n'ai d'ailleurs, par conviction politique, jamais souhaité avoir.* ». Grand bien m'en fasse : je me suis vite aperçu que dans la presse pro dite "indépendante", on n'échappe pas plus à la censure, aux contraintes de la ligne politique de la maison que l'on est censé représenter. Si la personne qui m'embaucha à ce poste me fit miroiter une occasion d'exercer un métier passionnant et de diriger une équipe de journalistes pigistes compétents en toute indépendance éditoriale (loin des politiques du Syndicat patronal propriétaire), ce ne fut à peu près le cas que lorsqu'il était le directeur de la rédaction de la revue. Mais, dans ce genre de milieu (les syndicats professionnels), les responsabilités tournent souvent là où le vent du pouvoir les poussent et les responsables éditoriaux trop "coulant" sont vite remplacés par des personnages plus influents dans le secteur. Souvent issus des structures des plus grands adhérents de ces syndicats. Durant les premières années, on me laissa à peu près mener mon équipe comme bon me semblait et nous avions d'excellents rapports entre pigistes et graphistes. Mais très vite le couperet tomba. On me demanda des comptes (les syndicats patronaux de ces secteurs ayant peu de moyens financiers, puisqu'ils ne sont financés que par leurs adhérents, qui ont d'autres priorités pour la profession que de faire une belle revue indépendante). Donc, on me demanda avant tout de subventionner l'équipe en augmentant potentiellement le nombre des abonnés (en pleine crise économique et avec la défiance connue de la presse papier...), et naturellement, d'augmenter les chiffres de la publicité, le nerf de la guerre ! De fait, obligé de faire rentrer de l'argent pour pouvoir payer l'équipe rédactionnelle, je me transformais pour la première fois de ma vie, en marchand de soupe. Un vrai cauchemar. En effet, très vite, la direction du syndicat me fit remarquer que je ne devais pas privilégier les grands acteurs du secteur et ouvrir la pub aux plus petits. Facile à dire, mais comme les petits acteurs n'avaient pas les moyens de payer les tarifs de la revue, je finis par faire admettre que je n'avais qu'une seule solution pour les faire venir : casser les prix. Dans ce petit milieu financier où tout finit par se savoir, les "grands" surent que je privilégiais les "petits" et se plaignirent à mes chefs. Ces derniers trouvèrent une solution miracle : il n'y avait qu'à réduire le prix, et trouver des "grands" et des

"moyens" acteurs ! Le journal fut de moins en moins indépendant, puisque de plus en plus dépendant des grands annonceurs. On me fit comprendre à demi-mot (comme toujours dans les milieux feutrés des syndicats professionnels), que si je voulais attirer ces différents annonceurs il fallait naturellement que notre équipe de journaliste les interviewe régulièrement. Notre équipe entra dans un tourbillon infernal. Il faut en effet aborder ici le cas des journalistes pigistes (que par la force du poignet je finis par faire salarier et faire en sorte qu'ils obtiennent des congés payés et autres avantages.)

Après mon départ (inespéré du journal, pour cause d'une grave maladie qui tomba à pic) il fut demandé aux pigistes de ramener de la pub en même temps que des interviews, faute de quoi, l'équipe serait réduite par... manque de moyens. On se doute alors combien un journaliste qui interviewe un acteur puis lui demande de faire de la pub dans son journal peut difficilement rester indépendant et impartial. Les pigistes ont refusé, mais jusqu'à quand pourront-ils le faire, d'autant qu'ils ne sont plus aujourd'hui soutenus par un ou une rédacteur-en-chef qui refuse de tomber dans le panneau de la rentabilité ?

Aujourd'hui, quand j'entends de jeunes journalistes me dire vouloir rentrer dans la presse professionnelle "indépendante" et notamment celle de l'informatique et des technologies, comment ne pas sourire ? Mais si ceux qui ont des convictions politiques finiront vite par claquer la porte de ces nouveaux supports médiatiques, combien d'entre eux, fiers de leur titre et de leur condition, accepteront l'inacceptable parce qu'ils « *n'aur[ont] pas le choix* », parce que « *c'est la crise* » et qu'il faut bien vivre, même au prix de quelques sacrifices. Je ne peux plus aujourd'hui supporter mes anciens confrères qui se régalaient aux petits déjeuners et déjeuners organisés pour eux dans les hôtels et restaurants les plus chics de la capitale et se laissent offrir de petits cadeaux, mais discrètement envoyés à leur domicile. J'ai toujours refusé cette pratique, ou alors j'ai tout distribué à tous les salariés du journal en prévenant toujours les gentils donateurs de leur destination finale...

Il ne doit pas rester aujourd'hui beaucoup de titres de presse pro vraiment indépendante. Avis aux apprentis journaliers : méfiez-vous des journaux qui pourraient très vite acheter votre chère indépendance. Ou alors un petit conseil en passant, changez carrément de métier : devenez poètes...

Patrick Schindler
Groupe Claaaash
de la Fédération anarchiste

¹ Groupe dont 56 % du capital appartient à l'américain Apax Partners, cité plus haut
² Éditeur de *L'Usine nouvelle* (secteur de l'industrie), *LSA* (secteur de la distribution), *L'Écho touristique* et *L'Argus de l'assurance*
³ Propriétaire unique des titres *Le Moniteur des travaux publics* et de *La Gazette des communes*

LE LIVRE

dans la bouche de ceux qui l'assassinent.

Is se penchent régulièrement tous à son chevet, politiques, experts, journalistes, faisant assaut de regrets et de lamentations : le livre va mal, plus personne ne lit... Historiquement le livre a toujours été vu et perçu comme étant en difficulté, et chaque époque a connu sa crise de l'édition et du lectorat, souvent lié à un déclinisme nostalgique d'un âge d'or révolu. Personne ne peut cependant nier les difficultés rencontrées actuellement, combinées depuis quelques années à un phénomène relativement nouveau qui ne fait que croître, et que l'on observe dans tout le champ médiatique : la subordination toujours plus grande des différents médias aux plans de com' et autres éléments de langage, qu'ils soient issus des éditeurs, de certains revendeurs en ligne, d'institutions ou même de ce qu'il est convenu de nommer l'interprofession elle-même.

Si certaines pratiques de copinage et autres renvois d'ascenseurs sont souvent dénoncés, de même que les processus de concentration éditoriale et le manque de diversité (sociale, culturelle...) des prétendus spécialistes que l'on voit partout, cet article se propose d'aborder la question sur un plan plus subjectif, afin d'envisager quels livres, objets ou contenus, sont promus dans les médias dits « grand public ». Bien évidemment, toute la production n'est pas à jeter, et il serait malhonnête de mettre de côté la vitalité d'un grand nombre



de revues, sites internet, journaux et autres qui défendent au quotidien leur vision du livre et de ses contenus. Malheureusement, ces divers espaces sont trop souvent cantonnés à un public soit spécialisé (lectorat dit cultivé), soit militant, qui ont souvent du mal à toucher au delà d'un cercle déjà sensibilisé. Entre ces deux pôles, se trouve la majorité de la population, lecteurs ou non, pour qui la prescription médiatique « classique » est souvent décisive.

Sans être évidemment une étude exhaustive, il s'agit simplement de proposer ici des pistes pour penser le rôle des journalistes dans la promotion du livre comme vecteur de création, de connaissance et d'émancipation, ou, pour le dire autrement : voir ce que les médias font au livre.

Une définition pour commencer, à partir de laquelle il sera possible d'évaluer ce travail journalistique : d'après le Syndicat de la Librairie Française, un livre est « un ensemble imprimé, illustré ou non, publié sous un titre, ayant pour objet la reproduction d'une œuvre de l'esprit d'un ou plusieurs auteurs en vue de l'enseignement, de la diffusion de la pensée et de la culture ». Faut-il le préciser, c'est sur les notions de « diffusion de la pensée et de la culture » et d'ensemble imprimé » que se cristallise la question.

En schématisant, trois types de livres sont promus et présentés dans les médias : le livre "à scandale", le succès du moment, et enfin à un niveau plus local, le livre de l'auteur du coin. En ajoutant à ces sujets les remises de prix, au premier rang desquels on trouve le Goncourt et les inévitables marronniers sur les lectures d'été, on a quasiment fait le tour de la question. Un des points communs de ces sujets est l'absence de contenu propre qu'ils proposent : on y trouve au choix des prétendues « bonnes feuilles » choisies par les éditeurs pour alimenter le buzz, qui ne sont pas grand chose de plus que de la publicité, des copier-coller de résumés d'attachés de presse, ou encore la déclaration forcément laudative d'un jury composé d'auteurs célèbres. On a ainsi affaire à des sujets sans distance ni critique, propres à alimenter soit une méfiance (ou même un rejet) sur l'air du "tous pourris", c'est l'édition parisiano-germanopratinne qui s'auto-célèbre, soit à de la polémique bas de gamme, oubliée aussi vite qu'elle a été déclenchée sauf dans certains cas dont l'archétype serait bien évidemment le livre de Valérie Trierweiler. C'est là une véritable opération de promotion du Rien qui est en place : ni le fond ni la forme ne sont jamais évoqués réellement. Réduit à de grosses ficelles publicitaires et marketing complaisamment relayées, le livre est une marchandise comme une autre. Pour preuve récente la couverture médiatique et publicitaire dont a bénéficié *Les charmes discrets de l'intestin, tout savoir sur cet organe mal aimé* publié par les éditions Actes Sud, qui se piquent pourtant de littérature et d'engagement : 3 passages à la radio, 1 à la télé, et 8 articles dans des journaux, dont Le Figaro (2 fois), Lire, et L'Obs, pour 15 semaines dans le Top 20 des ventes. Cerise sur le gâteau, un libraire interrogé pour un journal régional en fait un des romans de l'été, sans que l'on sache bien qui, du journaliste qui reprend bêtement, ou dudit libraire, fait le moins bien son travail !

Autre exemple tout aussi parlant, relevé lui aussi dans la presse locale : le sempiternel article sur les cahiers de vacances, 20 lignes de creux, avec "témoignage" d'enfant, "conseil du libraire" et une seule phrase vite expédiée sur l'efficacité maintes fois répétée de ces mêmes cahiers. Ainsi, alors même qu'il est question d'un produit au mieux inutile, au pire potentiellement néfaste, le journaliste se fait le relais de cette production qui submerge librairies et supermarchés tous les ans, et dégoûte année après année des générations d'enfants. Mais il faut bien vendre...

Et au-delà de ces cas, encore faudrait-il savoir de quel livre on parle : dans cette liste manque à l'appel une grande partie de la production. Pour la fiction, les littératures dites de genre ne sont quasiment jamais évoquées : en dehors des adaptations au cinéma, quand parle-t-on de Science-Fiction et de Bande-Dessinée, genres souvent

perçus comme destinés aux ados attardés ? Et hors succès foudroyant d'un roman policier (au hasard, la série des Millénium) propre à créer une veine littéraire dans laquelle s'engouffrent tous les éditeurs en mal d'inspiration (le polar "nordique", ou "polar de l'été"), quelle place est accordée au reste de la production, celle qui se frotte à la réalité sociale et politique, pourtant aux sources du genre ?

Et que dire des autres types de livres, essais, livre d'arts, livres pour enfants, le plus souvent ignorés, où à peine considérés. Pour les médias dominants, un bon livre est un livre qui se vend bien, qui procurera de l'audience à celui qui en parle (alimentant ainsi un cercle vicieux loin d'être propre au livre : on vend ce dont on parle, on parle de ce qui se vend).. et surtout, dernier critère mais non des moindres, qui est divertissant, sans prise de tête ! Qu'importe la qualité, où les inexactitudes, la lecture ne doit être qu'un loisir. A cet égard, le cas du *Métronome* de Lorant Deutsch, malhonnête intellectuellement, réactionnaire et truffé d'erreurs, mais choucho des plateaux téléés est sûrement le plus flagrant ! Que des voix s'élèvent pour émettre des réserves, la réponse est toute prête : vous pouvez lui reprocher ce que vous voulez, mais il a été lu par des millions de personnes ! Avec des arguments comme ça...

On vend ce dont on parle, on parle de ce qui se vend. Qu'importe la qualité ou les inexactitudes, la lecture ne doit être qu'un loisir.

Entendons nous bien : la question n'est pas nouvelle, mais elle semble avoir atteint un tel niveau qu'elle en devient réellement préoccupante, d'autant plus qu'elle contraste avec une certaine vitalité éditoriale actuelle, et des initiatives stimulantes qui sont loin de bénéficier d'une médiatisation correspondant à leur valeur.

L'autre grand moment où l'on parle du livre (ou du moins c'est ce qui est prétendu), avec là aussi avec une régularité d'horloge suisse, c'est à l'occasion des grandes messes du type Salon du Livre. Et c'est aussi à ce moment que se déploie la deuxième lame du mouvement général de destruction de ce qui fait le livre : la question du contenu étant évacuée, il ne reste plus qu'à régler celle du contenant. Nouvelle frontière de l'édition et pour beaucoup (éditeurs, auteurs, lecteurs) miroir aux alouettes, à travers la promesse d'une commercialisation sans intermédiaires, ou chacun peut librement mettre en vente son texte,

bercé par l'illusion du succès de quelques textes auto édités qui rencontrent un succès fou (quand 99% de ceux ci passent complètement inaperçus). Il est fascinant de remarquer comment chaque année est présentée, à grands renforts d'articles et de reportages sans distance ni même compréhension du fonctionnement de toute une filière, la révolution du livre numérique. Peu importe que les études et autres enquêtes d'opinion démontrent à longueur d'années que la lecture de textes numérisés ne prend pas en France, voir même qu'elle régresse. Tout le monde en parle, et ne parle que de ça. Peu importe qu'un prétendu livre numérique ne soit pas un livre, peu importe que sous couvert de démocratisation de la lecture et d'accès à tous il soit surtout question d'enrichir des grandes firmes pratiquant l'évasion fiscale et faisant bien peu de cas des droits des travailleurs. Le mirage technologique est là, et tous s'engouffrent dans la brèche. On remarque également que nombreux sont les producteurs de contenus journalistiques à proposer également des sélections d'e-book à leurs lecteurs : elle a remplacé la montre comme cadeau bonus pour l'abonné, et permet à peu de frais de faire moderne.

Qu'elle soit issue d'une méconnaissance des sujets, d'une paresse intellectuelle ou de défense d'intérêts des grands conglomérats cette présentation unanimement favorable à la "modernité" et au "progress" pose question, comme dans nombre d'autres domaines. Et à l'inverse, dans les cas où le livre papier est sous les projecteurs, c'est systématiquement ou presque pour vanter un modèle passéiste de librairie forcément poussiéreuse, ou le livre tient plus du grimoire à lire au coin du feu. Bien évidemment, les médias n'ont pour but ni de défendre un certain type de livre, ni un "modèle économique", et le propos n'est pas de défendre à tout crin le livre papier. Mais une meilleure prise en compte de ce qu'implique le basculement en cours serait nécessaire : il y a fort à parier que la domination d'Amazon et consorts aboutisse à terme non seulement à un rétrécissement drastique de l'offre, mais aussi et surtout à une segmentation chaque jour un peu plus grande du lectorat. Le lecteur qui sait ce qu'il veut (ou ce dont il a besoin) saura se débrouiller, pour les autres, qu'ils laissent faire l'algorithme, il saura leur conseiller le clone du livre qu'ils viennent de finir, sûrement publié par une maison d'édition sans éditeur (pour reprendre le titre du livre d'André Schiffrin), mais avec comptable, actionnaire et taux de rentabilité en hausse!

On peut même élargir ces discours à un avis général sur la lecture : on répète partout qu'il

faut lire comme si ce mantra seul suffisait. Mais dans le même temps celles et ceux qui œuvrent à une réelle démocratisation de la lecture dans les bibliothèques, les librairies, l'édition, mais aussi les associations et bien évidemment les auteurs eux mêmes, et ce à tous les niveaux, sont peu ou mal mis en avant. Un discours creux qui culpabilise ceux qui ne lisent pas, et participe d'une démoralisation générale. Le livre pour le livre n'est rien, il en est de même de la lecture. C'est pourtant cette idée derrière bon nombre de dossiers "livres de l'été" et autres suggestions : l'important c'est de lire, et qu'importe si cette lecture n'apportera rien, mis à part de la détente. Une lecture sans saveur, qui n'aide ni à penser ni à vivre, aussitôt oubliée et interchangeable à merci. En faisant passer des baudruches pleines de vide pour des penseurs, des polémiques vaines pour des débats intellectuels et des filons commerciaux pour des moments de l'histoire littéraire, les journalistes ne servent aucun des buts qu'ils prétendent (devraient?) poursuivre. Et le plus triste dans ce cas là, c'est peut être que souffrant des mêmes maux, ils creusent ainsi leur propre tombe.

L'absence de réelle critique des parutions, est à ce titre, criante, spécialement dans le domaine de la fiction : il n'est pas question d'analyser un texte, ni de le relier à d'autres où de saluer en quoi il innove, simplement de paraphraser et résumer son contenu dans un appauvrissement dommageable des potentialités énormes et vitales de la lecture comme porte d'accès (pas la seule évidemment) à la culture et à l'émancipation. Il s'avère malheureusement que bien peu des coups éditoriaux tant vantés aident à penser par soi-même. C'est la grande confusion à tous les étages : on clame partout qu'un bon livre peut changer une vie, qu'il est un outil essentiel, mais sans jamais mettre en avant ceux qui ont réellement ce pouvoir. Une part de la désaffection croissante envers la lecture tient sûrement à cet état de fait : rien de tel qu'un mauvais livre pour dégoûter de la lecture, particulièrement chez ceux qui lisent le moins. La verticalité régissant les rapports entre ceux "qui savent" et que l'on voit partout en gardien du bon goût participe également de ce mouvement. Tout semble fait pour faire comprendre au lecteur lambda quels sont les livres pour lui, et surtout pas pour tenter de lui proposer d'autres horizons, alors que c'est précisément ce à quoi peut servir la lecture. Il est évident que les comportements moutonniers vus plus haut quant au choix des livres mis en avant n'aident pas à prendre conscience de ces possibilités. La face émergée de l'iceberg est loin d'être la plus intéressante.

Au final, entre injonctions culpabilisantes, mélange des genres et idolâtrie technologique, le livre est bien souvent convoqué comme "idée", mais bien souvent malmené comme réalité. Mais loin de concerner simplement un objet, ou même des métiers, c'est bien au delà que les effets de ces attaques sont néfastes : c'est la circulation de l'art et des idées auprès du plus grand nombre qui est en péril, dans un mouvement général d'abrutissement. Il suffira de rajouter que les principales maisons d'édition et de distribution du livre sont souvent aux mains des mêmes grandes firmes capitalistes (et bien souvent de marchands d'armes) qu'une grande partie des médias dits dominants pour savoir à qui profite le crime...

Jerem

DANS LA BIBLIOTHÈQUE noire

L'appareil de propagande de Staline et Brejnev semble, en comparaison au mensonge médiatique, un jeu de faussaires amateurs.

Alexandre Zinoviev

Journalistes précaires, journalistes au quotidien
de Alain Accardo
Editions agone - 2007

Médias Crisis
de Peter Watkins
Editions de l'Echappée - 2015

Les nouveaux chiens de garde,
de Serge Halimi
Poche, 2015

Les médias français se proclament "contre-pouvoir", mais sont dominés par un journalisme de révérence, par des groupes industriels et financiers, par une pensée de marché, par des réseaux de connivence. Alors, dans un périmètre idéologique minuscule, se multiplient les informations oubliées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices, les services réciproques. Un petit groupe de journalistes omniprésents - et dont le pouvoir est conforté par la loi du silence - impose sa définition de l'information-marchandise à une profession de plus en plus fragilisée par la crainte du chômage. Ces appariteurs de l'ordre sont les nouveaux "chiens de garde" de notre système économique.

Enjeux libertaires pour le XXIe siècle par un anarchiste néophyte
de Philippe Corcuff
Edition du Monde Libertaire, 2015

La dialectique de la raison
de T. Adorno et M. Horkheimer
Paris, Gallimard, coll. TEL, 1983

La Société du Spectacle
de Guy Debord,
Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1996.

La fabrication du consentement
de Noam Chomsky et E. S. Herman
Marseille, Agone, 2008.

L'édition sans éditeurs
de André Schiffrin,
La Fabrique, 1999

Le contrôle de la parole
de André Schiffrin,
La Fabrique, 2005

L'argent et les mots,
de André Schiffrin,
La Fabrique, 2010

Le livre, que faire ?
Collectif
La Fabrique, 2008

La trahison des éditeurs
de Thierry Discepolo
Agone 2011

Lire et penser ensemble
de Jérôme Vidal
Amsterdam, 2006

Divertir pour dominer
de Offensive
Editions L'échappée, 2010

Les petits soldats du journalisme
de François Ruffin
Les Arènes, 2003

Parce qu'on peut apprécier les bons livres sans idolâtrer les hommes versatiles qui les ont un jour écrit (non, nous ne partageons pas les positions protectionnistes de Ruffin), "Les petits soldats du journalisme" reste un ouvrage essentiel pour appréhender les rouages du formatage terriblement efficace subi par les aspirants journalistes.

La Banlieue du "20 heures" Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique,
de Jérôme Berthaut
Agone, 2013

L'opinion, ça se travaille... Les médias et les "guerres justes"
de Serge Halimi, Henri Maler, Mathias Reymond, Dominique Vidal
Editions Agone, 2006

Vient de paraître
(le 13 octobre 2015) :

L'assassinat des livres par ceux qui œuvrent à la dématérialisation du monde.
Collectif
L'échappée, 2015



Et côté web :

ACFRIMED, bien sûr :
Action-CRITique-MEDias [Acrimed] est un Observatoire des médias qui intervient publiquement pour mettre en question la marchandisation de l'information, et se fixe la tâche de "contribuer à faire ou à refaire des médias une question démocratique, et donc politique, essentielle"

www.acrimed.org



Poder Popular:
¿Mito o realidad?



53

Une brèche dans la pensée unique

Hégémonie communicationnelle et dissidence au Venezuela

« Ce gouvernement s'est orienté vers un contrôle de la communication. Bien que je ne pense pas qu'il ait remporté le moindre succès dans sa célèbre politique d'« l'hégémonie communicationnelle ».

Antonio Pasquali

En 1999, au début de la révolution bolivarienne et avant que le Chavisme ne se soit réellement affirmé comme une force hégémonique, la présence de l'état vénézuélien dans le système médiatique n'était seulement visible qu'au travers d'une chaîne de télévision (VTV) et de deux stations de radio nationales. La sphère privée contrôlait alors l'essentiel du paysage médiatique.

Durant plus de 30 ans, RCTV¹ et Venevisión (deux membres du groupe Cisneros, l'une des plus grandes compagnies médiatiques

privées du monde) formaient un duopole, imposant ainsi leurs habitudes et pratiques douteuses à la télévision du pays. Cet accord revêtait pourtant un caractère plus politique qu'économique, ce qui les amena en diverses occasions à s'affronter l'un et l'autre ou à se liguer contre le gouvernement.

Avec l'avènement du modèle bolivarien appuyé par les médias privés², une certaine "dissidence" vit le jour parmi les anciens actionnaires de ces groupes médiatiques. Profitant d'une certaine confusion, ils s'accaparèrent l'espace perdu par les partis politiques, les syndicats et groupes de discussion. Cela fut particulièrement flagrant lors du coup d'état du 11 avril 2002 : chaînes de télévision et presse écrite agirent en effet comme de véritables agents politiques afin d'atteindre le but qu'ils s'étaient fixé, celui d'un changement administratif.

Le bras de fer fut pourtant remporté par l'état qui refusa puis dénonça les concessions accordées auparavant aux opérateurs privés.

2 Les médias, surtout la presse, RCTV et Venevisión apportèrent leur appui au candidat Hugo Chavez lors des élections de 1998 en lui offrant une grande visibilité : débats, interviews etc. Une fois au pouvoir, Chavez a renié ces liens, traçant irrémédiablement la voie vers le coup d'état de 2002. Venevisión s'est accommodé des injonctions chavistes, tandis que RCTV a continué de s'opposer au pouvoir en place jusqu'à l'annulation de ses contrats.

1 Radio Caracas Television (RCTV) est une propriété de Peter Bottome, Marcel Granier, Alicia Phelps, Alberto Tovar Phelps et Guillermo Tucker Arismendi. Fondée par l'homme d'affaires William H. Phelps, elle est le produit d'un long processus d'accumulation de richesses par la famille qui a fait fortune grâce à l'exportation de café, puis à partir de 1920 grâce à l'importation et la vente de produits caractéristiques de la révolution industrielle : machines à coudre Singer, machines à écrire Underwood et automobiles Ford.

Ainsi, en 2006 nous avons pu assister à la fermeture de RCTV et au rachat progressif de différents médias (*Globovision, El Universal, Capriles*) grâce aux capitaux acquis avec le commerce d'hydrocarbures particulièrement florissant alors que se développaient en parallèle différents conflits au Moyen-Orient.

D'autre part, les nombreuses radios et télévisions dites "communautaires", qui depuis 10 ans pouvaient laisser entrevoir l'apparition d'un système médiatique alternatif et autonome, se sont vues dominées par le pouvoir étatique grâce à sa mainmise globale sur l'économie. La majorité des 167 radios et 28 télévisions qui aujourd'hui répondent à l'appellation de "moyens de communication communautaires" survivent avec les subventions octroyées par le gouvernement. D'après l'assemblée nationale, ils auraient ainsi reçu en 2006 5,7 milliards de Bolivar, soit plus de 2 650 000 dollars états-unis. Ainsi, ils se sont transformés en porte-parole officiels et reproduisent les méthodes qu'ils entendaient dénoncer et combattre.

Le point culminant fut sans nul doute atteint en 2011, lorsque fut promulguée la "loi sur la communication populaire et alternative" (Ley para la Comunicación Popular y Alternativa), laquelle prévoit l'assujettissement absolu de ce type de média à l'appareil d'état.

Aujourd'hui, le gouvernement chaviste contrôle directement huit chaînes de télévision (VTV, TVES, Vive TV, Telesur, Ávila TV, TVFAN, Conciencia et ANTV), et 2 radios (*Nacional* et *YVKE Mundial*) disposant de huit stations émettrices. À cela il convient d'ajouter la nationalisation de CANTV, la plus grande entreprise de télécommunication du pays.

Cette confiscation totale des moyens de communication n'aurait pu être menée à bien sans le consentement et la complicité d'acteurs économiques très importants, comme Gustavo Cisneros³ et Wilmer Ruperti⁴ lesquels ont vu s'accroître leurs rentes patrimoniales grâce à l'appui du gouvernement bolivarien.

Un autre fait important est la banalisation et la valorisation des valeurs machistes, occidentales, anthropocentriques et capitalistes au sein de ces chaînes, propriétés de l'appareil d'état. Ces dernières diffusent ainsi leur contenu aliénant drapé dans une esthétique et un discours pseudo-révolutionnaire.

Voilà pourquoi nous pouvons constater avec effroi que TVES propose un programme similaire à celui de *Venevisión*, que *Telesur* ressemble à s'y méprendre à *CNN* et *Conciencia* à *Discovery Channel*.

Depuis la tranchée anarchiste.

La présence de publications anarchistes au Venezuela est ancienne, le premier journal ouvertement libertaire, *El Obrero*, est publié à Caracas de 1919 à 1920. Ce quotidien avait pour objectif d'organiser le mouvement ouvrier au sein d'un syndicat similaire à celui de la CGT française de la même époque. Cependant, les débats internes au soralisme révolutionnaire et les approches purement anarcho-sindicalistes mettent un frein à cette expérience.

3 Gustavo Cisneros est né à Caracas en 1945, selon la revue Forbes, il dispose d'une fortune personnelle évaluée à 6 000 millions de dollars états-unis, ce qui fait de lui la 119ème fortune mondiale. Ce patrimoine vient principalement de ses entreprises de télécommunication et affiliées. Les plus importantes étant Venevisión International, Venevisión Productions, Movida (États-Unis) et Venevisión y Cervecería Regional. L'ensemble étant placé sous la tutelle directe du groupe Cisneros. Il est également propriétaire de l'équipe de base-ball vénézuélienne « Les lions de Caracas ». Les entreprises constituant « l'organisation Cisneros » opèrent dans plus de 50 pays sur le continent américain, en Asie et en Europe. Ce conglomérat emploie en outre 35 000 personnes aux États-Unis.

4 Wilmer Ruperti, après son enrichissement fulgurant durant le choc pétrolier de 2002, s'est tourné vers les médias en inaugurant une chaîne d'information en continu (Canal I), en achetant Radio Rumbos et un tabloïd mineur de la capitale : *El Diario de Caracas*. Il tenta également, mais sans succès, d'acquiescer un journal national emblématique du pays : *El Universal*.

La guerre d'Espagne puis l'exil qui s'ensuivit relancèrent les parutions d'écrivains anarchistes au Venezuela : *Ruta, Fragua Social, Forve, SIA* et aussi la première édition de *El Libertario*⁵, journal qui fêtera en octobre ses 20 ans d'existence et de publication bimensuelle ininterrompue, et ce malgré la censure et les difficultés financières imposées par une économie nationale en déclin constant.

En effet, pour le seul premier trimestre de l'année 2015, l'inflation au Venezuela oscille entre 120 % et 150 %, ce qui dépasse, et de loin, les trois années antérieures pour lesquelles l'estimation atteint presque les 125 %. Cela se manifeste entre autres par l'extrême pauvreté de plus de 9 millions de personnes. Toutes les 24 heures une famille vénézuélienne atteint le seuil de pauvreté et se retrouve ainsi marginalisée : il ne fait aucun doute que ce processus de paupérisation se poursuivra tout au long de cette année, égalant ainsi les chiffres de 1999, année de la constitution de la république bolivarienne⁶.

Cependant, cet appauvrissement croissant conjugué aux pénuries de matériel nécessaire à l'impression, conséquences des politiques nationales de contrôle des changes, mettent pour nous sur la table la question des médias 2.0, jusque là délaissés. D'où la présence des idées libertaires sur *Twitter, Instagram, Facebook, Youtube, Periscope, Blogger*, etc. Ceci est le résultat chaque jour plus sensible de l'encerclement voulu par le gouvernement. On peut citer en exemple le portail *Contrapoder*⁷, hébergeur qui fournit sur Internet l'espace nécessaire à la communauté anticapitaliste du pays.

L'anarchie est un défi. Encerclés et conspués, nous les libertaires de la région, resterons fidèles à nos principes de libération totale. En développant des discours hétérodoxes, nous prétendons ouvrir une brèche au sein de l'hégémonie bolivarienne et contredire l'opposition bourgeoise qui prétend pouvoir vivre de ses rentes pétrolières. Nous continuons à aller de l'avant, nous restons ingouvernables.

Rodolfo Montes de Oca

El Libertario (Venezuela)

Traduction : Florian (Groupe Germinal de la FA)

5 *El Libertario*, en tant que journal anarchiste voit son évolution se dérouler en trois étapes : 1) Publication d'information concernant l'exil des espagnols. 2) De 1982 et 1985, publication bimensuelle assurée par le CAL (Colectivo de Autogestión Libertaria). 3) Depuis 1985 il est réalisé par la CRA (Comisión de Relaciones Anarquista) puis par le "Colectivo Editor del Libertario". *El Libertario* a publié récemment : *CONTRACORRIENTE: la historia del movimiento anarquista en Venezuela (1811-1998)*

6 Ces chiffres sont tirés d'une étude de "Instituto Nacional de Estadística", organe officiel du gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela.

7 Une initiative du militant Esteban Mejiaz. www.contrapoder.org.ve

Les 113 groupes et liaisons de la FEDERATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste est un groupement de militant.e.s organisé sur le principe du libre fédéralisme, garantissant aux groupes et aux individu.e.s qui le composent la plus grande autonomie et le respect du pluralisme des idées comme des actions, dans le cadre d'un pacte associatif.

La participation de tous aux structures et aux oeuvres collectives (radio, éditions...) est calquée sur nos principes d'éthique et de solidarité.

Pour consulter notre pacte associatif, visitez notre site : www.federation-anarchiste.org

Au 1er octobre 2015.

Si un groupe ou une liaison ne possède ni adresse postale, ni courriel, ou s'il n'existe pas de groupe ou liaison dans votre région, contactez le secrétariat aux relations intérieures de la FA

FA-RI 145 rue Amelot 75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org

★ 01 AIN

Liaison de Bourg-en-Bresse
bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

★ 02 AISNE

Groupe Kropotkine
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Tél. 03 23 80 17 09
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine.cybertaria.org
Permanence : 1^{er} 3^{ème} et 5^{ème} jeudi du mois de 18 à 21h

★ 03 ALLIER

Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

★ 04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org

★ 06 ALPES-MARITIMES

Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

★ 07 ARDECHE

Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr
http://www.aubanar.lautre.net

Groupe de la Haute-Vallée de l'Ardèche
hautevalleedelardeche@federation-anarchiste.org

Liaison Nord-Ardèche
nord-ardeche@federation-anarchiste.org
http://ardechelibertaire.wordpress.com

★ 10 AUBE

Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

★ 11 AUDE

Liaison Carcassonne
aude@federation-anarchiste.org

★ 12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

Liaison Dada
dada@federation-anarchiste.org

★ 13 BOUCHES-DU-RHONE

Groupe Germinal - Marseille
groupe-germinal@riseup.net

Liaison La Ciotat

germinal@federation-anarchiste.org

Liaison Martigues

martigues@federation-anarchiste.org

★ 14 CALVADOS

Groupe Sanguin - Caen
groupeanguinfa14@laposte.net
http://sous-la-cendre.info/
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste

★ 15 CANTAL

Liaison Cantal
cantal@federation-anarchiste.org

★ 17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous Autres
35 allée de l'angle chauce 17190 St-Georges d'Oleron
nous-autres@federation-anarchiste.org

★ 21 COTE-D'OR

Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
lamistoufle@federation-anarchiste.org
lasociale@riseup.net
http://groupe-lamistoufle.jimdo.com

★ 22 COTES-D'ARMOR

Groupe Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston 22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

Liaison Rirette Maîtrejean-Trégor

★ 23 CREUSE

Liaison Emile Armand
Cédric Lafont
19 rue de Chanteloube
23500 Felletin
emile-armand@federation-anarchiste.org

★ 24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org
http://fa-perigueux.blogspot.fr
Vente du Monde libertaire les samedis de 11h à 12h au marché de Périgueux, place de la Clautre.

★ 25 DOUBS

Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
http://groupe.proudhon-fa.over-blog.com
Permanence à la librairie L'Autodidacte, les mercredis de 16 à 19h et les samedis de 15 à 19h.

Librairie L'Autodidacte

5 rue Marulaz 25000 Besançon
http://www.lautodidacte.org

Liaison Nord-Doubs

liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

★ 26 DROME

Liaison de Valence
valence@federation-anarchiste.org

Groupe la Rue Râle (St Jean en Royans/Vercors)

laruerale@no-log.org
http://laruerale.wordpress.com
Nous organisons des soirées débat, des projections, des tables de presse, des alternatives en acte, nous circulons avec un bibliobus et la Cantina : cantine autogérée, bio, à prix libre. Nous participons à l'Université Populaire du Royans/Vercors et nous sommes présents sur luttes sociales.

★ 28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

★ 29 FINISTERE

Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org

Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org

Liaison du Guilvinec

★ 30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

★ 32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@federation-anarchiste.org

★ 33 GIRONDE

Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
http://cerclelibertairejb33.free.fr/



Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

★ 34 HERAULT

Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org
http://famontpellier34.blogspot.fr

Liaison Frontignan-Sète
frontignan-sete@federation-anarchiste.org

★ 35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale
Local "la Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@farenes.org
http://lasocialefederationanarchiste.blogspot.com
La page vidéo du groupe de Rennes qui héberge 133 films militants :
http://dailymotion.com/farenes

Librairie associative "La Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
Ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures

★ 38 ISERE

Groupe La Rue Râle - Pont en Royans/Vercors
larurale@no-log.org
http://vercors-libertaire.blogspot.com/
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

★ 40 LANDES

Groupe Elisée Reclus - Dax
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

Union Régionale Sud Aquitaine de la FA
ursa@federation-anarchiste.org
http://libertaire-landes.blogspot.fr/

Les Chanarchistes
leschanarchistes@federation-anarchiste.org
http://kedistan.fr/

★ 42 LOIRE

Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

★ 43 HAUTE-LOIRE

Liaison d'Yssingaux
Yssingaux@federation-anarchiste.org

★ 44 LOIRE ATLANTIQUE

Groupe Nosotros - Saint-Nazaire
nosotros@federation-anarchiste.org

Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe Déjacque - Nantes
nantes@federation-anarchiste.org
http://fa-nantes.over-blog.com/

Le groupe Joseph Desjacques tient chaque premier mardi du mois une permanence locale au B17, 17 rue Paul Bédarride (tout au fond de la 2ème cour à l'étage), de 18 à 20h sous forme de table de presse.

★ 45 LOIRET

Groupe Gaston Couté -Montargis
groupegastoncoute@gmail.com
http://groupegastoncoute.wordpress.com

Groupe d'Orléans

★ 46 LOT

Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org

★ 50 MANCHE

Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

★ 53 MAYENNE

Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org

★ 55 MEUSE

Groupe Jacques Turbin-Thionville
groupejacqueturbin@rocketmail.com

★ 56 MORBIHAN

Groupe Libertaire René Lochu
6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
http://anars56.over-blog.org/

★ 57 MOSELLE

Groupe de Metz
Association Culturelle Libertaire
BP 16 57645 Noisseyville
groupe-demetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

★ 59 NORD

Groupe de Lille
lille@federation-anarchiste.org
http://lille.cybertaria.org/rubrique95.html
Vente du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au Marché de Wazemmes côté métro Gambetta...
Réunion publique chaque 1er jeudi du mois, de 20h30 au Centre Culturel libertaire, 4 rue de Colmar à Lille, M° Porte des Postes.

★ 60 OISE

Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

★ 61 ORNE

Liaison Orne

★ 62 PAS-DE-CALAIS

Groupe de Béthune-Arras
bethune-arras@federation-anarchiste.org
http://www.noirgazier.lautre.net/

★ 63 PUY-DE-DÔME

Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand
spartacus@federation-anarchiste.org

★ 64 PYRENEES-ATLANTIQUES

Liaison Euskal Herria - Bayonne
euskal-herria@federation-anarchiste.org

★ 66 PYRENEES-ORIENTALES

Groupe John Cage
john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue Art et Anarchie
http://artetanarchie.com

★ 67 BAS-RHIN

Groupe de Strasbourg

Liaison Bas Rhin
c/o REMON
BP 35 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

★ 68 HAUT-RHIN

Groupe du Haut-Rhin
groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org

Liaison de Colmar
colmar@federation-anarchiste.org

★ 69 RHONE

Groupe Graine d'Anar
grainedanar@vivre-libre.org
http://grainedanar.org

Groupe Kronstadt - Grand Lyon
kronstadt@federation-anarchiste.org
http://fa-kronstadt.blogspot.fr

Liaison Mornant et Monts du Lyonnais
mornant@federation-anarchiste.org

★ 71 SAONE-ET-LOIRE

Liaison Haute-Saone
hautesaone@federation-anarchiste.org

★ 71 SAONE-ET-LOIRE

Groupe La Vache Noire
C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

★ 72 SARTHE

Groupe Lairial
L'épicerie du Pré
31 rue du Pré 72000 Le Mans
Permanence libertaire le samedi à 18 heures et "Café libertaire" le 3^e samedi du mois à 15h.

★ 73 SAVOIE

Groupe de Chambéry
c/o La salamandre - Maison des associations
67 Rue St François de Sales Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
http://fa73.lautre.net

★ 74 HAUTE-SAVOIE

Liaison Haute-Savoie
haute-savoie@federation-anarchiste.org

Liaison de Sallanches
sallanches@federation-anarchiste.org

★ 75 PARIS

Groupe Salvador Segui
groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Pierre Besnard
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les dimanche matin de 10h30 à midi Place des Fêtes dans le 19e

Groupe Regard noir
regardnoir.fa@gmail.com
http://regard-noir.toile-libre.org

Groupe Jean Baptiste Botul
botul@federation-anarchiste.org
http://groupe-botul.eklablog.net

Groupe La Commune de Paris - Paris Nord et Est
Vente du Monde libertaire les jeudis de 18h à 19h au métro Belleville
la-commune-de-paris@federation-anarchiste.org

Groupe CLAAAAAASH
groupe.claaaaaash@federation-anarchiste.org
Diffusion et vente du Monde libertaire tous les jeudis de 19h à 20h devant la gare Saint-Lazare

Groupe Louise Michel
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
http://www.groupe-louise-michel.org/

Bibliothèque La Rue
Bibliothèque libertaire La Rue
10 rue Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedi de 15h00 à 18h00
http://bibliotheque-larue.over-blog.com
larue75018@yahoo.fr

Groupe Berneri
Tous les mercredis sur Radio Libertaire, de 20h30 à 22h30, émission "Ros-les-Murs", actualités prison/répression, lutte contre tous les enfermements !

Groupe Artracaille
artracaille@orange.fr
pour le groupe : http://www.artracaille.fr
pour l'émission radio :
http://artracaille.blogspot.com

Groupe Anartiste
an.artiste@yahoo.fr
http://anartiste.hautetfort.com

Groupe No Name
no-name@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire
145 rue Amélot 75 011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture :
du mardi au vendredi : 14 h à 19 h 30
le samedi : 10 h à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
http://www.librairie-publico.com

Radio Libertaire
89.4 Mhz et sur le net
sur http://rl.federation-anarchiste.org
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

★ 76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise

128 rue St Hilaire 76000 Rouen
rouen@federation-anarchiste.org
Vente et diffusion du Monde libertaire chaque dimanche de 11h à 12h au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16h. à 18h., Vendredi 17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h.
Pendant les vacances scolaires les Samedi de 14h. à 18h.
http://www.insoumise.lautre.net/

★ 77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Melun

Liaison de Chelles

★ 78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation-anarchiste.org

★ 79 DEUX SEVRES

Liaison Bakounine - Thouars
bakounine@federation-anarchiste.org

★ 80 SOMME

Groupe Alexandre Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
contact@fa-amiens.org
http://fa-amiens.org/

★ 81 TARN

Groupe Les ELAF
elaf@federation-anarchiste.org

★ 84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
http://www.fa-30-84.org

★ 85 VENDEE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation-anarchiste.org

★ 86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@federation-anarchiste.org

★ 87 HAUTE VIENNE

Groupe Armand Beaura
armand-beaura@federation-anarchiste.org

★ 92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

★ 93 SEINE-ST-DENIS

Groupe Henry Poulaille
c/o La Dionysversité
4, place Paul Langevin 93200- Saint Denis
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr
http://poulaille.org

Groupe de Saint-Ouen
saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
http://groupesaintouen93.blogspot.fr

Groupe Etoile Noire - Montreuil
etoile-noire@federation-anarchiste.org
http://etolenoire-fa.blogspot.fr

★ 94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée Reclus - Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
http://fa-ivry.forlogaj.tk

Liaison L'Avenir - Créteil
nosotros36@free.fr

★ 95 VAL-D'OISE

Groupe Le Merle Moqueur - Cergy-Pontoise
le-merle-moqueur@federation-anarchiste.org

★ 988 NOUVELLE-CALEDONIE

Liaison Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

★ BELGIQUE

Groupe Ici et maintenant - Bruxelles
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le trimestriel "A voix outre"
http://www.avoixautre.be

★ SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes
flm@federation-anarchiste.org

Liaison Genève
genève@federation-anarchiste.org



GRILLE DES PROGRAMMES

05 Septembre 2014

LUNDI

09h00 - Les enfants de Cayenne : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

11h00 - Lundi matin : infos et revue de presse

13h00 - Pause musicale

14h30 - En alternance

→ **Ondes de choc** : magazine culturel, poésie, chanson et littérature

→ **Pause musicale**

16h00 - Troux noirs : luttes sociales

18h00 - En alternance

→ **Les mangeux d'terre** : écolo-libéraire - 1^{er} lundi

→ **Focus** : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un live musical - 2^{ème} lundi

→ **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé - 3^{ème} lundi

→ **Sciences en liberté** : 1 h 30 pour démenager la biologie - 4^{ème} lundi

19h30 - En alternance

→ **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT

→ **Chroniques d'ailleurs** : relations internationales de la FA - 2^{ème} lundi de chaque mois

21h00 - Ça urge au bout de la scène : actualité de la chanson

22h30 - De la pente du carmel, la vue est magnifique : comme son nom l'indique

00h00 - Nuit noire : musique dans le noir de la nuit

MARDI

08h00 - Et toi, tu la sens la cinquième puissance : Contre propagande, état des lieux, et...

10h00 - En alternance

→ **Court-Circuit** : scènes philosophiques

→ **Pause musicale**

11h00 - Arracaille : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 - Wreck this mess : cocktail de musiques radicales

14h30 - Pause musicale

17h00 - Des oreilles avec des trous (dedans) : des fusiques molles pour tous les trous

18h00 - En alternance

→ **Ideaux et débats** : émission littéraire

→ **Pas de quartiers...** : ça se passe près de chez vous

19h30 - Paroles d'associations : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 - En alternance

→ **Émission de la CNT**

→ **Lumière noire** : portraits d'anarchistes - 3^{ème} et 5^{ème} mardis

22h30 - Ça booste sous les pavés : musique, reportages, actualité et le CSPB tous les derniers mandis du mois

00h30 - Les rendez vous soniques : le magazine libertaire du rock, rendez vous live

MERCREDI

08h30 - Pause musicale

09h30 - L'entonnnoir : antipsychiatrie

10h30 - Blues en liberté : émission musicale blues

12h00 - Pause musicale

14h00 - En alternance

→ **Radio Tisto** : le ciel est bleu, t'as le vent dans le nez - 2^{ème} et 4^{ème} mercredis

→ **Des cailloux dans l'engrenage** : l'enfance, poil à gratter - 3^{ème} et 5^{ème} mercredis

16h00 - Léo 38 : à l'heure du goûter, reggae et autres

17h00 - En alternance

→ **Jus d'airielle** : reportage sonore et militant - 4^{ème} et 5^{ème} mercredis

→ **Pause musicale**

18h30 - Femmes libres : femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 - Ras les murs : actualité des luttes des prisonniers

22h30 - Traffic : musiques urbaines et libres propos

JEUDI

09h00 - Niarg : l'émission qui mord et qui rit

10h00 - Chronique hebdo : analyse libertaire de l'actualité

12h00 - De rimés et de notes : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 - Radio cartable : la radio des enfants des écoles d'Ivry

15h00 - Bibliomanie : autour des livres

→ **Radio Lap** : émission du Lycée autogéré de Paris - 2^{ème} et 4^{ème} jeudis

→ **Radio Goliard(s)** : histoire populaire par tous et pour tous - 3^{ème} et 5^{ème} jeudis

18h00 - Si vis pacem : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 - En alternance

→ **Cosmos** : - 1^{er} et 5^{ème} jeudis

→ **Jourdis noirs** : - 2^{er} et 4^{ème} jeudis

→ **Askasatunak I** : actualité politique au pays basque - 3^{ème} jeudi

20h30 - Entre chiens et loups : expressions artistiques et libertaires

22h00 - Epsilonia : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

08h00 - For a few sixties more : musique populaire des années 60

10h00 - Zones d'attraction : philosophie witz et performance

13h00 - Place au fous : musiques, disciplines de l'indisciplin

14h30 - Les oreilles libres : musiques engagées

16h00 - En alternance

→ **Sortir du colonialisme** : décolonisation - 1^{ème}, 3^{ème} et 5^{ème} vendredis

→ **Pause musicale**

17h30 - Radio espéranto : émission de l'association Sat Amikaro

19h00 - L'invité du vendredi

→ **Des droits et des hommes** : la LDH - 1^{er} et 5^{ème} vendredis

→ **Au delà du RL** : Chroniques ; billes d'humour... - 2^{ème} vendredi

→ **L'antenne du social** : autour des acteurs du social - 3^{ème} vendredi

→ **Trait d'union** : le mouvement des idées - 4^{ème} vendredi

21h00 - En alternance

→ **Offensive ..** libertaire et sociale contre les techniques de surveillance

22h30 - Transbords : qui fait bouger la ligne

00h00 - Les nuits musicales

→ **Sure shots** : 1^{er} et 5^{ème} vendredi

→ **Nuit Léo** : 2^{ème} et 4^{ème} vendredi

→ **SoundRadioExpérience** : 3^{ème} vendredi

SAMEDI

08h00 - Réveil hip-hop : hip-hop au saut du lit ou dans le lit

10h00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier : comme son nom ne l'indique point

11h30 - Chronique syndicale : luttes et actualités sociales

13h30 - Chroniques rebelles : débats dossiers et rencontres

15h30 - Deux sous de scène : le magazine de la chanson vivante

17h00 - En alternance

→ **Bulles noires** : BD et polar

→ **Bulle de rêve** : cinéma d'animation

19h00 - En alternance

→ **Tribuna latino america** : actualité de l'Amérique latine

→ **Contre-bande** : cinéma

→ **Longtemps je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma

21h00 - Les nuits libertaires

→ **Orpheus Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine

→ **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 - En alternance

→ **Nuit off** : topologies sonores, rocks et chroniques

→ **Hôtel paradoxo** : pratique de la poésie sonore et de la performance

DIMANCHE

08h00 - Goloss Trouda : la voix du travail : émission franco-russe

10h00 - En alternance

→ **Ni dieu ni maître** : économie et religion à l'heure de la messe - 2^{ème} et 4^{ème} dimanche

→ **Un peu d'air frais** : écologie au quotidien - 1^{er} dimanche

12h00 - Folk à lier : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 - En alternance

→ **Tempête sur les planches** : actualité du théâtre et de la danse - 2^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} dimanches

→ **Naséma** : informations sociales et politiques sur le sida - 1^{er} dimanche

15h30 - En alternance

→ **Chants, contrechamps** : cinéma d'acteur(s) et chansons à texte(s) - 1^{er} dimanche

→ **Wide side** : relecture et découverte du rock par des ados - 2^{ème} dimanche

→ **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs - 3^{ème} dimanche

→ **La plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes - 4^{ème} dimanche

17h00 - Le mélange : musique et actualité du spectacle

18h30 - En alternance

→ **Echos et frémissments d'Irlande** : émission de l'association Irlandaise

→ **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIRC

20h30 - En alternance

→ **Les désaxés** : ciné en zone libre - 1^{er} dimanche

→ **Détruire l'ennui** : anarcho-punk et diy (do it yourself)

→ **Pause musicale** : - 3^{ème} dimanche

22h00 - En alternance

→ **Rudie's back in town** : les rudies boys et les rudies girls de retour en ville

→ **Seppuku** : musiques électroniques

<http://r.federation-anarchiste.org/>
Tél studio 01 43 71 89 40
Siège social Publico
145 rue Amelot
75011 Paris
Permanence
le mardi à partir de 19 h

Radio LIBERTAIRIE

LA RADIO DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE **89.4 MHz**



#62

